

Éducation, les cours chutent !

Impacts de la crise économique mondiale sur l'éducation



L'Education change le monde

AIDE ET ACTION - AVRIL 2010

Aide et Action a été créée en 1981. Organisation internationale de développement sans affiliations politiques ou religieuses, elle est présente dans 22 pays, en Afrique, en Asie, en Amérique latine - Caraïbes et en Europe. Au travers d'une centaine de projets, Aide et Action, avec ses partenaires, contribue à l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation de plus de cinq millions d'enfants et d'adultes. Aide et Action appuie les acteurs locaux sur la mise en oeuvre de leurs projets sur des thématiques diverses : santé, environnement, cohésion sociale, inclusion. 1 000 salariés dans le monde participent à la réalisation de ces objectifs.

www.aide-et-action.org

ÉDUCATION, LES COURS CHUTENT !

IMPACTS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE
MONDIALE SUR L'ÉDUCATION

Sous la direction de Claire Calosci
directrice générale internationale
organisation Aide et Action International



L'Éducation change le monde

REMERCIEMENTS

Cette publication a été réalisée par Audrey Martinenq et Anaïs Ménard.

Le suivi éditorial a été assuré par Sylvaine Bernard-Srinivasan.

Ce travail n'aurait pu être réalisé sans la participation des équipes d'Aide et Action International sur le terrain :

Equipe régionale Afrique de l'Ouest, sous la direction de Koffi Adjimon : Alioune Badara Ndiaye, Abdoul Khadre Ndiaye, Berthe Téhou, Damase Zouré, Bruno Some, Abdoulaye Diepkilé, Ibrahima Maïga, Bayri Sidibé, Ali Amadou, Hamidou Soukouna, Ousmane Diallo, Désiré Tom-Iteng Arfa, Paka Koffi, Anatère Sama, Symphorien Gbonsou, Sandrine Tembely.

Equipe régionale Océan Indien, sous la coordination de Rado Raveloarijaona : Evelyne Hantamalala, Tinha Rabarison, Jocelyne Rakotondrazafy, Fenosoa Rakotobe, Andry Ralintalama Randrianasolo, Fidy Herman Andriamapilazaso, Anatole Mickaël Santa Acropolis, Georges Rakotonindrainy, Joseph Rolland Randrianarivony, Faniriako Mon Désir Andrianantenaina, Abdou Salama Rachidy, Christian Sokorokana, Charles Rakotonandrasana, Hery Rakotomanga, Rivo Pascal Randrianatoandro, Jimmy Rabenantenaina, Richard Daretry.

Equipe régionale Asie du Sud, sous la coordination de Ravi Pratap Singh : Dr Sridevi Srinivasan, K. Subramanian, M. Gowrahari, K. Murali, Abel Baskar, Sandip Naik.

Equipe régionale Asie du Sud-Est, sous la coordination de Prasert Tepanart : Xuemei Zhang, Yang Yang, Purisima Gonzales, Thomas Yang, Bunphoeun Un.

Equipe Amérique latine et Caraïbes, sous la coordination de Nesmy Manigat : Jacques Abraham.

Nos remerciements vont également aux personnes qui ont guidé et relu notre travail : Nancy Barrett, Hélène Nieul, Hélène Rama Niang, Lucette Willerval et Jean-Christophe Nougaret.

Pour la conception graphique : Nicolas Pruvost.

Pour la conception graphique de la couverture : Audrey Dauxais.

Pour la traduction : Kamala Govindarajan.

AVANT-PROPOS

DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE au dernier trimestre de l'année 2008, les journaux, les ondes radio, les écrans de télévision ont été saturés d'informations relatant le sauvetage des banques, les plans de relance nationaux, les réunions du G20 et du G8. Mais peu d'informations nous sont parvenues sur la manière dont cette crise se propageait dans les pays en développement et ses impacts sur les secteurs sociaux de ces pays.

Il faut dire qu'à première vue, on conçoit difficilement comment les déséquilibres macroéconomiques et la crise de la finance peuvent impacter l'éducation ou la santé d'enfants se trouvant à des milliers de kilomètres, dans un monde qui semble souvent, à tort, peu intégré à l'économie mondiale.

Il n'en est rien. Le rapport publié aujourd'hui par Aide et Action montre au contraire à quel point la situation des pays en développement et la vie de millions de personnes vulnérables sont en effet intrinsèquement liées aux nôtres. La crise financière a très rapidement eu des impacts sur l'économie réelle. Les pays en développement, y compris les plus pauvres d'entre eux, ont été frappés de plein fouet par la crise économique.

Aujourd'hui encore, il est difficile d'appréhender complètement l'ensemble des impacts de la crise économique actuelle, notamment sur l'éducation. C'est pourtant ce à quoi ce rapport veut contribuer, en dressant un premier bilan éclairé par les informations collectées sur le terrain auprès des populations les plus fragiles, celles qui paient le prix fort de la crise.

L'éducation est partout mise sous pression. Baisse des budgets, défaillances des bailleurs de fonds, difficultés pour les familles à faire face aux frais liés à l'éducation, etc. entraînent dans de nombreux pays des vagues de déscolarisation que nous n'avions pas connues depuis les années 1990. Les conséquences de la crise économique actuelle nous montrent une fois de plus que le droit à l'éducation n'est jamais une chose acquise, que nous devons rester chaque jour vigilants.

A quelques mois du Sommet de New York, c'est un bien triste anniversaire que nous fêtons puisque, plus que jamais, les objectifs du Millénaire pour le développement semblent un rêve inaccessible. Pire : tous les progrès accomplis depuis dix ans sont susceptibles d'être remis en question si rien n'est fait, vite. La volonté politique est pourtant capable de soulever des montagnes : le sauvetage du secteur bancaire nous l'a prouvé. Mais à ce jour, aucune mesure de la communauté internationale n'a vu le jour pour contrer les effets sociaux de la crise dans les pays en développement.

Aujourd'hui c'est l'éducation et la survie de millions d'enfants, d'hommes et de femmes qui sont en jeu. Le temps presse. La responsabilité nous incombe et justifie une mobilisation générale. Pour que l'avenir des générations futures soit préservé.

Claire Calosci, directrice générale internationale
Organisation Aide et Action International



RÉSUMÉ

La crise des *subprimes* qui a éclaté à l'été 2007 s'est propagée à l'ensemble du système bancaire et financier, révélant des déséquilibres macroéconomiques majeurs. Cette crise financière a fini par toucher un an plus tard l'économie réelle, entraînant la plus grave crise économique que le monde ait connue depuis 1929. Les pays développés ont réagi plus ou moins rapidement : stabilisation des systèmes financiers, rétablissement des liquidités mondiales et déblocage du crédit. Ils ont été moins efficaces pour contrer les impacts sociaux de la crise : malgré les discours, les gouvernements se sont peu préoccupés de la manière dont la crise touche leurs populations, notamment les plus vulnérables.

Aujourd'hui, la plupart des experts et commentateurs annoncent une reprise de l'économie. Bien loin des discours de la fin de l'année 2008, le monde semble être revenu au *business as usual*.

Mais le retour à la normale n'est pas à l'ordre du jour pour les populations des pays en développement. Le premier chapitre de ce rapport montre que ces pays ont connu une baisse brutale et soudaine de leurs taux croissance. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud-Est accusent une perte de croissance de six points. L'Amérique centrale et les Caraïbes affichent une croissance négative de respectivement -0,7% et -0,5%. Les pays de l'Est et l'Asie centrale ont été parmi les pays les plus touchés avec une croissance négative de -6%. Si ces taux de croissance devraient remonter en 2010, leur niveau restera bien en-deçà des taux qui prévalaient il y a encore deux ans.

Les flux financiers ont également diminué de presque 25%, touchés par la baisse des exportations (selon la Banque mondiale, le commerce mondial a diminué d'entre 9 et 10% pour la seule année 2009), la réduction des envois de fonds des migrants (21 milliards de dollars US) et des investissements di-

rects étrangers (-30%), et la contraction de l'aide publique au développement (avec un déficit de financement de 30 milliards de dollars US par an).

Dans les pays à l'économie peu diversifiée, la chute de la demande mondiale, des prix des matières premières et des ressources naturelles a eu des conséquences importantes en termes de chômage et de pouvoir d'achat. Le Bureau international du travail estime que 30 millions de personnes auraient perdu leur emploi en 2009, essentiellement dans les secteurs d'exportation touchés par la crise. La hausse des prix de l'alimentation a principalement touché les pays à faibles revenus. Au Bénin, sur les marchés de Cotonou, Porto-Novo ou Parakou, le prix du kilo de maïs a enregistré une hausse de 67%, celui du kilo de riz une hausse de 33% et le prix du litre d'huile de palme a augmenté de 80%. Conséquence : 44 millions de personnes supplémentaires vivaient en situation de malnutrition en 2009.

Alors, quelles conséquences la crise économique mondiale peut-elle bien avoir sur l'éducation de millions d'enfants ? C'est la question à laquelle cette publication tente de répondre en s'intéressant d'une part à la capacité de financement de l'éducation des pays en développement, et d'autre part à la capacité des familles à envoyer leurs enfants à l'école.

Bien sûr, la situation est différente selon les pays. Les conséquences de la crise économique mondiale ne sont pas les mêmes en Inde (pays émergent), au Burkina Faso (qui figure dans la liste des pays les moins avancés) ou à Madagascar (qui vit depuis plusieurs mois une crise politique interne). Mais partout, les effets de la crise économique se combinent à ceux des crises alimentaire et énergétique pour en renforcer les effets.

Le deuxième chapitre revient sur les expériences des crises passées. Celles-ci prouvent qu'il est possible

de mettre en place des mesures contre-cycliques efficaces, même dans les pays les plus pauvres. Au niveau national, les programmes de transferts monétaires conditionnels ont fait la preuve de leur efficacité en termes de protection des secteurs sociaux, notamment de l'éducation. Au niveau international, un engagement inconditionnel des partenaires du développement est essentiel pour appuyer les pays les plus fragiles dans la mise en place de ces programmes et pour augmenter le volume et la qualité de l'aide publique au développement. Même si les réponses diffèrent selon les pays, au niveau local, de nombreuses initiatives émergent pour protéger l'éducation et la santé des enfants : soutien à l'entreprenariat féminin (les femmes sont particulièrement touchées par la crise, avec des répercussions en cascade sur leurs enfants), mise en place de cantines scolaires (pour assurer au moins un repas complet par jour aux enfants), financement des centres de santé de proximité, prévention des violences domestiques, etc.

Les informations recueillies montrent une diminution des budgets consacrés à l'éducation, une réorientation des dépenses en faveur de l'enseignement supérieur et une recherche d'économies en réduisant notamment les coûts liés aux enseignants. Dans les pays pratiquant une gestion décentralisée de l'éducation, les subventions allouées aux écoles ont été diminuées, voire supprimées, avec des conséquences sur les revenus des enseignants, la disponibilité du matériel scolaire ou le maintien des cantines. Dans plusieurs pays, de grandes réformes concernant à la fois l'accès et la qualité de l'éducation ont été ajournées en raison du déficit de financement.

Les populations des pays en développement paient le prix de la crise. Les enquêtes menées par Aide et Action dans huit pays auprès des familles, des enseignants, des élus et aussi des enfants témoignent d'un quotidien précaire. Déjà affaiblis par les conséquences des crises alimentaire et énergétique, les ménages, notamment les plus fragiles, orientent la totalité de leurs ressources vers la survie.

Ces enquêtes, rapportées dans le troisième chapitre, montrent une déscolarisation des enfants de ces fa-

milles, notamment des plus âgés, la plupart du temps associée à une recrudescence de leur implication dans des activités faiblement rémunérées. Elles révèlent également les impacts de la crise économique sur la santé des enfants, notamment des plus jeunes. Au total, ce sont entre 200 000 et 400 000 décès supplémentaires d'enfants de moins d'un an qui pourraient survenir chaque année jusqu'en 2015. L'ensemble du bien-être physique et psychologique des enfants est en jeu : les enquêtes réalisées montrent qu'ils sont également perturbés par le climat de stress et d'incertitude dans lequel la hausse du chômage et la perte de pouvoir d'achat ont plongé leurs parents. Les entretiens menés illustrent également l'impact de la crise économique sur la perception que les familles ont de l'école : celle-ci perd de son attractivité, les perspectives d'emploi étant moins importantes et le coût d'opportunité augmentant à mesure que le pouvoir d'achat diminue.

Ces dernières données sont particulièrement inquiétantes pour l'avenir, d'autant que l'expérience montre que le développement humain a tendance à se détériorer plus rapidement pendant les phases de tassement de la croissance qu'ils ne s'améliorent pendant les phases d'accélération. Par ailleurs, certains impacts ont des effets irréversibles, notamment en ce qui concerne les jeunes enfants.

En analysant les impacts macroéconomiques de la crise dans les pays en développement, ses effets sur les capacités de financement des Etats et les conséquences sur les familles, cette étude tente donc de donner une vue globale des conséquences profondes et complexes de la crise économique dans les pays en développement, et des changements structurels susceptibles d'être engagés. Ainsi, si cette crise remet en question de nombreux progrès effectués, à la fois dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs de l'Éducation pour tous, elle constitue également une occasion d'investir prioritairement en faveur des secteurs sociaux et des populations les plus fragiles. A condition d'accepter de repenser différemment le monde dans lequel nous vivons.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	6	La crise pour les Etats : menace ou opportunité ?.....	46
RÉSUMÉ	7	Des crises annonciatrices de changement	46
I. CRISE DU NORD, CRISES AU SUD	11	La crise de 2009 : vers des changements structurels	50
LES MÉCANISMES ÉCONOMIQUES DE PROPAGATION DE LA CRISE	12	Les difficultés à maintenir l'offre éducative : exemples de la Guinée et de Madagascar	51
Comment la crise se propage-t-elle ?	12	Conclusion	56
Une baisse de la croissance	12	III. LES FAMILLES FACE À LA CRISE	59
Une diminution des flux financiers vers les pays en développement	14	UN AVENIR HYPOTHÉQUÉ.....	60
Les canaux de transmission de la crise	16	Faut-il décider de scolariser son enfant ?	61
Faut-il aider l'aide publique au développement ?	18	Des dépenses familiales orientées vers la survie	61
Une aide cruciale pour les pays en développement.....	18	Les femmes : premières victimes de la crise	63
La diminution annoncée de l'aide	19	Migrants : accompagner les retours dans les villes et les campagnes	66
Les revenus migratoires peuvent-ils encore soutenir les familles ?	21	Vagues de déscolarisation et travail des enfants	67
Être migrant dans un pays développé	21	Les enfants peuvent-ils encore apprendre à l'école ? ...	72
Un déclin des revenus familiaux.....	22	Manger moins et moins bien	72
Une transmission de la crise multisectorielle	24	Protéger la santé de son enfant en temps de crise ?	76
Une hausse massive du chômage	25	Bien-être physique et psychologique des enfants	78
La hausse des prix de l'alimentation	27	Conclusion	81
Conclusion.....	28	PERSPECTIVES.....	84
II. L'ÉDUCATION EN SURSIS	33	BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE	88
LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES D'ÉDUCATION	34		
L'éducation d'abord ?	34		
L'éducation : un enjeu incontournable	34		
Analyse des budgets de l'éducation dans les pays en développement.....	38		
La précarisation de l'éducation.....	41		



I. Crise du Nord, crises au Sud

« Cette crise remet en question les progrès considérables accomplis par de nombreux pays à faible revenu au cours de la décennie écoulée, qui ont rehaussé leur croissance économique, fait reculer la pauvreté et sont parvenus à une plus grande stabilité politique. »

Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, mars 2009.

LES MÉCANISMES ÉCONOMIQUES DE PROPAGATION DE LA CRISE

Les difficultés économiques des pays développés ont un impact direct sur la vie quotidienne dans les pays en développement. Pour comprendre la nature et l'ampleur des effets de la crise économique mondiale dans les pays en développement, il importe d'analyser les mécanismes par lesquels la crise se propage, du niveau global au niveau local. Comment une crise immobilière née aux Etats-Unis peut-elle impacter l'espérance de vie des enfants du Zimbabwe ? Comment les fluctuations des cours des actions de certaines holdings peuvent-elles avoir des conséquences sur la capacité des familles indiennes à nourrir leurs enfants ?

A la fin de l'année 2008, de nombreux experts ont assuré que cette crise ne toucherait que très faiblement, voire quasiment pas, les pays en développement et notamment les moins avancés d'entre eux. Mais les échanges commerciaux et financiers entre les pays, quel que soit leur niveau de richesse, ont créé une interdépendance forte, permettant à la crise économique de se propager rapidement et souvent brutalement dans les pays en développement.

COMMENT LA CRISE SE PROPAGE-T-ELLE ?

LA CRISE A ÉTÉ RESENTIE à des degrés divers dans les différents pays du monde. Cependant, alors que

l'économie mondiale devrait connaître un rebond dès 2010, ses effets perdureront et impacteront sur le long terme la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Si le rebond apparaît désormais clairement au niveau des places financières, les effets de la crise sur l'économie réelle¹ se prolongeront bien au-delà de l'année 2010.

Aujourd'hui, les différentes économies du monde sont tournées vers l'extérieur. Même si les pays en développement ne constituent pas un ensemble homogène (cf. encadré 1), on constate cependant qu'en cas de crise mondiale, la plupart d'entre eux ont moins, voire très peu, de réserves financières à débloquer pour y faire face .

UNE BAISSÉ DE LA CROISSANCE

Le taux de croissance est utilisé pour mesurer la progression du niveau de richesse d'un pays sur une période donnée. Le recul des taux de croissance donne ainsi un premier aperçu des effets de la crise économique mondiale dans les pays en développement.

En 2009, les pays en développement ont connu un effondrement rapide et brutal de leur croissance. Comparativement aux autres pays, l'Inde et la Chine s'en sont mieux sorties : entre 2007 et 2009, l'Inde est tombée de 9% de croissance à 6,1%, et la Chine de 11% à 9% entre 2007 et 2008².

Mais si l'on ne tient pas compte des PIB de la Chine et de l'Inde, les pays en développement ont eu en moyenne une croissance négative de -1,6% en 2009. L'Afrique subsaharienne est ainsi passée d'un taux de croissance de 7% en 2007 à 1,3% en 2009. L'Amérique centrale quant à elle est passée de 6,9% de croissance en 2007 à une croissance de -0,7% en 2009. Dans les Caraïbes, après avoir connu une croissance à 5,6% en 2007, la région affiche en moyenne pour 2009 une croissance négative de -0,5%. Dans les pays de l'Est et de l'Asie centrale, pays aux économies les plus touchées, la croissance est descendue en moyenne jusqu'à -6%³. L'Asie du Sud-Est a vu sa croissance réduite à -0,3% en 2009, alors que celle-ci était de 6,3% en 2007.

Après avoir connu une croissance moyenne de 2% en 2009, les pays en développement devraient dans l'ensemble voir leur croissance remonter à 5% en 2010. Le rebond sera notamment porté par la Chine, l'Inde et quelques autres pays émergents à l'économie plus forte⁴. Dans tous les cas, les prévisions de croissance pour 2010 pour la plupart des pays demeurent en-dessous de leur niveau de 2007 (cf. tableau 1).

Ce n'est pas la première fois que des pays en développement connaissent une perte de vitesse de leurs économies. Lors de la crise financière asiatique de

¹ *Economie réelle : échanges de biens et services.*

² HARPER C., JONES N. et MCKAY A. *Including Children in Policy Responses to Economic Crises: Lessons from the Past and Policies for a Sustainable Future.* Intervention pour la conférence *The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009.

³ *Ibid*, p. 1.

⁴ *Fonds Monétaire International. Perspectives de l'économie mondiale. Soutenir la reprise.* Washington, DC : FMI Ed., 2009.

1 PAYS EN DÉVELOPPEMENT : UNE CATÉGORIE MULTIPLE

Du fait de leur répartition géographique, on utilise souvent l'expression « pays développés » ou « pays du Nord » pour parler des pays qui possèdent un niveau de revenu élevé (Etats-Unis, Europe, Australie, Japon et nouveaux pays industrialisés : Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Hong-Kong), par opposition aux pays en développement ou « pays du Sud ». Comme critères de démarcation, on utilise entre autres l'indice de développement humain (IDH) et le revenu par habitant (PIB/hab.). Les pays en développement sont toutefois très divers. On compte parmi eux :

- les pays émergents, qui connaissent une croissance économique rapide et dont le niveau de vie s'accroît rapidement (Brésil, Mexique, Inde, Chine) ;
- les pays exportateurs de pétrole et en situation intermédiaire (pays du Moyen-Orient et du Maghreb) ;
- et enfin, les pays les moins avancés (PMA) qui ont un revenu par habitant de moins de 900 dollars US par an. Parmi eux, on trouve la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et certains pays d'Asie et du Pacifique.

1997, des décroissances substantielles des PIB avaient été observées dans les pays concernés, provoquant une recrudescence des taux de chômage. La Thaïlande et l'Indonésie avaient été les plus affectées par cette crise et avaient mis beaucoup de temps à en inverser les effets⁵. En Thaïlande, le PIB avait reculé de 1,4% en 1997, puis de 10,5% en 1998. En Indonésie, le PIB avait chuté de 13,1% la même année.

UNE DIMINUTION DES FLUX FINANCIERS VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Depuis 2008, les flux financiers⁶ vers les pays en développement ont aussi diminué. Ceux-ci pourraient baisser de 300 milliards de dollars US en l'espace de deux ans, soit une perte nette de 25%.

Les investissements directs étrangers (IDE) constituent notamment une bonne part de ces flux financiers. Ils sont une source particulièrement importante de croissance et favorisent par ailleurs la création d'emplois dans les pays receveurs. Or ces investissements, après une hausse ininterrompue entre 2003 et 2007, ont baissé de 14% en 2008⁷. Cette baisse s'est accentuée en 2009 avec une chute de presque 30% en moyenne.

Les pays les plus touchés sont les nouvelles puissances économiques et financières. L'Inde par exemple, qui est l'un des premiers pays récipiendaires, a accusé une baisse de 40% de ses IDE sur les six premiers mois de 2009. Sur le continent africain dans son ensemble, les IDE devraient diminuer de 8 milliards de dollars US, passant de 30 milliards en 2008 à 22 milliards de dollars en 2009⁸. Or, le ralentissement des économies régionales a souvent des effets à terme sur les échanges avec les pays voisins. La plupart des migrations de travail, par exemple, ont lieu dans la sphère régionale et les pays limitrophes. Les économies solides d'Asie du Sud-Est,

comme la Malaisie ou la Thaïlande, sont des terres d'immigration privilégiées pour les populations des autres pays de la région. La Malaisie par exemple compte 2,1 millions de travailleurs immigrés, pour la plupart dans la manufacture ou les services, deux secteurs très fortement touchés par la crise. Au début de l'année 2009, le pays a ainsi refusé de renouveler les visas de 55 000 travailleurs originaires du Bangladesh. La Thaïlande connaît une situation similaire : les travailleurs étrangers (1,8 million de personnes venues du Cambodge, du Laos et du Myanmar voisins) sont les premiers à subir les effets de la crise dans les secteurs manufacturier, industriel et agricole, et sont parfois forcés de retourner dans leur pays d'origine⁹.

Lors de la crise de 1997, les difficultés économiques de la Thaïlande avaient eu de multiples répercussions sur les pays de la région est-asiatique. Ainsi au Laos, le montant total des investissements de la Thaïlande était passé de 1,2 milliards de dollars en 1995 à 150 millions de dollars en 1997. Le Laos avait alors connu une forte inflation, rendant inabordable pour la population l'ensemble des produits importés. Les coûts liés à la santé et à l'éducation, à savoir le transport et le matériel scolaire, étaient également rapidement devenus exorbitants, notamment pour les familles pauvres vivant en zone rurale¹⁰.

La crise actuelle a des effets similaires. En Inde par exemple, suite à la crise alimentaire en 2008 puis à la crise économique en 2009, le gouvernement a décidé de stopper les exportations de riz non-basmati pour mieux contrôler la hausse des prix à l'intérieur du pays et assurer l'autosuffisance alimentaire. Or ce pays est la troisième puissance exportatrice de riz au monde et suite à cette décision, les prix du riz ont fortement augmenté au Bangladesh : en 2007, ils ont connu une hausse de 70%, puis successivement de 30% par an en 2008 et

TABEAU 1. CROISSANCE DES PIB RÉGIONAUX ENTRE 2007 ET 2010 (EN %).

Régions/pays	Croissance du PIB (en %)			
	2007	2008	2009	2010
Pays développés	2,7	0,6	-3,4	1,3
Etats-Unis	2,1	0,4	-2,7	1,5
Communauté européenne	2,7	0,7	-4,2	0,3
Pays d'Europe de l'Est	5,5	2,9	-5,2	1,8
Maghreb	3,5	4,1	3,2	3,6
Afrique subsaharienne	7,0	5,5	1,3	4,1
Moyen-Orient	6,2	5,4	2,0	4,2
Amérique du Sud et Mexique	5,7	4,2	-2,7	3,0
Amérique Centrale	6,9	4,2	-0,7	1,8
Caraïbes	5,6	3,0	-0,5	1,6
Pays d'Asie nouvellement industrialisés (Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Hong Kong)	5,7	1,5	-2,4	3,6
Inde et Chine	10,6	7,6	6,2	7,3
Communauté ASEAN-5 (Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines, Vietnam)	6,3	4,8	0,7	4,0

CHIFFRES EXTRAITS DU RAPPORT DU FMI, PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE. SOUTENIR LA REPRISE. WASHINGTON, DC : FMI Ed., 2009.

2009. La part du revenu des ménages allouée à la nourriture est ainsi passée de 57% en 2007 à 84% en 2009. Dans un pays où 40% de la population vit avec moins d'un dollar par jour, cette hausse des prix du riz a gravement affecté la survie de millions de personnes et remis en question l'accès aux services sociaux de base, notamment pour les enfants.

Ainsi, alors que de nombreux experts prévoyaient que les pays en développement seraient relativement épargnés, la crise économique a eu des impacts majeurs sur la croissance et les flux financiers en direction des pays en développement. Cette situation macroéconomique tendue a eu des répercussions en cascade, d'autant que les effets de la crise économique se sont ajoutés à ceux des précédentes crises alimentaire et énergétique. Pour mieux comprendre et mesurer cette contagion rapide et brutale, il faut identifier les canaux de transmission de la crise que constituent l'aide publique au déve-

⁵ *Including Children in Policy Responses to Economic Crises: Lessons from the Past and Policies for a Sustainable Future*, op. cit., p. 11.

⁶ *Les flux financiers comprennent entre autres: flux de capitaux, investissements de portefeuille, crédits aux entreprises et aux banques, investissements directs étrangers.*

⁷ *CNUCED. Rapport sur l'investissement dans le monde. New York et Genève : Nations unies, 2009.*

⁸ *Fonds Monétaire International. Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne. Washington, DC : FMI Ed., 2009.*

⁹ *AWAD I. The global economic crisis and migrant workers: Impact and response. Genève : Bureau international du travail, 2009, p. 21-26.*

¹⁰ *OKONJO-IWEALA O., KWAKWA V., BECKWITH A. et al. Impact of Asia's Financial Crisis. Finances et Développement, septembre 1999, n°48, p.48-51.*

« Alors que de nombreux experts prévoient que les pays en développement seraient relativement épargnés, la crise économique a eu des impacts majeurs sur la croissance et les flux financiers en direction des pays en développement. »

loppement, les transferts de fonds des migrants, et les secteurs commerciaux.

LES CANAUX DE TRANSMISSION DE LA CRISE

Pour porter leur croissance économique, les pays en développement dépendent pour une grande partie de flux financiers externes¹¹ :

- *L'aide publique au développement (APD)*, transférée par les pays dits développés vers les pays en développement pour les aider à se développer de manière durable. Cette aide complète les budgets des Etats dans de nombreux secteurs.
- *Les revenus envoyés par les migrants à leur famille*. Gagnés à l'étranger et transférés dans le pays d'origine, ils complètent les budgets des familles. D'après un rapport de l'International Fund for Agricultural Development (IFAD) publié en octobre 2009, les émigrés africains envoient chaque année à leurs proches près de 40 milliards de dollars US (26,7 milliards d'euros). Ces mouvements d'argent d'un continent à l'autre sont autrement appelés transferts de fonds.
- *Les secteurs d'exportation à destination des pays développés*. Les secteurs d'exportation des pays en développement sont très divers : ils concernent les matières premières agricoles pour les pays les plus pauvres (par exemple le coton en Afrique de l'Ouest), le pétrole (pour les pays membres de l'OPEP¹²) mais aussi des produits manufacturés. De nombreux pays dits « émergents », notamment en Asie et en Amérique latine, se sont spécialisés dans l'exportation de ce type de marchandises.

Les pays les moins avancés (PMA) sont particulièrement touchés par la crise économique car leurs économies sont fragiles et plus vulnérables aux chocs extérieurs. Subissant encore les conséquences des récentes crises énergétique et alimentaire, ils payent

le prix fort de la crise en termes de perte de production, d'emploi, de niveau de vie et de développement humain.

En effet, contre toute attente, les pays les plus pauvres sont souvent aussi les plus intégrés à l'économie mondiale. Leurs taux d'ouverture¹³ montrent l'ampleur des échanges et des liens avec les autres pays du monde. La Guinée possède par exemple un taux d'ouverture de son économie d'environ 30%. L'économie marocaine possède quant à elle un taux d'ouverture de 62%. En comparaison, la France et les Etats-Unis ont un taux d'ouverture de respectivement 20% et 10%. On constate ainsi que, exportant et important beaucoup, ces pays sont soumis plus que les autres aux fluctuations de la demande globale et des prix mondiaux.

Les déficits de leurs balances commerciales et de leurs comptes courants se sont accrus en 2009 en raison du ralentissement des échanges, de la baisse des exportations et des prix des matières premières¹⁴. Par ailleurs, dans beaucoup de pays africains, le système bancaire appartient à plus de 50% à des banques étrangères : à 80% en Ouganda, à 77% en Zambie ou encore à 66% en Tanzanie¹⁵. Ces pays sont donc parmi les premiers à être affectés par la crise financière : les flux financiers entre banques diminuent et l'économie réelle en souffre puisque cette situation restreint les politiques de crédit aux entreprises.

Pour faire face à la crise, les gouvernements des pays développés ont mis en place des plans de relance en puisant dans leurs ressources. Les pays de l'OCDE ont ainsi été en mesure de dégager des ressources fiscales supplémentaires et ont mis en place en 2009 des plans de relance qui ont creusé la dette publique mais ont permis d'augmenter en moyenne de six points leurs PIB¹⁶.

Mais dans les pays à faibles revenus, ces possibilités sont limitées. En 2009, la dette des pays les moins avancés s'élevait en moyenne à 42% de leur revenu national brut, contre 26% dans les autres pays en développement¹⁷. Or, un pays dont le stock de la dette est supérieur à 15% du PIB dispose de peu de moyens pour dégager des ressources propres et proposer un plan de relance.

Augmenter les revenus domestiques par les taxes est en effet très peu envisageable pour les PMA : soit les mécanismes fiscaux sont presque inexistantes en raison d'économies largement informelles¹⁸, soit ils sont dans l'impossibilité de taxer leurs économies déjà faibles et des populations en situation de pauvreté, notamment en temps de crise.

Reste l'aide publique au développement (APD). Il existe peu d'estimations claires de ce que serait un niveau soutenable d'aide extérieure. Cependant, au-delà de 25% du PIB, le niveau de dépendance est trop fort pour augmenter encore cet espace de ressources. Or, sur 37 PMA d'Afrique subsaharienne, 25 peuvent encore augmenter la part de l'APD dans leur budget, et 11 autres n'ont aucune autre alternative domestique¹⁹.

S'il est donc difficile pour les PMA de dégager les niches fiscales nécessaires pour protéger leurs populations, l'APD semble être l'un des remèdes à la crise. Pourtant, son avenir semble compromis à court terme et la question du réendettement se pose en conséquence. Mais les chiffres sont parlants : sur la période 1992-1997, le Cameroun a dépensé 4% de son PIB pour les dépenses relatives aux services de base du pays et 36% du PIB pour le service de la dette. Au Niger, le ratio est de 20,4% contre 33%, et de 11,4% contre 35% en Côte d'Ivoire²⁰. Est-il possible de financer correctement les services de base dans ces conditions ? Et combien de temps ce cercle vicieux peut-t-il encore durer ?

¹⁷ IIEP Newsletter. *Education and the economic crisis*. Volume XXVII n°2, mai-août 2009.

¹² Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, fondée en 1960.

¹³ *Taux ou coefficient d'ouverture* : formule permettant de quantifier le nombre d'échanges d'une économie avec les autres pays, par rapport au PIB. Ainsi, plus les échanges (importations et exportations) sont élevés par rapport à la richesse totale, plus le taux d'ouverture est important.

¹⁴ CNUCED. *Rapport 2008 sur les Pays les Moins Avancés. Croissance, pauvreté et modalités du partenariat pour le développement*. New York et Genève : Nations unies, 2009, p. 2.

¹⁵ SUMNER A. *The Global Economic Crisis, public budget and child-sensitive protection in Sub-Saharan Africa*. Intervention pour la conférence *The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009.

¹⁶ UNESCO. *EFA Global Monitoring Report. Reaching the marginalized*. Paris : UNESCO Ed./Oxford University Press, 2010, Chapitre 1, p. 28.

¹⁷ *Rapport 2008 sur les Pays les Moins Avancés. Croissance, pauvreté et modalités du partenariat pour le développement*, op. cit., p. 2.

¹⁸ *Dans une économie majoritairement informelle, les entreprises ne sont pas déclarées au niveau de l'Etat..*

¹⁹ *EFA Global Monitoring Report 2010*, op. cit., p. 29.

²⁰ MILLET D. et TOUSSAINT E. (pour le CADTM). *Les chiffres de la dette*, 2009. Paris : Les Editions du Cerisier, 2009.

2 LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD)

- Réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 US\$ par jour et la proportion de la population qui souffre de la faim.
- Assurer l'éducation primaire pour tous.
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- Réduire la mortalité infantile.
- Améliorer la santé maternelle.
- Stopper le VIH/sida, maîtriser le paludisme et les autres grandes maladies.
- Préserver l'environnement et assurer un développement durable.
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

« Dans beaucoup de pays en développement, le financement du secteur éducatif repose largement sur l'aide extérieure. »

FAUT-IL AIDER L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ?

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT a pour objectif d'encourager un développement économique et humain durable dans les pays qui rencontrent des difficultés. Ainsi devrait-elle être, idéalement, allouée à des politiques d'investissement sur le long terme, donc prioritairement à des projets d'infrastructures et de services visant à réduire la pauvreté et à améliorer l'offre sanitaire, éducative et alimentaire. En 2000, l'ONU a précisé cette volonté en formulant huit objectifs à atteindre d'ici 2015 (cf. encadré 2).

UNE AIDE CRUCIALE POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

De nombreux pays en développement, et parmi eux les PMA, dépendent de l'aide publique au développement pour financer de nombreux secteurs de base.

L'aide représente en moyenne environ 9,6% du PIB des PMA. L'Afrique est le continent le plus tributaire : pour deux pays sur cinq, le niveau de l'aide dans le revenu national est supérieur à 10%²¹. Environ 4% à 10% de cette APD sont alloués au secteur éducatif. Au Burkina Faso, l'aide finance jusqu'à 80% des investissements publics. Le budget de la Guinée est quant à lui financé à 60% par l'aide extérieure. L'APD se transforme donc souvent en dépendance financière concernant des secteurs cruciaux pour le bien-être des populations.

Comparativement, les pays d'Asie dépendent moins de l'aide extérieure, qui constitue pour la plupart moins de 1% de leur PIB. Elle leur parvient cependant sous d'autres formes : près de 60% de l'APD

totale des pays du Comité d'aide au développement (CAD)²² est ainsi allouée à la coopération technique, à l'aide aux ONG, aux aides alimentaires et humanitaires, et enfin à des programmes ou projets dans le cadre de coopérations bilatérales. L'aide budgétaire n'est donc pas l'outil principal de l'APD dans ces pays.

Dans beaucoup de pays en développement, le financement du secteur éducatif repose largement sur l'aide extérieure. Mais dans le contexte actuel, on peut craindre qu'une baisse de l'APD, même minime, entraîne des effets réels et majeurs sur le financement de l'éducation dans ces pays. Après avoir alloué 4,3 milliards de dollars US d'aide multilatérale à l'éducation en 2007, la Banque mondiale prévoit pour 2010 des financements à hauteur de 2,5 milliards de dollars US. Cette baisse touchera surtout les pays les plus dépendants de l'aide, à savoir les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud, où les progrès ont pourtant été les plus importants ces dernières années.

De nombreux succès en termes de scolarisation sont en effet liés à l'APD. Des pays comme le Cambodge, le Ghana, le Kenya ou la Tanzanie ont pu supprimer les frais de scolarité dans l'enseignement primaire grâce à l'aide. Entre 2000 et 2009, le nombre d'enfants non scolarisés en Tanzanie est ainsi passé de trois millions à 150 000²³. La décision du gouvernement kenyan de rendre l'école gratuite pour tous en 2003 a par ailleurs provoqué un afflux de 1,3 million d'enfants supplémentaires dans les salles de classes. L'aide extérieure²⁴ a permis au Kenya de maintenir cette mesure, mais aussi d'améliorer les infrastructures et d'acheter les fournitures de base et le matériel nécessaire pour ces nouveaux élèves. Au Cambodge, le programme de soutien à l'éducation financé par les pays donateurs a permis

d'allouer des bourses aux enfants des familles défavorisées afin de faciliter la transition entre le cycle primaire et le cycle secondaire. Les écoles qui ont participé au programme affichent un taux de scolarisation de 21% supérieur aux autres. Au Mali, un programme similaire a été mis en place, financé aux trois-quarts par les pays donateurs ; le taux de scolarisation a augmenté ainsi que le nombre de manuels par élève en première classe du cycle primaire²⁵.

Certains de ces succès ont été atteints dans le cadre de l'Initiative Fast Track (IFT), qui vise une mise en œuvre accélérée des objectifs de l'EPT en centralisant les différents projets éducatifs des pays donateurs et récipiendaires. Mise en œuvre dans 35 pays, dont les deux-tiers se trouvent sur le continent africain, l'IFT a permis de scolariser 52% d'enfants supplémentaires entre 2000 et 2006, notamment dans les PMA, contre 23% dans les pays qui ne bénéficient pas de l'initiative.

Suite à une conférence des pays donateurs en 2005, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide a mis l'accent sur la prédictibilité de l'aide : pour mieux gérer leurs budgets nationaux, les pays doivent connaître à l'avance et de manière sûre les montants de l'aide qui leur seront octroyés. Mais les pays donateurs ont eu du mal à respecter cet engagement. Les niveaux de l'APD demeurent volatiles et la crise financière tend à aggraver cette situation.

LA DIMINUTION ANNONCÉE DE L'AIDE

Entre fin 2008 et début 2009, les pays donateurs ont du faire face à des baisses de croissance et à la hausse de leurs taux de chômage. Ils ont mis en place des plans de relance de leurs économies nationales, privilégiant la mobilisation de ressources supplémentaires pour des interventions économiques domestiques. Subissant de sévères restric-

²¹ *Alternatives internationales. L'Etat de la Mondialisation 2010, Alternatives économiques, Hors-série n°7 Alternatives Economiques, décembre 2009, p. 86. Ces pays sont : le Burkina Faso, le Burundi, le Cap-Vert, la Centrafrique, la République Démocratique du Congo, Djibouti, l'Erythrée, l'Ethiopie, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, la Tanzanie, et la Zambie.*

²² *Le Comité d'aide au développement (CAD, www.oecd.org/cad) est la principale instance chargée, à l'OCDE, des questions relatives à la coopération avec les pays en développement.*

²³ *EFA Global Monitoring Report 2010, op. cit., Chapitre 3, p. 219.*

²⁴ *Aide extérieure apportée par les pays de l'OPEP, la Suède, l'UNICEF, le Programme Alimentaire Mondial, le Royaume-Uni et la Banque Mondiale.*

²⁵ *EFA Global Monitoring Report 2010, op. cit.*



tions budgétaires, les pays donateurs ont diminué en priorité leur APD. Ainsi, de manière générale, une baisse d'1% dans le PIB d'un pays donateur provoque la réduction d'1% de son aide extérieure²⁶.

Dans le contexte de crise actuelle, le G8 a réaffirmé en 2009 sa volonté de maintenir les objectifs d'aide décidés au sommet de Gleneagles, à savoir un montant total de 130 milliards de dollars US en 2010, soit 50 milliards de plus qu'en 2004. La moitié devrait être consacrée au développement du continent africain. En 2010, on estime que l'aide atteindra 110 milliards de dollars US, soit un manque de 20 milliards par rapport aux engagements. L'Afrique est la première perdante de cette baisse : 18 milliards de dollars US lui manqueront en 2010 pour atteindre les OMD, par rapport aux promesses initialement faites par les pays donateurs²⁷.

Selon les chiffres du rapport publié en mai 2009 par CONCORD (Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement), les maigres performances des pays européens sont alarmantes²⁸. Ceux-ci ont deux objectifs concernant l'APD : qu'elle atteigne 0,56% de leur revenu national brut (RNB, qui inclue le PIB et le solde extérieur) en 2012, et 0,7% en 2015. Ces engagements ne seront pas atteints. En 2008, l'Europe a dégagé 0,4% de son RNB en faveur du développement. Ce chiffre est du reste enflé par des dépenses peu coûteuses, mais que les Etats comptent tout de même dans la totalité de leur aide : l'annulation des dettes des pays à bas revenus (qui ne permet pas aux pays de dégager de nouvelles ressources pour le développement), le coût des étudiants étrangers et le coût des réfugiés. Une fois ces dépenses déduites, l'aide réelle des pays européens atteint 0,34% du RNB : un chiffre bien éloigné des promesses faites pour 2012...

Même si les pays européens choisissaient d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés pour 2012 et 2015

concernant le pourcentage du RNB alloué à l'aide, l'APD européenne baisserait tout de même de 12 milliards d'euros entre 2008 et 2010. En effet, puisque l'aide est exprimée en pourcentage des RNB, lorsque les revenus nationaux baissent, le volume dédié à l'aide diminue mécaniquement. Par ailleurs, il faudra du temps pour que le montant de l'aide revienne à son niveau initial d'avant la crise.

Du fait de la crise financière, les pays européens sont en effet amenés à ralentir leurs efforts en 2009 et en 2010. Seule une dizaine de pays sur 27 atteindront les objectifs fixés pour 2010 : ceux qui allouent déjà plus de 0,7% de leur RNB en faveur du développement (Luxembourg, Suède, Danemark, Pays-Bas) et ceux qui augmentent leur aide de manière régulière (Espagne, Royaume-Uni, Finlande, Lituanie, Chypre).

Pour les autres pays européens, la situation est tout autre. Entre 2007 et 2008, l'Autriche a par exemple déjà diminué son niveau d'APD de 0,50% à 0,42% de son RNB. L'Italie et l'Irlande ont annoncé dès la fin 2008 la diminution de leur aide pour l'année suivante. Le projet de loi de finances 2010 en France fait d'ores et déjà apparaître une diminution de cette même aide et une baisse des subventions au profit des prêts (les dons passeront ainsi de 322 millions d'euros en 2006 à 175 millions d'euros en 2010). Ainsi l'aide change de nature, au détriment des aides directes. Des pays comme la Grèce, la Belgique, le Portugal ou encore l'Allemagne, sont peu enclins à augmenter leur aide. Les douze pays entrants²⁹, eux-mêmes pris dans la tourmente de la crise, sont nombreux à la réduire drastiquement, voire même à l'arrêter complètement, comme la Lettonie.

Selon CONCORD, l'APD en Europe continuera donc d'augmenter globalement, mais plus lentement. CONCORD prévoit ainsi un déficit de l'aide

de 39 milliards d'euros entre 2008 et 2010. Ces chiffres sont d'autant plus alarmants que la part de l'éducation dans l'APD n'a globalement pas augmenté : elle était d'environ 12% sur l'année 2006-2007, niveau identique à 1999-2000. Ainsi, si l'éducation bénéficie d'un volume d'aide plus important, cette augmentation ne provient pas d'une redistribution de l'aide au profit du secteur éducatif³⁰. On constate par ailleurs une diminution constante des engagements des pays donateurs sur l'Initiative Fast Track, spécifiquement dédiée à l'éducation. Les engagements bilatéraux passeraient ainsi de 375,1 millions de dollars US en 2008 à 217,9 millions de dollars US en 2009 et seulement 139,4 millions de dollars US en 2010³¹.

LES REVENUS MIGRATOIRES PEUVENT-ILS ENCORE SOUTENIR LES FAMILLES ?

LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT sont également récipiendaires d'argent envoyé par les migrants à partir des terres d'immigration telles que l'Europe, les Etats-Unis, le Japon ou l'Australie. Or, dans les économies les plus prospères, les migrants sont souvent moins protégés, travaillent parfois sans contrats ou occupent des emplois peu qualifiés.

ÊTRE MIGRANT DANS UN PAYS DÉVELOPPÉ

Le chômage sévissant dans les pays développés, les migrants sont souvent les premiers à perdre leur emploi et subir une diminution de leurs revenus. Les Mexicains émigrés aux Etats-Unis, par exemple, travaillent souvent en tant qu'ouvriers dans la construction ou dans la confection, qui sont parmi les secteurs les plus touchés par la crise : ils ont été nombreux à perdre leur emploi en 2009. De manière générale, c'est dans les pays au marché de l'emploi beaucoup plus libéral, comme au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis, que les migrants souffrent le

²⁶ *A titre d'exemple, la crise bancaire de 1991 dans les pays nordiques a provoqué des baisses des budgets de l'aide extérieure de 10% en Norvège, de 17% en Suède, et jusqu'à 62% en Finlande.*

²⁷ *EFA Global Monitoring Report 2010, op. cit., Chapitre 2, p. 120-121.*

²⁸ *CONCORD. Lighten the Load. In a time of crisis, European aid has never been more important. Bruxelles : CONCORD, 2009.*

²⁹ *Les pays entrants sont : la Pologne, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Hongrie, Malte, la Slovaquie, la Slovénie, la République Tchèque, Chypre, la Roumanie et la Bulgarie.*

³⁰ *EFA Global Monitoring Report 2010, op. cit., Chapitre 3, p. 226.*

³¹ *Fonds Catalytique de l'Initiative Fast Track. Rapport Annuel 2009. Préparé par le secrétariat de l'Initiative Fast Track pour la Réunion du Comité du Fonds Catalytique (Rome, 5 novembre 2009), p.8. [en ligne]. Disponible sur : http://www.educationfasttrack.org/media/library/Rome_2009/CF_Annual_Status_Report_Nov2009_French.pdf (Page consultée le 04/12/2009).*

« Au niveau mondial, les flux financiers transférés dans les pays d'origine s'élevaient en 2007 à 251 milliards de dollars US, soit deux fois plus que l'aide publique au développement. »

plus d'ajustements sur les salaires et de baisses particulièrement importantes de leurs revenus. Conséquence directe : les envois de fonds vers le Mexique ont baissé de 13,4% durant les deux premiers trimestres de 2009, notamment à cause de la crise que traverse l'industrie du bâtiment aux Etats-Unis³².

En France, selon les statistiques de l'INSEE pour 2007, la plupart des immigrants hors zone européenne occupent des postes d'employés ou d'ouvriers. Le plus souvent, ces emplois sont non qualifiés. 39% des migrants d'Afrique subsaharienne par exemple occupent des postes d'employés, dont les deux-tiers sont non-qualifiés (cf. tableau 2). Dans certains secteurs de services, plus de 20% de la main-d'œuvre non-qualifiée est constituée d'immigrés : c'est le cas des secteurs du nettoyage, des services domestiques et des entreprises de sécurité. Dans le secteur du bâtiment, ce taux atteint 16%. Or, il s'agit des secteurs qui ont le plus souffert de la baisse d'activité et du chômage.

La crise a donc des effets sur les montants des flux financiers transférés dans les pays d'origine, ainsi que sur la fréquence de ces envois. Au niveau mondial, ces flux s'élevaient en 2007 à 251 milliards de dollars US³³, soit deux fois plus que l'aide publique au développement, et près de quatre fois plus si l'on comptabilise les transferts effectués par des canaux informels. Selon la Banque mondiale, après des années de croissance continue, ces envois de fonds ont diminué, passant de 338 milliards de dollars US en 2008 à 317 milliards de dollars US en 2009³⁴.

Les continents les plus touchés par cette baisse sont l'Amérique latine et l'Afrique. La plupart des immigrants marocains, par exemple, travaillent en France : 43% d'entre eux sont ouvriers et 26% sont employés (dont une majorité occupe des postes non qualifiés). Beaucoup d'entre eux ont été touchés par la vague de

chômage et n'ont pas pu envoyer à leur famille le même montant d'argent à la même fréquence au début de l'année 2009 qu'ils ne l'avaient fait en 2008. Durant les neuf premiers mois de l'année 2009, les flux financiers migratoires marocains ont ainsi baissé de 20%. Les familles dépendant de cet argent pour compléter leur revenu ont donc vu leur situation se détériorer. Or ces familles sont nombreuses, puisque les flux financiers des migrants représentent un cinquième du PIB marocain.

Aux Philippines, les flux envoyés par les migrants ont diminué de 8% en 2009, alors qu'ils constituent 10% du PIB. En Amérique latine et Caraïbes, cette baisse se chiffrerait à 6,9% et à 8,3% en Afrique. Ces baisses entraînent des effets directs sur le bien-être des familles concernées. Ces conséquences risquent d'être particulièrement importantes dans des régions d'émigration massive ou dans des pays dépendant de l'aide des migrants pour compléter un budget déficitaire et financer les services publics. C'est notamment le cas du Honduras, de Haïti ou encore du Lesotho, pour lesquels les flux financiers dus à l'émigration représentent respectivement 25%, 21,5% et 24% du PIB.

UN DÉCLIN DES REVENUS FAMILIAUX

Dans ce contexte, de nombreux migrants sont susceptibles d'être contraints de rentrer dans leur pays d'origine. A cause d'un déclin très fort dans les secteurs de la confection et de la construction, les pays d'accueil tels que la Malaisie, Taiwan ou les pays du Golfe expulsent déjà les immigrants venant d'Inde, du Pakistan ou des pays d'Asie du Sud-Est. Si la situation économique ne s'améliore pas en 2010, nombre de migrants d'Amérique latine travaillant aux Etats-Unis seront contraints au retour : 3,4 millions de personnes sont ainsi susceptibles de rentrer dans des pays souffrant déjà de pauvreté chronique, tels que le Honduras ou le Guatemala³⁵. Les Etats

TABLEAU 2. RÉPARTITION DES IMMIGRÉS ACTIFS EN FRANCE (EN %) AYANT UN EMPLOI SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE ET LE PAYS D'ORIGINE ³⁶

Catégorie socioprofessionnelle	Algérie	Maroc	Tunisie	Autres pays d'Afrique	Cambodge, Laos, Vietnam
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7	6	11	4	10
Cadres	9	10	12	10	14
Professions intermédiaires	15	15	14	16	18
Employés	32	26	24	39	26
Dont qualifiés	10	8	7	13	11
Dont non qualifiés	22	18	17	26	15
Ouvriers	37	43	39	31	32
Dont qualifiés	19	19	21	14	17
Dont non qualifiés	18	24	18	17	15

SOURCE : INSEE, ENQUÊTES ANNUELLES DE RECENSEMENT DE LA POPULATION DE 2004 À 2007. TABLEAU COMPLET: [HTTP://WWW.INSEE.FR/FR/THEMES/DOCUMENT.ASP?REF_ID=IP1212](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1212)

les plus financièrement démunis auront par ailleurs beaucoup de mal à absorber cet afflux de population. Dans des pays soutenant leur économie grâce aux migrations internationales, comme aux Philippines ou au Bangladesh, cette situation risque d'aggraver les problèmes nationaux de chômage et de baisse des salaires. Certains pays sont mieux préparés que d'autres. Le Mexique, malgré sa forte population d'émigrés, est plus à même de faire face à un retour massif de population à l'intérieur de ses frontières, grâce à un système de protection sociale avancé. Depuis le début de la crise, l'Etat mexicain reçoit d'ailleurs de plus en plus de demandes d'aide et doit par conséquent dégager plus de niches fiscales pour y répondre³⁷.

Cette diminution des transferts de fonds des migrants est particulièrement inquiétante. Ils représentent en effet une part importante des revenus des familles et une baisse de leur montant peut se traduire par des difficultés en termes d'accès à la nour-

³² Banque mondiale. *Migration and Remittance Trends 2009. Migration and Development Brief 11*. [en ligne]. Disponible sur : <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/MigrationAndDevelopmentBrief11.pdf> (Page consultée le 16/11/2009).

³³ CALI M., MASSA I. et TEVELDE D.W. *The Global Financial Crisis: financial flows to developing countries set to fall by one quarter*. Londres : Overseas Development Institute, 2008.

³⁴ *Migration and Remittance Trends 2009*, op. cit.

³⁵ *Including Children in Policy Responses to Economic Crises: Lessons from the Past and Policies for a Sustainable Future*, op. cit., p. 45.

³⁶ *Tableau complet cf.* http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1212 (Page consultée le 28/12/2009).

³⁷ CORTINA J. *Survival in Mexico: Remittances and Social Assistance among Children and Women Left-behind..Intervention pour la conférence. The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009, p. 22.

riture, aux soins et à l'éducation. Au Lesotho, au Kenya ou encore aux Philippines, les revenus migratoires s'avèrent cruciaux pour permettre aux familles de maintenir leurs dépenses liées à l'éducation. Aux Philippines par exemple, on constate que 95% des familles utilisent ces transferts d'argent pour financer l'achat de nourriture, et 70% d'entre elles s'en servent également pour financer les dépenses éducatives, deuxième investissement après la nourriture³⁸. Au Sri Lanka, les enfants de familles récipiendaires ont un taux de scolarisation plus élevé que la moyenne et leurs familles dépensent davantage pour payer les frais de scolarité, ce qui confirme le rôle de ces transferts de fonds migratoires en faveur de l'éducation³⁹.

Au Guatemala, plus de 1,5 million de familles reçoivent de l'argent en provenance de l'étranger⁴⁰, pour une moyenne de 272 dollars US mensuels. Le *Survey on Remittances 2009*⁴¹ confirme l'impact du ralentissement des transferts d'argent sur les enfants. Sur les 3 000 ménages interviewés dans ce pays, 8,7% des enfants entre 7 et 17 ans ne peuvent plus être scolarisés et 7,4% ont été obligés d'abandonner l'école pour trouver un travail et compléter le revenu familial. En République dominicaine, les transferts migratoires représentent 10% du PIB et on estime que leur baisse affectera environ 73 500 ménages, notamment les ménages tenus par des femmes seules. Elida Jiménez, 55 ans, interrogée par IPS News, déclarait ainsi en mai 2009 : « *Chaque mois, ma fille m'envoie 150 dollars. Je les utilise pour payer l'école à mes quatre autres enfants, pour acheter de la nourriture et réparer la maison.* »⁴²

Au Niger, pays dans lequel Aide et Action a réalisé de larges enquêtes sur les conséquences de la crise économique, Malam Arzika, habitant de Zinder, a un fils qui a perdu son emploi aux Etats-Unis suite à la crise du bâtiment. Il déclarait en janvier 2010 :

« *Il y a maintenant plus de dix mois que mon fils ne m'envoie rien. Par contre, il m'a demandé de vendre deux maisons qu'il a construites ici afin de lui envoyer de l'argent car il ne travaille plus.* » Par le passé, son fils lui envoyait en moyenne 200 000 francs CFA chaque mois (environ 300 euros) pour satisfaire aux besoins vitaux de la famille, à savoir la nourriture, l'éducation des enfants, et les soins de santé. Depuis que son fils a perdu son emploi, Malam Arzika assure difficilement le quotidien de sa famille.

Alors que les revenus migratoires permettent traditionnellement d'atténuer les crises économiques internes et d'ajuster le niveau de revenu en cas de hausse subite des prix, on remarque que, la crise touchant désormais les deux versants de l'économie mondiale, les revenus migratoires ne peuvent plus assurer leur rôle d'ajustement économique pour les familles. Au sein des foyers où les transferts de fonds des migrants servaient principalement à financer les services de base (éducation et santé) et la nourriture, une détérioration rapide des conditions de vie est donc à craindre. Ces difficultés sont aggravées par le retour au pays de nombreux migrants : non seulement les ménages sont confrontés à une diminution de leurs revenus, mais en plus, ils doivent faire face à un afflux de personnes supplémentaires dans un contexte de hausse du chômage et des prix de l'alimentation.

UNE TRANSMISSION DE LA CRISE MULTISECTORIELLE

LA CRISE ÉCONOMIQUE SE MANIFESTE par une baisse de l'aide et des transferts de fonds, mais aussi par le ralentissement des autres flux financiers. Les pays développés produisent et échangent moins et les pays en développement sont eux aussi en perte de vi-

tesse : leurs croissances ont diminué en 2009 et leurs taux de chômage augmentent. La crise se transmet par différents canaux qui touchent l'ensemble des secteurs de production : industrie, agriculture, secteur bancaire et financier, etc. Cette transmission a deux impacts majeurs pour les populations : la hausse des taux de chômage et celle des prix de l'alimentation.

UNE HAUSSE MASSIVE DU CHÔMAGE

Selon les estimations de la Banque mondiale, le commerce mondial (la richesse produite par les échanges économiques) a diminué de 9 à 10% en 2009. Dans les pays développés, la consommation de produits importés baisse et s'oriente sur des produits domestiques. Lorsque les échanges commerciaux diminuent, les pays dépendant des exportations rencontrent des difficultés pour écouler leurs marchandises. Ils peinent à se maintenir sur le marché et à préserver leurs industries. C'est le cas du Brésil, de la Chine ou de l'Inde, qui ont souffert de la baisse de leurs exportations en 2009.

Ces baisses sont à l'origine de nombreuses pertes d'emploi. Le Bureau international du travail (BIT) indique que près de 30 millions de personnes pourraient avoir perdu leur emploi en 2009. Ce chiffre recouvre des réalités différentes. Les pays exportateurs de produits de haute technologie ont par exemple beaucoup souffert de la baisse de la demande. En Asie, les secteurs d'exportation expérimentent un ralentissement sévère de leur activité. Au Pakistan, l'industrie textile, qui représente 50% des revenus d'exportation du pays, a beaucoup souffert en 2009 : 400 entreprises ont fermé et environ 200 000 personnes ont perdu leur emploi. Au Cambodge, où cette industrie est particulièrement dépendante du marché américain, 17% des ouvriers du secteur ont perdu leur emploi.

- ³⁸ *ISONGCO M.R. International Labour Migrations and Remittances in the Philippines. Intervention pour la conférence. The Impact of the Global Impact Economic Slowdown on Poverty and Sustainable Development in Asia and the Pacific, Hanoi, Vietnam, 28-30 septembre 2009, p. 8.*
- ³⁹ *SHARMA K. The Impact of Remittances on Economic Insecurity. DESA Working Paper n°78, New York : Nations Unies, 2009, .p. 10.*
- ⁴⁰ *97% des migrants mexicains sont aux USA.*
- ⁴¹ *IOM-Guatemala (en collaboration avec l'UNICEF). Survey on Remittances 2009. Childhood and Adolescence. Guatemala : IOM, 2009.*
- ⁴² *<http://ipsnews.net/news.asp?idnews=47032> (Page consultée le 07/09/2009).*

« Le Bureau international du travail indique que 30 millions de personnes pourraient avoir perdu leur emploi en 2009. »

Cet ajustement sur l'emploi n'est pas nouveau. En Indonésie après la crise financière de 1997, le chômage avait augmenté de 1,5% en 1996 puis de 5,6% en 1998. Suite à la crise en Argentine en 2000, la hausse du chômage avait atteint 12,5%⁴³. Ces augmentations touchent plus particulièrement les femmes - qui occupent des emplois plus précaires et moins qualifiés - et favorisent le gonflement du secteur informel, qui pénalise les travailleurs en leur offrant un travail peu payé, peu sûr sur le long terme et sans protection sociale. Ce gonflement est dû au passage des employés licenciés du secteur formel dans le secteur informel, mais également à la nouvelle nécessité pour les ménages de dégager des revenus supplémentaires soit en cumulant plusieurs emplois, soit en faisant travailler un ou plusieurs enfants de la famille.

Les interdépendances sont également très fortes entre les pays en développement. Au niveau des industries, l'ensemble des chaînes productives est touché. Le déclin de l'industrie manufacturière dans certains pays asiatiques risque de provoquer des pertes d'emploi en amont de la filière dans des pays tels que le Bénin, où le coton est l'une des seules matières premières d'exportation et représente une source conséquente de revenus pour le pays. Les pays les moins avancés sont donc eux aussi touchés par la baisse des échanges, après que les pays exportateurs et à revenus intermédiaires aient essuyé une première vague de décroissance.

Pour de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, les matières premières constituent plus de 80% du secteur d'exportation. A cela s'ajoute une grande dépendance à l'exportation des richesses naturelles telles que le pétrole, le gaz et les minerais. De nombreux pays dépendent de l'exportation d'une seule denrée rare. En Guinée la part de la bauxite dans les revenus d'exportations du pays atteint 37%. Au

Niger, cette part atteignait jusqu'à 51% pour l'uranium⁴⁴. Or la crise a vu le prix des richesses naturelles s'effondrer : le PIB total des pays exportateurs de pétrole a subi une contraction de 5% en 2004 à 1,5% en 2009. En 2009, ces pays ont subi un manque à gagner de 250 milliards de dollars US⁴⁵.

En Afrique australe, le secteur minier a été fortement touché. La Zambie a par exemple été très affectée en juin 2009 par la baisse de 40% du prix du cuivre⁴⁶. De nombreux mineurs de la «Copperbelt»⁴⁷ ont vu leur revenu diminuer et 23 000 personnes ont perdu leur emploi. Début 2009, la compagnie minière exploitante de diamant principale du Botswana a annoncé la fermeture de deux mines et le licenciement de presque 600 personnes, alors que la production de diamants représente pour le pays 50% de ses recettes publiques et 30% du PIB. A la même période, la société exploitante du phosphate au Togo a également licencié 600 employés sur un total de 2 000 personnes, en raison de la chute des cours mondiaux.

Les pays vivant de l'agriculture voient également les inégalités se renforcer. La crise financière a accéléré les effets de la crise alimentaire, qui a particulièrement touché les petits exploitants. En effet, alors que les prix de l'alimentation ont augmenté depuis 2008, bon nombre de ces agriculteurs ont été touchés par la hausse des prix de production, c'est-à-dire les prix de la terre, du travail, des engrais ou des transports. Les petits producteurs, notamment les femmes, n'ont souvent accès ni au crédit ni aux aides nécessaires, et ne peuvent se permettre de produire à perte. Le marché se resserre donc autour des plus privilégiés et provoque une perte de revenus et/ou d'emploi pour les plus faibles.

LA HAUSSE DES PRIX DE L'ALIMENTATION

La crise financière a également aggravé les conséquences de la crise alimentaire sur les ménages, déjà très importantes dans certains pays. Selon Philippe Le Houérou, vice-Président pour l'Europe et l'Asie centrale à la Banque mondiale, « [...] *Ce qui a débuté comme une crise financière est devenue une crise humaine et sociale. La crise mondiale talonne les crises alimentaire et pétrolière qui avaient déjà affaibli les habitants de la région en réduisant leur pouvoir d'achat.* »⁴⁸

La hausse des prix de l'alimentation en 2008 a touché plus particulièrement les pays à faibles revenus, tels que la plupart des pays d'Afrique et certains pays d'Asie comme le Laos et le Cambodge. L'inflation des prix alimentaires a atteint jusqu'à 26% au Vietnam et 16% au Chili. De manière générale, bien que les prix de l'alimentation soient redescendus en 2009, ceux-ci demeurent bien supérieurs à leur niveau de 2007. Dans un rapport sur les conséquences des crises alimentaire et pétrolière publié en octobre 2008, la Banque mondiale prévoyait déjà que 44 millions de personnes supplémentaires se trouveraient en situation de malnutrition dans le monde en 2009⁴⁹.

Selon leur type d'économie, les différents pays sont plus ou moins touchés par chacune de ces crises. Les pays développés et les pays d'exportation, tels que le Pakistan ou la Thaïlande, sont très touchés par la crise économique apparue en 2008 et par la hausse des taux de chômage. Les pays à faibles revenus possèdent quant à eux une population beaucoup plus vulnérable à la hausse des prix alimentaires.

Les crises alimentaire et pétrolière ont partout contribué à l'appauvrissement et à la vulnérabilité des familles, qui ont diminué leurs dépenses en termes de quantité et de qualité de nourriture, de

⁴³ *Including Children in Policy Responses to Economic Crises: Lessons from the Past and Policies for a Sustainable Future*, op. cit., p. 14.

⁴⁴ *Les chiffres de la dette*, 2009, op. cit., p.13.

⁴⁵ *Ibid*

⁴⁶ *Including Children in Policy Responses to Economic Crises: Lessons from the Past and Policies for a Sustainable Future*, op. cit., p. 44.

⁴⁷ La traduction littérale signifie « Ceinture du cuivre » : région où se trouvent toutes les mines de cuivre.

⁴⁸ <http://web.worldbank.org/>, *Global crisis hits home in Emerging Europe and central Asia*. (Page consultée le 05/10/2009).

⁴⁹ Au total, la Banque mondiale prévoyait que 967 millions de personnes vivaient en situation de malnutrition dans le monde en 2008, soit près d'une personne sur 7.



soins et d'éducation⁵⁰. Les familles les plus pauvres dépendent en effet entre 60% et 70% de leur revenu pour la nourriture. En Indonésie, lors de la crise de 1997, la part des ménages dépensant plus de 65% de leur revenu pour la nourriture a doublé en l'espace de deux ans, passant de 18% à 39% en zone urbaine et de 92% à 96% en zone rurale. En Thaïlande, les ménages les plus pauvres ont subi une augmentation similaire de la part de la nourriture dans leurs dépenses, jusqu'à 55,4%⁵¹.

Les enquêtes menées par Aide et Action au Bénin ont montré que depuis août 2009, les situations de pauvreté se dégradent. Après avoir subi un pic d'augmentation en 2008, les prix des denrées alimentaires augmentent de nouveau depuis début 2010, tant sur le marché de Cotonou que sur les autres marchés nationaux à Porto-Novo, Ouidah, Glazoué et Parakou. Les ressources ne parviennent plus à couvrir les besoins de consommation alimentaire. A Cotonou, le prix du kilo de maïs est passé de 150 à 250 francs CFA, le kilo de riz de 300 à 400 francs CFA, et le litre d'huile de palme qui se vendait 500 francs CFA est passé à 900 francs CFA. En cas de coup dur, les Béninois ont l'habitude d'acheter du maïs, qui reste la denrée la moins chère. Mais depuis 2007, son prix est devenu très élevé, d'où les difficultés des familles. Tandis que le repas consistant de la famille a lieu le soir, le petit déjeuner se réduit à une bouillie simple et sans sucre. Au Sénégal, les parents interrogés remarquent que le coût de la vie a augmenté brutalement ces deux dernières années et nombreuses sont les familles à supprimer le petit-déjeuner pour diminuer les dépenses. A Madagascar, l'ensemble des familles interrogées signalent une augmentation du coût de la vie et la moitié d'entre elles estiment que cette augmentation s'est produite de manière brutale cette année, alors que 77% d'entre elles consacrent déjà plus de la moitié de leurs revenus à la nourriture.

En cas de crise, ce sont les ménages les plus pauvres qui souffrent le plus de la hausse des prix de l'alimentation. Leur pouvoir d'achat diminue et le revenu familial devient parfois presque entièrement consacré à la survie. Une étude réalisée par le Programme alimentaire mondial (PAM) montre l'impact sur les ménages d'une hausse de 10% du prix de la céréale de base au Malawi et au Bangladesh (cf. tableau 3). Dans les deux pays, on constate que c'est le cinquième le plus pauvre de la population qui perd le plus de son pouvoir d'achat. Au Bangladesh, les ménages ruraux sont les plus exposés car les pertes de revenus sont grandes pour les petits producteurs et les employés agricoles, qui doivent le plus souvent acheter leur nourriture. Au Malawi, au contraire, ce sont les ménages urbains qui sont les plus vulnérables à la hausse des prix puisque les agriculteurs parviennent encore à vivre de leur production⁵².

On constate donc que la crise économique diminue encore le pouvoir d'achat des familles les plus vulnérables et accroît la dégradation de leurs conditions de vie. Les prochaines années doivent faire l'objet d'une attention accrue. Les prix alimentaires, notamment ceux des céréales de base comme le riz, le blé ou le maïs, demeurent plus volatiles que jamais⁵³ et les conditions semblent réunies pour que surgissent de nouveau des « émeutes de la faim » similaires à celles de 2008.

CONCLUSION

La chute des places boursières n'a donc pas seulement provoqué une décroissance dans les pays dits développés. Cette crise est née de dysfonctionnements financiers spécifiques mais a eu des conséquences sur l'économie réelle : elle a provoqué un ralentissement global des échanges et des flux financiers de pays à pays. Or les économies des pays à faibles revenus dépendent pour la plupart de recettes

TABEAU 3. BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT CONSÉQUENTE À UNE AUGMENTATION DE 10% DU PRIX DE LA CÉRÉALE DE BASE (EN %) AU MALAWI ET AU BANGLADESH

Pays		Classement de la population par quintiles ⁵⁴ selon le niveau de vie (1 = les plus pauvres)					Total
		1	2	3	4	5	
Bangladesh	Zone rurale	-3,2	-2,6	-1,9	-1,6	-1,1	-1,8
	Zone urbaine	-2,4	-1,9	-1,5	-1,1	-0,7	-1,3
	Total	-3,0	-2,3	-1,8	-1,4	-0,9	-1,6
Malawi	Zone rurale	-1,2	-0,6	-0,2	-0,0	0,5	-0,2
	Zone urbaine	-2,6	-2,0	-1,4	-1,2	-0,2	-1,1
	Total	-1,3	-0,6	-0,4	-0,2	-0,1	-0,4

SOURCE : FAO, 2008 IN UNDERSTANDING THE IMPACT OF FOOD PRICES ON CHILDREN, OP. CIT. ⁵⁵

extérieures, qu'elles soient liées aux exportations, aux transferts de fonds ou à l'aide publique au développement.

Ces trois sources principales se sont taries et ont provoqué une baisse des revenus nationaux. Les pays les plus pauvres, qui ont aussi une économie plus fragile et plus vulnérable aux chocs économiques, sont les plus touchés par la crise : leurs populations souffrent particulièrement du chômage et de la diminution de leur pouvoir d'achat. Cette situation aggrave les conséquences des crises alimentaire et pétrolière, apparues un an plus tôt. Dans ce contexte, le financement des services de base devient problématique pour de nombreux pays tandis que de plus en plus de familles rencontrent des difficultés pour assurer les frais liés à l'éducation. ■

⁵⁰ *Banque mondiale. Rising Food and Fuel Crisis: Addressing the Risk to Future Generations.* Washington, DC : World Bank, 2008. [Human Development Network (HDN) et Poverty Reduction and Economic Management Network (PREM)].

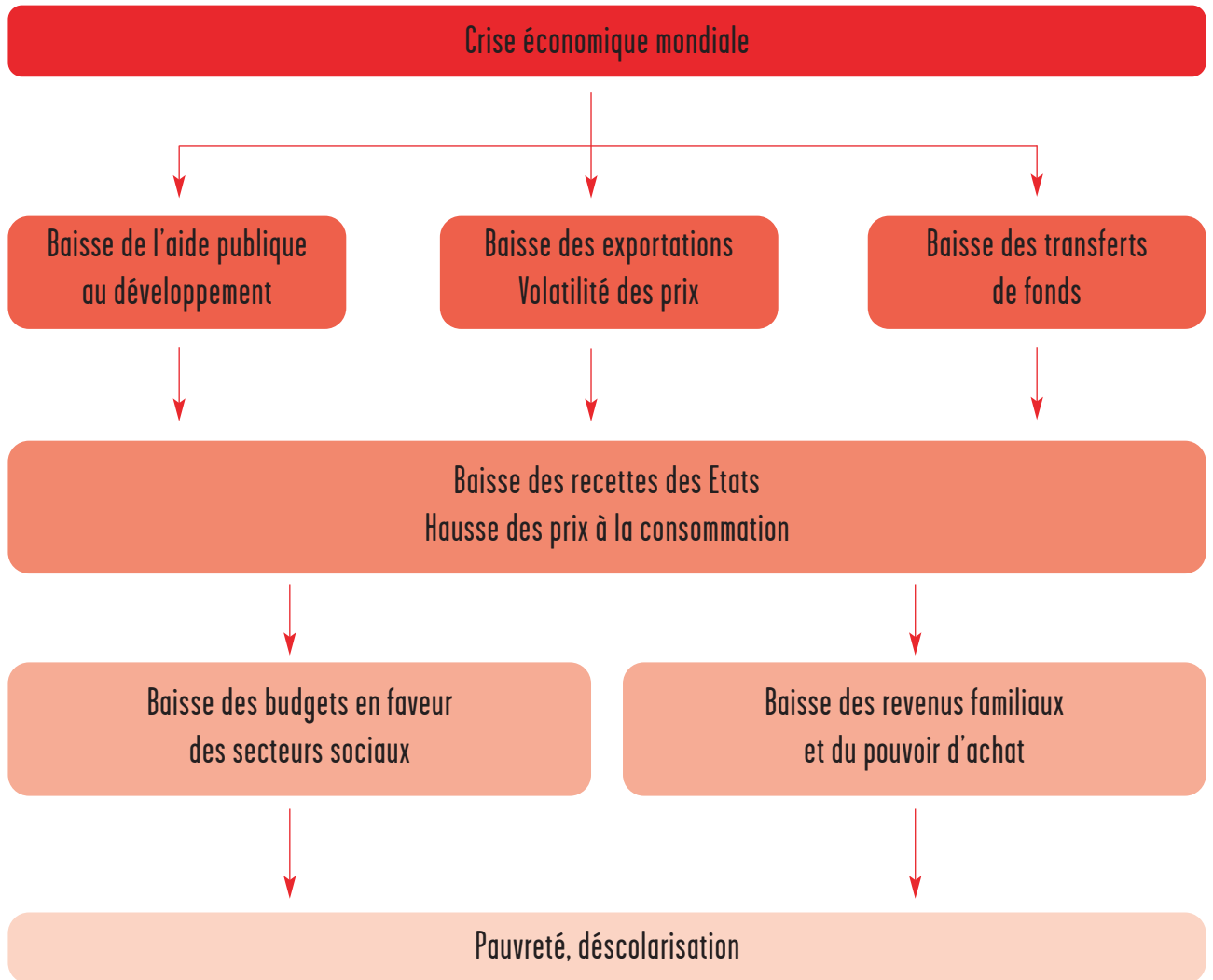
⁵¹ *Including Children in Policy Responses to Economic Crises: Lessons from the Past and Policies for a Sustainable Future*, op. cit., p. 22.

⁵² *PLAN UK. Understanding the impact of Food Prices on Children.* Londres : Overseas Development Institute./Plan UK Ed., 2008, p. 8-9.

⁵³ *Perspectives de l'économie mondiale. Soutenir la reprise*, op. cit., p. 66: la volatilité des prix s'élève de 23% à 26% pour le soja, le blé et le maïs.

⁵⁴ *Quintile : portion de la population contenant un cinquième de la population. Les quintiles sont ici distribués en fonction du revenu. 1=les 1 cinquièmes les plus pauvres, 5=les 1 cinquièmes les plus riches.*

⁵⁵ *Understanding the Impact of Food Prices on Children*, op. cit, p. 9.





II. L'éducation en sursis...

« L'éducation ne devrait jamais être déterminée par les circonstances. »

Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies, janvier 2010.

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES D'ÉDUCATION

Succédant aux crises alimentaire et énergétique, la crise économique mondiale a considérablement affaibli la capacité des pays en développement à assurer des recettes publiques suffisantes pour financer les secteurs sociaux, et notamment l'éducation. Les Etats disposent de moyens amoindris pour garantir l'accès et améliorer la qualité de l'éducation. D'autre part, les ménages font face à des difficultés économiques qui diminuent leur demande en termes d'éducation.

L'ÉDUCATION D'ABORD ?

LA CRISE AURA ET A DÉJÀ DES IMPACTS sur les objectifs de l'Éducation pour tous à atteindre d'ici 2015 (cf. encadré 3). Les pays en développement doivent faire face à une situation inédite et sont sommés de maintenir l'équilibre financier et de maîtriser l'inflation, provoquant une diminution significative des dépenses publiques et des coupes budgétaires dans les services de base. Les budgets alloués à l'éducation ne sont pas épargnés dans de nombreux pays, affectant l'offre éducative.

L'ÉDUCATION : UN ENJEU INCONTOURNABLE

Le secteur éducatif est-il un secteur prioritaire en temps de crise? Au regard des plans de relance des pays européens, on pourrait penser que non. En effet, peu d'entre eux ont inclus l'éducation dans leurs plans de relance économique. La France et l'Allemagne ont concentré leur soutien sur l'investissement et la production pour lutter contre le chômage. La part des dépenses éducatives dans leurs budgets de relance est largement insuffisante : si la France concentre surtout ses efforts sur la recherche, l'Allemagne se prépare selon GEW⁵⁶, le principal syndicat allemand dans le domaine de l'éducation, à des coupes budgétaires qui affecteront très certainement le niveau de salaire des enseignants et accéléreront la privatisation du système éducatif⁵⁷.

En Italie, en Irlande, ou encore en Espagne, les dépenses éducatives en 2009 ont baissé à tous les niveaux (primaire, secondaire, supérieur). L'Italie prévoit, sous couvert d'une réforme éducative, une réduction du budget de l'éducation de 8 milliards d'euros et la suppression de plus de 100 000 postes dans ce secteur⁵⁸. En Hongrie, le gouvernement a réduit son budget éducatif de 15% en 2009 et prévoit une réduction supplémentaire de 20% en 2010, avec pour conséquence immédiate une importante

baisse des salaires des enseignants. En Norvège et en Finlande, la diminution des budgets a été annoncée au niveau des municipalités et des écoles, en raison de la baisse des revenus fiscaux⁵⁹. Certaines autorités locales finlandaises ont ainsi décidé du licenciement temporaire de 6 000 enseignants⁶⁰.

Dans les pays en développement, ces conséquences devraient être encore plus importantes. En effet, un tiers de la population de ces pays a moins de 15 ans. En 2050, neuf jeunes sur dix vivront dans les pays en développement⁶¹. Dans les prochaines années, un nombre croissant de jeunes entre 15 et 24 ans devra donc s'insérer dans un marché du travail marqué par le faible taux de création d'emploi. Pour réussir cette insertion et contribuer au développement de leur pays, il est nécessaire qu'ils aient accès dès maintenant à une éducation de qualité et une formation professionnelle leur permettant d'avoir un revenu décent et un accès aux services de base.

Actuellement, les jeunes forment un quart de la population active mais représentent la moitié des chômeurs. La pression sur l'emploi est donc forte et dans de nombreux pays fragiles, elle constitue un facteur potentiel de déstabilisation politique. En

⁵⁶ *Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft : Syndicat de l'Education et des Sciences*

⁵⁷ *Internationale de l'éducation* http://www.ei-ie.org/handsup/fr/map_europe.php (Page consultée le 26/08/2009).

⁵⁸ http://etuce.homestead.com/CSEE_fr.html (Page consultée le 26/08/2009).

⁵⁹ http://www.ei-ie.org/handsup/fr/map_europe.php

⁶⁰ http://etuce.homestead.com/CSEE_fr.html (Page consultée le 26/08/2009).

⁶¹ *Répartition géographique de la population âgée de 15 à 24 ans en 2050 (1,2 milliards) : 134 millions dans les pays industrialisés (11%) ; 348 millions en Afrique (29%) ; 87 millions en Amérique latine/Caraïbes (7%) ; 639 millions en Asie/Pacifique (53%). Données: Population Reference Bureau, Fiche de données sur la population mondiale 2009, http://www.prb.org/pdf09/09wpds_fr.pdf. (Page consultée le 08/01/2010).*

3 LES OBJECTIFS DE L'ÉDUCATION POUR TOUS

Objectif 1 : développer la protection et l'éducation de la petite enfance

Objectif 2 : offrir à tous les enfants un enseignement primaire gratuit et universel de qualité

Objectif 3 : répondre aux besoins d'apprentissage tout au long de la vie des jeunes et des adultes et leur donner les compétences nécessaires à la vie courante

Objectif 4 : accroître de 50% le niveau d'alphabétisation des adultes, notamment des femmes et permettre un accès équitable à une éducation de base pour tous les adultes

Objectif 5 : réaliser la parité entre les sexes en 2005 et l'égalité entre les sexes en 2015

Objectif 6 : améliorer la qualité de l'éducation

« La richesse des pays en voie de développement repose sur leur capital humain. »

Sierra Leone par exemple, la masse des jeunes inactifs en zone rurale dans l'incapacité de trouver un travail, d'acheter une terre ou d'obtenir une représentation politique locale, a constitué une recrue privilégiée pour les rebelles au début des années 1990⁶². Actuellement, 60% des jeunes de Sierra Leone sont au chômage ; cette situation est alarmante pour qui considère le passé de ce pays.

Paru en décembre 2008, le rapport de la Banque mondiale *Youth and Unemployment in Africa: The Potential, The Problem, The Promise* recommande notamment la mise en place de politiques gouvernementales qui mettent l'accent sur l'accès des jeunes à un emploi stable, condition préalable à la paix et à l'éradication de la pauvreté. Dans les pays qui émergent de conflits, cet accès à l'emploi des jeunes est un élément *sine qua non* du processus de construction de la paix. Ainsi, le rapport inclut des recommandations sur l'expansion des alternatives d'emploi et d'éducation dans ces pays d'une part, et sur l'accès et l'amélioration des formations dans le domaine de l'agriculture d'autre part⁶³. L'éducation à la paix constitue également un facteur majeur de stabilité et de développement, permettant notamment d'informer sur les risques de conflits générés par la rareté des ressources, et de désamorcer les tensions entre les peuples, mais aussi entre les hommes et les femmes.

L'éducation est donc un enjeu incontournable qu'il faut plus particulièrement protéger en temps de crise. La richesse des pays en voie de développement repose sur leur capital humain⁶⁴ : ils souffrent moins de pénuries de compétences lorsque le taux de scolarisation post-primaire est plus élevé. L'éducation demeure un levier essentiel du développement et de la stabilité sociale.

Jusqu'en 2008, les pays en développement ont effectué des progrès considérables concernant l'accès et la qualité de l'éducation primaire. Ces progrès ont été particulièrement importants en Afrique et en Asie où, entre 1991 et 2006, les taux de scolarisation dans le primaire sont passés respectivement de 54% à 70% et de 70% à 86%. En majorité, les budgets alloués à l'éducation ont été en nette progression depuis le sommet de Dakar en 2000 et la définition des objectifs de l'EPT (cf. encadré 3), soutenus par l'aide publique au développement⁶⁵.

Malgré ces progrès, il est vrai que la situation de l'éducation reste préoccupante dans de nombreux pays. En 2009, on estimait ainsi que 72 millions d'enfants n'avaient toujours pas accès à l'éducation. 54% d'entre eux sont des filles et la moitié d'entre eux vivent en Afrique subsaharienne. Les projections de l'UNESCO, effectuées *avant la crise*, indiquaient que, dans une situation économique normale (de progression de l'aide publique au développement et de croissance soutenue), environ 29 millions d'enfants devraient demeurer exclus des objectifs de l'EPT en 2015⁶⁶. Le rapport 2010 tenant compte des premiers impacts de la crise revoit ces chiffres à la hausse : en 2015 ce ne sont plus 29 millions mais 56 millions d'enfants en âge d'accéder au primaire qui ne seraient pas scolarisés.

Le tableau 4 nous indique les pays dans lesquels la situation sera encore très critique en 2015. Le Nigeria, l'Inde et le Pakistan sont par exemple les trois pays qui totalisent le plus d'enfants à scolariser.

Le Nigeria par exemple a réussi à alphabétiser 71% de sa population mais malgré ces progrès, le pays compte de plus en plus d'enfants à scolariser et accuse un déficit de 459 000 enseignants, soit plus de la moitié des besoins de l'Afrique de l'Ouest. Si l'on ne tient pas compte des impacts de la crise, le pays

TABLEAU 4. ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENFANTS NON SCOLARISÉS PAR PAYS ENTRE 2006 ET 2015 (EN MILLIONS) PRÉVISIONS RÉALISÉES AVANT LA CRISE SUR 134 PAYS

Pays	Nombre d'enfants non scolarisés	
	2006 (75 millions d'enfants non scolarisés au total)	2015 (sur 29 millions d'enfants non scolarisés au total)
Nigeria	8,1	7,6
Inde	7,2	0,6
Pakistan	6,8	3,7
Ethiopie	3,7	1,1
Bengladesh	1,4	0,3
Kenya	1,4	0,9
Niger	1,2	0,9
Burkina Faso	1,2	1,1
Ghana	1,0	0,7
Mozambique	1,0	0,3
Philippines	1,0	0,9
Yémen	0,9	0,3
Mali	0,8	0,6
Turquie	0,7	0,7
Brésil	0,6	0,2
Sénégal	0,5	0,2
Irak	0,5	0,2

SOURCE : BURNETT N. INVESTING OUT OF THE CRISIS: THE EDUCATION DYNAMIC. INTERVENTION POUR LE FUTURES FORUM, 2 MARS 2009, PARIS. [EN LIGNE] DISPONIBLE SUR :

[HTTP://WWW.UNESCO.ORG/EDUCATION/BURNETT_FUTURE_FORUM.PDF](http://www.unesco.org/education/burnett_future_forum.pdf)

réussira dans le meilleur des cas à scolariser d'ici 2015 seulement un demi-million d'enfants supplémentaires.

On constate également qu'environ la moitié des pays de ce classement sont des PMA. Or, alors que ces pays ont un taux de scolarisation moyen plus faible que les autres, leurs économies sont aussi moins promptes à réagir en temps de crise. Les pays à revenus intermédiaires, et parmi eux les puissances économiques régionales largement tournées vers l'extérieur, ressentent plus subitement les effets négatifs de la crise sur leur économie réelle, mais possèdent davantage de moyens pour y faire face. Les PMA, au contraire, subissent des effets moins soudains mais souvent à plus long terme.

⁶² RICHARDS P. *Fighting for the Rain Forest. War, Youth and Resources in Sierra Leone*. Oxford, UK.: James Currey, 1996.

⁶³ *Domaines possibles : irrigation, gestion des ressources en eau, utilisation des semences et des engrais, développement de meilleures pratiques agricoles, etc.*

⁶⁴ *Le capital humain est l'ensemble des connaissances, compétences, aptitudes et expériences acquises par un individu et qui le rendent économiquement productif (éducation, santé, formation et qualifications).*

⁶⁵ EFA Global Monitoring Report 2010., op. cit.

⁶⁶ UNESCO. EFA. *Global Monitoring Report 2009. Overcoming inequality: why governance matters*. Paris : UNESCO Ed., 2009.

Ainsi, les impacts de la crise économique se feront sentir sur plusieurs années et c'est l'éducation de toute une génération d'enfants qui pourrait être sacrifiée et conduire à de graves crises endogènes dans les pays en développement.

ANALYSE DES BUDGETS DE L'ÉDUCATION DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Dans les pays à revenus intermédiaires comme dans les PMA, les crises ont eu dans le passé des effets dévastateurs sur les budgets éducatifs, et ceci pour deux raisons : la baisse générale des revenus étatiques d'une part, les plans de stabilisation et d'ajustement prescrits par les institutions internationales d'autre part. Le FMI et la Banque mondiale requièrent en effet des pays en difficulté économique une stabilisation de leur équilibre financier, et pour ce faire, la maîtrise de leur inflation. Ceci provoque une diminution des dépenses publiques et les expériences des crises passées nous montrent que cette baisse des dépenses publiques se traduit généralement par des coupes dans les services de base. En Thaïlande par exemple, une année après la crise financière, les budgets de santé et d'éducation avaient baissé respectivement de 11% et 3,7%.

Le financement de l'éducation, déjà déficitaire par rapport aux objectifs de l'EPT, devrait donc être plus difficile dans les pays en développement. Les recettes des Etats ont en effet diminué en 2009 et augmenteront à un rythme plus lent en 2010. Ainsi, en admettant que l'éducation ne subisse pas de coupes dans les pays d'Afrique subsaharienne, le rapport 2010 de l'UNESCO montre que si les dépenses éducatives en proportion du PIB se maintiennent à leur niveau actuel, la baisse de la croissance provoquera une perte annuelle de 4,6 milliards de dollars US d'investissements à partir de 2009, une perte cumulative d'environ 30 milliards de dollars US d'ici 2013, et au final en 2010, une perte de 13 dollars US

par élève inscrit dans le primaire, c'est-à-dire environ 10% des dépenses actuelles par élève⁶⁷.

En Inde, les dépenses éducatives ne cessent de diminuer en proportion du PIB depuis 1999. De 4,5% du PIB en 2000, les dépenses d'éducation atteignent désormais 3,37% du PIB. Le budget de l'éducation indien continue toutefois d'augmenter avec le PIB, mais de plus en plus lentement : il est passé de 6,25 milliards de dollars US en 2008 à 7,4 milliards de dollars US en 2009, enregistrant une hausse de 21%⁶⁸. Cela représente significativement moins que l'augmentation de 35% constatée entre 2007 et 2008. En ayant un impact négatif sur le PIB, la crise a donc également diminué le montant des ressources disponibles pour l'éducation.

L'Inde a par ailleurs décidé de geler pour l'année 2009-2010 certaines de ses dépenses éducatives et de reconsidérer ses priorités. Ainsi, le budget national favorise l'amélioration de l'enseignement universitaire, grâce aux projets d'éducation par les nouvelles technologies (193 millions de dollars US) et l'ouverture d'une université centrale dans chacun des Etats qui en sont encore dépourvus (177 millions de dollars US), mais aux dépens de financements dédiés à l'éducation primaire.

On constate ainsi sur le tableau 5 que les principales dépenses concernant l'éducation primaire demeurent au même niveau entre les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010. Mais comparativement, les dépenses liées à l'éducation supérieure enregistrent une hausse significative. En pâtit notamment le programme *Sarva Shiksha Abhiyan*⁶⁹, visant à atteindre d'ici 2010 une éducation de qualité gratuite pour tous les enfants entre 6 et 14 ans. Or si le taux de scolarisation de l'Inde est désormais de 90%, les objectifs de qualité, d'inclusion sociale et de parité sont cependant difficilement atteints⁷⁰. De même, le programme *Mid-day Meals*, permettant à chaque

TABEAU 5. ÉVOLUTION DES DÉPENSES ÉDUCATIVES DE L'INDE SUR CERTAINS PROJETS ÉDUCATIFS MAJEURS SUR LES ANNÉES 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 (EN MILLIONS DE DOLLARS US)

	Dépenses en faveur de l'éducation primaire		Dépenses en faveur de l'éducation supérieure		
	Projet Sarva Shiksha Abhiyan	Programme national Mid day Meals	Commission des prêts universitaires	Education technique (IITs, NITs) ⁷²	Mission nationale en faveur de l'éducation par les TIC
2007-2008	2 290	1 576.7	456	643.8	96.8
2008-2009	2 811.2 (+22,8%)	1 716.7 (+8,9%)	738.2 (+61,9%)	687.8 (+6,8%)	107.7 (+11,2%)
2009-2010	2 811.2 (+0%)	1 716.7 (+0%)	938.8 (+27,2%)	837.3 (+21,7%)	193.1 (+79,3%)

[HTTP://WWW.INFODRIVEINDIA.COM/BUDGETMAIN.ASPX](http://www.infodriveindia.com/BUDGETMAIN.ASPX) - COMPARAISON DES DONNÉES BRUTES SUR LES TROIS ANNÉES

élève de bénéficier d'un repas à l'école, n'a pas enregistré d'augmentation de budget. Ce programme avait pourtant permis une distribution centralisée de nourriture vers les écoles primaires et l'amélioration du statut nutritionnel de nombreux enfants. Même si la mise en place de ce programme sur l'ensemble du territoire doit encore être améliorée, ainsi que la qualité des aliments qui varie beaucoup d'une région à l'autre⁷¹, ce type d'action se révèle particulièrement utile en cas de crise, notamment de crise économique, et de diminution des revenus des familles.

Si l'on compare les deux derniers plans quinquennaux de l'Inde en matière d'éducation, on constate que dans le 10^e plan quinquennal (2002-2007), le gouvernement central avait alloué 65,6% de ses dépenses éducatives à l'éducation primaire et 9,5% à l'éducation supérieure. Le 11^e plan quinquennal marque une hausse des dépenses de 900% pour l'éducation supérieure par rapport à son précédent niveau. Pour la seule année 2009-2010, l'éducation supérieure bénéficie ainsi d'un budget de 3,33 milliards de dollars US, c'est-à-dire plus de 40% du budget total du secteur.

⁶⁷ EFA Global Monitoring Report 2010, .op. cit, Chapitre 1, p. 23-24.

⁶⁸ Valeurs converties à partir de la roupie indienne : augmentation de 286,74 milliards INR à 344 milliards INR.

⁶⁹ En hindi : Education pour Tous.

⁷⁰ De nombreuses inégalités en fonction de la caste, de la situation géographique et du genre persistent. Concernant la qualité de l'éducation, le système éducatif souffre d'un ratio très élevé d'élèves par enseignant, d'un manque criant d'infrastructures et d'un niveau insuffisant de formation des enseignants.

⁷¹ EFA Global Monitoring Report 2010, .op. cit, Chapitre 3, p. 209.

⁷² IIT : Indian Institutes of Technology ; NIT : National Institutes of Technology.

« L'aide en faveur de l'éducation primaire n'est pas une priorité pour la plupart des pays donateurs. »

En Haïti, le budget de l'éducation a représenté entre 2002 et 2007 de très faibles pourcentages du budget du pays (cf. tableau 6). En 2009, malgré la baisse du budget national, l'Etat a dû porter le budget de l'éducation à 43,8% de l'enveloppe budgétaire totale. Les grèves des enseignants dans différentes régions du pays, afin d'obtenir des arriérés de salaire de trois à quatre années de travail, expliquent l'origine de cette hausse. Si cela représente une avancée pour les enseignants, cette augmentation du budget de l'éducation ne devrait pas bénéficier *a priori* aux enfants des familles les plus vulnérables en termes d'accès à l'éducation.

Dans ce contexte difficile, l'aide publique au développement est un apport nécessaire pour de nombreux pays. Or, l'aide en faveur de l'éducation stagne à environ 12% de l'aide totale depuis 1999... Le niveau de l'aide totale augmentant régulièrement, les fonds réels pour l'éducation progressent néanmoins, tout en restant bien au-dessous des objectifs de l'Education pour tous.

Cette augmentation⁷³ s'est pourtant faite au détriment de l'éducation primaire, qui représentait 38% des aides totales pour l'éducation en 2007, contre 41% en 2002⁷⁴. L'éducation primaire a même enregistré en 2007 un déclin des engagements des principaux donateurs, notamment le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la France et l'Allemagne. Ces quatre pays représentent pourtant à eux seuls 59% de l'ensemble de l'aide en faveur de l'éducation primaire. Or, des fluctuations même minimales de l'aide de ces pays sont susceptibles d'avoir un très grand impact sur le financement de l'éducation dans les pays receveurs.

En raison de la crise, des fluctuations de l'aide sont à craindre pour 2010. En France par exemple, l'Agence française de développement (AFD) a subi des coupes sévères dans son budget en 2009. Dès

octobre 2008, l'ONG Oxfam dénonçait l'arrêt potentiel par le gouvernement français de 55 projets de coopération. Le quart de l'aide française étant dédié à l'éducation, plusieurs programmes touchant ce secteur sont menacés de suppression, notamment sur le continent africain. Parmi eux, un programme multi-pays de renforcement des capacités dans le domaine de l'éducation, créé en partenariat avec le Pôle de Dakar et la CONFEMEN⁷⁵. Ceci laisse planer le doute quant aux engagements des Etats pour l'initiative Fast Track (IFT), dont ce projet fait partie. Le budget octroyé à ce fonds par la France a en effet baissé entre 2008 et 2009, passant de 14,6 millions de dollars US à 8,7 millions de dollars US⁷⁶.

Par ailleurs, force est de constater que l'aide en faveur de l'éducation primaire n'est pas une priorité pour la plupart des pays donateurs. Trois des six grands donateurs - la France, l'Allemagne et le Japon - consacrent ainsi plus de 55% de leur aide à l'éducation pour le développement du post-primaire. Ces dernières années, l'aide à l'éducation s'est essentiellement concentrée sur l'enseignement supérieur, et dans une moindre mesure, sur le secondaire⁷⁷. L'IFT rencontre également de nombreux problèmes, dont la difficulté de prévoir les fonds garantis d'une année sur l'autre et donc l'incapacité pour les pays récipiendaires de planifier l'éducation sur le long terme, avec l'augmentation progressive du coût des infrastructures, des salaires des nouveaux enseignants, etc.

Or l'IFT a déjà mis en place des plans pour l'EPT dans 36 pays, dont la Guinée et le Niger depuis 2002, Madagascar depuis 2005, le Mali et le Cambodge depuis 2006, le Bénin depuis 2007 et Haïti depuis 2008. Vingt-trois pays supplémentaires pourraient s'ajouter à cette liste entre 2009 et 2011. Le fonds augmente légèrement en termes absolus : de 1,018 milliard de dollars US en 2008, il est passé

TABEAU 6. BUDGET DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE HAÏTI POUR LES PÉRIODES 2002-2005, 2006-2007 ET 2008-2009, EN MILLIONS DE DOLLARS US

Période	Budget du MENFP	Budget national	Budget du MENFP en % du budget national
2002-2003	43 234 725	380 976 242	11,34
2003-2004	49 087 795	413 312 261	11,87
2004-2005	75 477 084	534 028 868	14,13
2006-2007	50 455 355	509 977 050	9,89
2008-2009	184 211 475	424 634 030	43,38
Total	402 466 435	2 262 928 452	17,78

SOURCE : «LE MONITEUR»

à 1,317 milliard de dollars en 2009. En octobre 2009, le montant des décaissements pour l'année s'élevait à environ 324 millions de dollars US et il reste 700 millions de dollars dans le fonds catalytique de l'IFT pour couvrir les frais sur les programmes existants en 2010, mais pas pour en ouvrir de nouveaux⁷⁸. Le fonds catalytique manque par ailleurs de visibilité et de certitude quant aux promesses des donateurs, le montant de leur contribution n'étant pas assuré d'une année sur l'autre. Ainsi, le fonds de l'IFT prévoit des déficits de 574 millions de dollars US au printemps 2010 et de 1,2 milliard d'ici fin 2010⁷⁹.

LA PRÉCARISATION DE L'ÉDUCATION

L'accès et la qualité de l'éducation pâtissent beaucoup du manque de moyens financiers. Les gouvernements rencontrent des difficultés sur plusieurs plans : mener à bien des réformes importantes, payer les enseignants, engager des recrutements supplémentaires, ou encore entretenir les infrastructures et acheter du matériel scolaire. Ceci a des implications concernant les objectifs de l'EPT en termes de qualité et d'accès à l'éducation, et la crise économique a renforcé ces difficultés.

⁷³ Les aides totales à l'éducation primaire sont passées de 2,1 milliards de dollars US en 2002 à 4,1 milliards de dollars US en 2007.

⁷⁴ EFA Global Monitoring Report 2010, .op. cit, Chapitre 4, p. 227.

⁷⁵ Le Pôle de Dakar, né en 2001 sous l'impulsion de l'UNESCO et de la France, a vocation à intervenir sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, à développer une analyse sectorielle de l'éducation et à aider les pays partenaires aux stades d'élaboration et de mise en œuvre des politiques éducatives. La CONFEMEN désigne la Conférence des Ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage.

⁷⁶ Rapport Annuel 2009. (IFT), .op. cit, p. 7.

⁷⁷ EFA Global Monitoring Report 2010, .op. cit, Chapitre 4, p. 229.

⁷⁸ Rapport Annuel 2009. (IFT), .op.cit., p. 2.

⁷⁹ Rapport Annuel 2009. (IFT), .op.cit., p. 6.

Au Swaziland par exemple, alors que le gouvernement prévoyait d'instaurer la gratuité de l'éducation primaire en 2009, la réforme a été annulée pour cause de difficultés économiques, privant de nombreuses familles pauvres de la possibilité de scolariser leurs enfants⁸⁰. Le Kenya a subi un revers similaire, en annonçant en septembre 2009 l'ajournement d'une réforme visant à financer l'accès à l'éducation de 8,3 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire et de 1,4 million d'enfants du secondaire. Le gouvernement, plaidant la nécessité de réorienter les fonds éducatifs vers des programmes alimentaires d'urgence, a également demandé aux directeurs d'écoles de restaurer provisoirement les frais de scolarité⁸¹.

En Afrique de l'Ouest, les enquêtes menées par Aide et Action montrent que les budgets tendent à diminuer, alors que plusieurs pays ont instauré la gratuité de l'école, comme au Bénin à la rentrée 2006 et au Togo à la rentrée 2008. Ainsi, les enseignants font face à un afflux massif de nouveaux élèves. Au Togo, 75% des élèves interrogés ont constaté une recrudescence des effectifs dans les classes, qui accusent désormais un manque d'instituteurs et de matériel scolaire. Alors que ce pays dépensait 4% de son PIB pour l'éducation en 2008, le ministre de l'Economie et des Finances, M. Ayassor Adj Ottèh, a annoncé une baisse de la part du PIB consacrée à l'éducation à 3,8% pour 2009. Au Bénin, le gouvernement continue de dépenser une large part de son budget (environ 20% pour le plan éducatif 2006-2015) pour l'éducation, sur une base de 3 000 francs CFA par élève et par an. Mais alors que le budget avait augmenté de 27% entre 2007 et 2008, il n'a augmenté que de 4,3% en 2009. En Guinée, la combinaison des crises politique et économique a provoqué un afflux dans les écoles publiques d'élèves venant des écoles privées, devenues trop chères par rapport aux revenus des familles. Or l'Etat a perdu

tout moyen de prendre en charge ces nouveaux élèves. Les budgets des écoles sont bien inférieurs aux moyens nécessaires et de plus en plus insuffisants face aux besoins. A Madagascar, sous les effets combinés de la crise politique interne et de la crise économique, le gouvernement est revenu sur la réforme prévoyant un allongement de la durée de scolarisation obligatoire.

Le Sénégal, quant à lui, a toujours consacré une part importante de son PIB à l'éducation. Le projet de budget 2010 du ministère de l'Enseignement préscolaire, de l'élémentaire, du moyen secondaire et des Langues nationales enregistre une hausse de 26% par rapport à 2009, due au rattachement des secteurs du secondaire et de l'alphabétisation⁸². Le pays a annoncé que les dépenses importantes, dont l'éducation, seraient protégées grâce au prêt alloué en décembre 2008 par le FMI pour lutter contre les effets des crises pétrolière et alimentaire. Mais lorsque l'on analyse de plus près le budget consacré à l'éducation, on constate que dans le même temps le Sénégal diminue depuis plusieurs années les effectifs d'instituteurs formés et compétents dans ses écoles : 60% de l'ensemble des enseignants sont des contractuels, vacataires ou volontaires, et 53% des instituteurs du primaire sont des volontaires⁸³. Ces volontaires sont payés moitié moins que les enseignants qualifiés et suivent une formation de seulement 6 mois dans les Ecoles de formation des instituteurs, contre 4 ans pour un instituteur titulaire. Le recrutement d'enseignements contractuels, vacataires ou volontaires bénéficiant d'une formation raccourcie, devient ainsi une variable d'ajustement des budgets nationaux de l'éducation, avec un impact majeur et durable sur la qualité de l'éducation.

La situation est d'autant plus précaire que de nombreux pays ont été le théâtre de grèves des enseignants, notamment à la rentrée 2009. Le gouver-

nement du Burkina Faso a ainsi pris des dispositions pour financer une avance sur salaire de 120 000 francs CFA (soit environ 150 dollars US) aux nouveaux instituteurs afin de les motiver⁸⁴. Le financement de cette mesure est toutefois difficile puisque le pays a accusé une diminution de l'aide extérieure de 2,9% en 2008 à 2,8% en 2009⁸⁵.

En Haïti, malgré l'augmentation conséquente du budget 2008-2009 du ministère de l'Éducation nationale pour payer les arriérés de salaire, les enseignants ont continué de manifester à la rentrée 2009.

La faible rémunération des enseignants et la détérioration de leurs conditions de vie conduisent de nombreux instituteurs des pays en développement à chercher un travail additionnel. Au Cambodge, une étude menée en 2009 auprès de 460 enseignants par l'Association indépendante des enseignants du Cambodge révèle ainsi que 53,9% des enseignants du primaire et du secondaire annulent régulièrement leurs cours pour exercer une autre activité, en raison de leur faible rémunération⁸⁶. En effet, un instituteur gagne en moyenne entre 25 et 31 euros par mois, alors que le minimum vital mensuel pour une famille moyenne est de 100 euros...

Au Niger, les enquêtes menées par Aide et Action en décembre 2009 et janvier 2010 indiquent que le salaire des enseignants contractuels n'a pas évolué depuis plusieurs années : il demeure autour de 50 000 francs CFA (environ 76 euros). Il s'agit d'un montant dérisoire par rapport au prix des produits de première nécessité qui ont largement augmenté depuis la crise alimentaire de 2008 et la mauvaise pluviométrie en 2009. Les deux denrées de base coûtent cher : un sac de riz coûte en moyenne 25 000 francs CFA et un sac de mil environ 23 000 francs CFA. Dans la région de Zinder, les enquêtes montrent une absence régulière des enseignants dans

⁸⁰ http://www.ei-ie.org/handsup/fr/map_africa.php

⁸¹ EFA Global Monitoring Report 2010., *op. cit.*, Chapitre 1, p. 24-25.

⁸² Grâce à cette fusion, le budget total est passé de 212,5 à 267,9 milliards de francs CFA.

⁸³ Campagne Mondiale pour l'Éducation. *Education on the brink*. P. 20 In : Global Campaign for Education. [en ligne]. Disponible sur :

<http://www.campaignforeducation.org/docs/reports/EDUCATION%20ON%20THE%20BRINK%20-%20final%5B1%5D.pdf>. (Page consultée le 06/10/2009).

⁸⁴ Le salaire des enseignants est par ailleurs gelé depuis 2005.

⁸⁵ *Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne*, *op. cit.*

⁸⁶ « Les enseignants cambodgiens sèchent », *Courrier international*, 27 mars 2009.



« Le faible niveau de vie des enseignants conduit à la déformation de certaines activités pratiques et pédagogiques initiées dans des écoles de la région pour procurer de la nourriture à moindre coût aux élèves. »

leurs classes, puisque ceux-ci mènent des travaux parallèles (agriculture, commerce, prestations dans le privé, autres travaux manuels, etc.). Par ailleurs, le faible niveau de vie des enseignants conduit à la déformation de certaines activités pratiques et pédagogiques initiées dans des écoles de la région pour procurer de la nourriture à moindre coût aux élèves, comme les jardins scolaires. Alors que les cultures devraient soit alimenter les cantines scolaires soit être revendues pour procurer un revenu additionnel aux écoles au profit des élèves, ces revenus sont récupérés par les enseignants pour compléter leurs salaires. Par ailleurs, alors que la culture des jardins scolaires devrait constituer une activité pédagogique ponctuelle, on note que beaucoup d'élèves travaillent toute la journée dans le jardin scolaire pour augmenter les quantités produites.

En Inde, les enquêtes menées par Aide et Action dans les Etats du Madhya Pradesh et du Tamil Nadu auprès de 65 enseignants montrent que 40% d'entre eux ont constaté une diminution des budgets régionaux (par Etat) de l'éducation sur l'année 2009 :

- 48% estiment que les salaires sont les dépenses les plus affectées par cette diminution ;
- 32% estiment que les infrastructures feront l'objet de coupes financières ;
- 31% s'inquiètent pour la qualité de l'éducation et l'état du matériel scolaire ;
- 29% craignent un gel des recrutements pour l'année en cours.

Par ailleurs, seulement 63% des instituteurs interrogés affirment être payés régulièrement, et la moitié envisage des baisses de salaires probables. De même, la moitié des enseignants pense être obligée à court terme de donner des cours payants, de vendre de la nourriture ou encore de faire travailler leurs élèves durant le temps scolaire pour compléter leur revenu.

Dans un contexte de pénurie des ressources, le recrutement d'enseignants supplémentaires paraît donc mal engagé. Pourtant, selon l'UNESCO, il manquera sur le seul continent africain 2,3 millions d'enseignants pour satisfaire les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015. Les besoins de l'Afrique de l'Ouest pour le primaire se chiffrent à 750 000 instituteurs, pour 14 millions d'enfants encore non scolarisés⁸⁷. A la rentrée 2009 au Togo, il manquait 6 000 enseignants, tandis que 9 000 des nouveaux recrutements, chiffre encore insuffisant, concernent des personnes non qualifiées, auxiliaires ou contractuelles⁸⁸. Dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, on a observé ces dernières années l'apparition d'écoles communautaires et d'enseignants recrutés directement par les parents pour pallier le manque de professeurs. A Madagascar, la moitié des enseignants sont ainsi recrutés par les communautés et payés par les parents d'élèves⁸⁹. Ces enseignants non-fonctionnaires subventionnés sont payés 80 000 Ariary par mois (28 euros) soit moins d'un euro par jour ... Dans ces conditions, la plupart d'entre eux partent lorsqu'ils trouvent un emploi mieux rémunéré, et ne sont souvent pas remplacés avant le début de l'année scolaire suivante.

Au Niger, la gestion locale de l'école devient de plus en plus difficile en raison du manque de moyens. L'ensemble des enquêtes menées par Aide et Action dans le pays souligne que les inspections de l'enseignement de base (IEB), malgré leurs besoins grandissants en infrastructures et en enseignants, disposent de moins en moins de ressources, les moyens nationaux alloués aux services déconcentrés de l'éducation étant gelés.

Au niveau local, les réhabilitations et constructions de classes sont financées par les partenaires techniques et/ou financiers, d'où une forte dépendance aux financements extérieurs : 90% des élus et fonc-

tionnaires interrogés dans les communes de Tessaoua et de Zinder⁹⁰ soulignent que le manque de moyens pour l'année 2009 est partiellement ou totalement dû à une baisse de l'aide publique au développement (aide au budget de l'État, présence des ONG, etc.). A Tessaoua, la commune finance moins de 2% des projets éducatifs.

Par ailleurs, 60% des réponses indiquent un gel des recrutements d'enseignants. Le manque d'effectifs s'est fait gravement sentir à la rentrée 2009. Les IEB n'ont pas reçu le nombre d'enseignants nécessaires pour prendre en charge tous les nouveaux inscrits : des cours multigrades ou des classes à doubles flux (certains élèves viennent en classe le matin, les autres l'après-midi) ont dû être mis en place pour accueillir l'ensemble des élèves.

Les budgets des écoles souffrent également. Au Niger, l'école de Farayé (IEB de Magaria, région de Zinder), en raison de l'augmentation des effectifs et du gel du budget, accuse un manque de moyens flagrant :

- L'école souffre d'une pénurie en matériel scolaire : alors que l'école disposait de trois cahiers et de deux stylos par élève en 2008, elle ne peut plus fournir qu'un cahier et qu'un stylo par élève en 2009. Elle comptait un manuel de lecture pour trois élèves en 2008, contre un pour quatre élèves à la rentrée 2009. Les classes contiennent une table banc pour sept enfants à la rentrée 2009, contre une pour quatre enfants l'année précédente. Les cours préparatoires ne disposent pas de bancs et les enfants suivent les cours sur des nattes.
- Un enseignant avait en charge en moyenne 38 enfants en 2008, contre 57 enfants en 2009.

⁸⁷ *Dépêche AFP du 21 avril 2009.*

⁸⁸ http://www.ei-ie.org/handsup/fr/map_africa.php

⁸⁹ *BERNARD J.M., En Afrique subsaharienne, il faudra 2,3 millions d'enseignants d'ici à 2015, Le Monde, 8 décembre 2009.*

⁹⁰ *Tessaoua se trouve dans la région de Maradi, et Zinder dans la région de Zinder.*

« Les expériences passées nous indiquent que les pays, même les pays à faibles revenus, sont en mesure de garantir des services sociaux de base et de protéger leurs populations. »

LA CRISE POUR LES ÉTATS :
MENACE OU OPPORTUNITÉ ?

DANS DE NOMBREUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT, on constate donc une diminution des ressources et de la part du PIB consacrées à l'éducation. Mais il ne s'agit pas d'une généralité. Certains pays développent des réponses différentes et originales face à la crise économique actuelle et font ainsi montre de leur volonté d'investissement durable dans les secteurs sociaux.

Les expériences passées nous indiquent que les pays, même les pays à faibles revenus, sont en mesure de garantir des services sociaux de base et de protéger leurs populations. Ainsi, lors des crises précédentes, les pays sud-américains et asiatiques ont essayé de dégager des ressources pour assurer une offre éducative adéquate, même – et surtout – en temps de crise. Ils ont engagé des programmes de redistribution encourageants, qui les rendent désormais plus solides face à la crise actuelle. Mais les PMA demeurent très fragiles et souvent incapables de mener de telles réformes sans le soutien des bailleurs de fonds. Les pays en développement disposent donc de niveaux de résistance hétérogènes à la crise actuelle, selon leurs expériences passées et leurs capacités à dégager des ressources.

DES CRISES ANNONCIATRICES DE CHANGEMENT

Les crises économiques peuvent constituer pour certains pays une opportunité de mettre en place des programmes de protection sociale innovants. Face aux chocs économiques précédents, les pays d'Asie et d'Amérique latine ont mis en place des plans fiscaux de court à moyen terme favorisant les secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation. Ces plans ont pour but de préserver la capacité financière des fa-

milles à envoyer leurs enfants à l'école et à accéder aux services de santé. Ils protègent ainsi la demande éducative et la demande de santé.

Ces programmes prévoient effectivement une aide financière directe aux familles en identifiant les populations les plus démunies et en ciblant leurs besoins spécifiques. En Amérique latine, des programmes de redistribution sont apparus dès les années 1990. En Asie du Sud-Est, la débâcle financière de 1997 a poussé les gouvernements à mettre en place ces transferts financiers dans le but d'atténuer l'impact de la crise sur les plus pauvres.

En anglais, les programmes de redistribution sont baptisés *Conditional Cash Transfers* (CCT)⁹¹, ce qui implique littéralement la nécessité de remplir certaines conditions pour avoir droit à des aides financières directes. La nature de ces programmes, ainsi que les conditions pour y accéder, sont différentes en fonction de la structure économique et sociale de chaque pays. Les programmes CCT se sont beaucoup développés ces dernières années, témoignant de leur succès. Seulement trois pays en bénéficiaient en 1997 : le Mexique, l'Argentine et le Bangladesh. Désormais, ils ont été mis en place dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie, ainsi que dans presque tous les pays d'Amérique latine (cf. carte 1).

Cette région a en effet connu de nombreuses difficultés économiques, dont la crise mexicaine en 1995 et la crise argentine entre 1998 et 2002. Désormais, certains outils mis en place par les gouvernements pour protéger leurs populations vulnérables sont devenus des programmes nationaux touchant des millions de ménages, comme au Mexique ou au Brésil.

Le Honduras a été l'un des premiers pays à mettre en place une solution innovante face à un taux de scolarisation très bas. Le programme PRAF II mis

CARTE 1. NOMBRE DE PAYS AYANT MIS EN PLACE UN PROGRAMME DE REDISTRIBUTION FINANCIÈRE ENTRE 1997 ET 2008.



SOURCE : FISZBEIN A. ET SCHADY N. CONDITIONAL CASH TRANSFERS. REDUCING PRESENT AND FUTURE POVERTY. WASHINGTON, DC : BANQUE MONDIALE, 2009, P. 4

en place en 1990 a permis aux familles les plus pauvres d'accéder aux aides sous deux conditions : la scolarisation effective des enfants (l'aide est retirée si un enfant manque l'école plus de sept jours non justifiés sur une période de trois mois) et l'utilisation régulière de l'assistance médicale offerte dans les centres hospitaliers.

91 Traduction : transferts financiers conditionnels, aidant les populations selon des critères d'éligibilité précis.

Au Mexique, le programme *Oportunidades* a inspiré de nombreux pays. Faisant suite à la crise de 1994-1995, ce programme a ciblé les populations en situation d'extrême pauvreté, afin de les aider sur les plans de l'éducation, de la santé, de la nutrition et des revenus. En effet, les familles pauvres mexicaines investissaient peu dans l'éducation de leurs enfants, soit qu'elles ne pouvaient pas payer l'école, soit qu'elles aient eu besoin d'un revenu supplémentaire, les enfants étant susceptibles d'être mis au travail très tôt. *Oportunidades* s'est donc engagé à fournir aux parents l'équivalent de ce que leur enfant

gagnerait en travaillant. Le programme a d'abord ciblé les zones rurales, puis s'est étendu aux zones urbaines. Les aides touchent désormais plus de 4 millions de foyers, dont 2,5 millions en zone rurale. Une famille touche pour chaque enfant une aide financière supérieure pour les filles à partir du secondaire : 66\$/mois contre 58\$/mois pour les garçons, et ceci en raison du taux de déscolarisation plus important des filles. Par ailleurs, les aides – en termes d'éducation, mais aussi de santé et de nutrition – sont allouées aux femmes chefs de famille, une meilleure utilisation des aides étant constatée lorsque celles-ci sont données aux femmes, qui les consacrent plus spontanément à l'éducation et à la santé de leurs enfants.

Au Brésil la *Bolsa Familia* et son volet éducatif la *Bolsa Escola*, permettent aux familles très pauvres de toucher une aide si leurs enfants sont scolarisés et bénéficient des campagnes de vaccination. Ces aides touchent déjà près de 11 millions de foyers, soit 46 millions de personnes. Appuyé par la Banque mondiale, le gouvernement brésilien veut élargir son programme en assurant à terme la couverture globale des populations vulnérables du pays et en renforçant le système d'identification des populations cibles.

L'ampleur des programmes peut toutefois être moindre. Certains pays mettent en place des projets pilotes ou ciblant une partie de la population. Le programme *Chile Solidario*, au Chili, cible les populations vivant dans l'extrême pauvreté et touche 215 000 familles, soit 5% de la population. Au Cambodge, les programmes d'aide financière touchent 1% de la population, contre 40% en Equateur et entre 20% et 25% au Brésil ou au Mexique⁹². Pourtant, ces premiers efforts ont donné le ton : même dans les pays dénués de programmes ciblés sur l'éducation, les dépenses dans

ce secteur continuent d'augmenter. En Amérique latine, 19 pays ont augmenté leurs dépenses dans ce domaine en pourcentage du PIB ces dernières années. Au Chili et en Bolivie, elles ont même augmenté de plus de 2%⁹³.

Plusieurs programmes ciblent uniquement l'éducation. Au Bangladesh, le *Female Secondary School Assistance (FSSA)*⁹⁴ veut réduire les inégalités liées au genre dans le milieu scolaire. Au Cambodge, deux programmes ont pour objectif l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation dans le secondaire. En Indonésie, un mécanisme similaire a été mis en place suite à la crise est-asiatique pour prévenir la déscolarisation dans le primaire et dans le secondaire.

De manière générale, les programmes de redistribution financière ont permis d'atteindre deux objectifs. Ils ont pu donner aux ménages les plus pauvres une base plancher leur permettant d'améliorer leur pouvoir d'achat et d'accéder aux services de base. Ils ont également des effets très nets sur la consommation et la réduction de la pauvreté, plus ou moins prononcés selon le niveau des transferts financiers. Dans le cas du Nicaragua, ces transferts représentent 30% du revenu des ménages, dans le cas du Cambodge seulement 2% du revenu familial⁹⁵. La consommation des familles augmente, surtout en termes de qualité de la nourriture puisqu'elles tendent à diversifier leur nourriture en achetant plus de protéines, de fruits ou de légumes⁹⁶, ces meilleurs apports nutritifs ayant des conséquences positives sur la santé des enfants.

Au-delà de l'objectif économique, les programmes CCT encouragent l'accumulation de capital humain, puisque les aides sont conditionnées par l'investissement des familles dans l'éducation et la santé de leurs enfants. Les ménages les plus pauvres pour

TABLEAU 7. IMPACTS DES PROGRAMMES DE REDISTRIBUTION SUR LA SCOLARISATION

Pays	Age	Taux de scolarisation avant le programme	Impact du programme	Niveau de transfert (en % du revenu des familles)
Chili	6-15	60,7%	+7,5%	3-7%
Equateur	6-17	75,2%	+10,3%	10%
Mexique	Classes:			
	0-5	94,0%	+1,9%	
	6	45,0%	+8,7%	
	7-9	42,5%	+0,6%	20%
Nicaragua	7-13	72,0%	+12,8%	30%
Cambodge	7-9	65,0%	+31,3%	2%
Pakistan	10-14	29,0%	+11,1%	3%

SOURCE: FISZBEIN A. ET SCHADY N. *CONDITIONAL CASH TRANSFERS. REDUCING PRESENT AND FUTURE POVERTY*. WASHINGTON, DC : BANQUE MONDIALE, 2009, P. 4

lesquels le coût de l'éducation était inabordable parviennent ainsi à scolariser leurs enfants, tandis que, dans les pays où l'éducation est une valeur fondamentale même en temps de crise économique, les familles ne sont plus contraintes de vendre leurs biens pour scolariser leurs enfants⁹⁷.

Grâce à ces programmes, les niveaux de scolarisation ont considérablement augmenté (cf. tableau 7). Au Mexique, les impacts d'*Oportunidades* sont très positifs en termes d'éducation, de santé et de nutrition des enfants. Concernant l'éducation, les enfants ayant bénéficié du programme pendant 5 ans et demi ou plus achèvent en moyenne une année supplémentaire dans le primaire. La probabilité d'intégrer le secondaire a augmenté de 33% pour les élèves suivant un cursus primaire régulier, et le taux de scolarisation du secondaire a augmenté de 20% pour les filles et de 10% pour les garçons⁹⁸.

Au Pakistan, le *Punjab Education RSP* a permis d'augmenter de 11% la scolarisation des filles âgées de 10 à 14 ans. Au Cambodge, ces programmes ont

⁹² FISZBEIN A. et SCHADY N.. *Conditional Cash Transfers.*

Reducing present and future poverty. present and future poverty, Washington, DC : Banque mondiale, 2009., p. 5-6.

⁹³ *Education and the economic crisis, op. cit., p. 9.*

⁹⁴ *Traduction: Programme d'assistance aux filles du secondaire.*

⁹⁵ *Conditional Cash Transfers. Reducing present and future poverty., op. cit., p. 106.*

⁹⁶ *Ibid, p. 113.*

⁹⁷ *Ibid. p. 123.*

⁹⁸ *Banque mondiale. Averting a Human Crisis during the Global Downturn. Washington, DC : World Bank, 2009, p. 13.*

« Investir dans l'éducation et la formation est un pan essentiel de la reconstruction économique. »

réduit la déscolarisation de 20% à 30% entre la première et la deuxième année du cycle secondaire⁹⁹.

En Afrique du Sud, le *Child's Support Grant* a permis depuis 1998 de favoriser l'accès à l'éducation de 6,7 millions d'enfants issus des familles les plus pauvres¹⁰⁰. Un enfant en ayant bénéficié en 2002 avait ainsi plus de chances d'être scolarisé les années suivantes, comparativement à un enfant du même âge. Le *Child's Support Grant* a permis d'augmenter la scolarisation de 8,1% pour les enfants âgés de 6 ans¹⁰¹, et au moment de la crise économique, ce programme a permis d'éviter les stratégies d'adaptation des familles et la déscolarisation.

Le succès de deux programmes CCT au Cambodge montre que les PMA peuvent également être capables de dégager des ressources en faveur de programmes de redistribution, avec le soutien des bailleurs de fonds. Alors que suite à la crise, la Banque mondiale et le FMI poussent les pays en difficulté à adopter des mesures pro-cycliques¹⁰², plusieurs études montrent les bénéfices de mesures contre-cycliques¹⁰³. La mise en place d'un programme de redistribution au Burkina Faso permettrait par exemple de contrer intégralement les effets de la crise sur la pauvreté infantile en hausse d'environ 4% entre 2009 et 2011 et de réduire de 0,5% le taux de déscolarisation dû à la crise¹⁰⁴.

Si les programmes CCT ont un impact important sur les taux de scolarisation, quelques problèmes demeurent. Tout d'abord, les programmes CCT n'ont pas amélioré l'acquisition des connaissances à la sortie de l'école : un travail complémentaire sur la qualité de l'éducation est nécessaire. D'autres actions complémentaires au niveau de l'offre scolaire doivent également être mises en place : améliorer la qualité de l'éducation et la couverture scolaire sur le territoire, offrir plus de bourses, réhabiliter les

écoles primaires, construire des écoles secondaires, améliorer la condition des enseignants, etc. De plus, il est nécessaire de stimuler les modifications des comportements des ménages, qui ne comprennent pas toujours l'intérêt de scolariser leurs enfants.

LA CRISE DE 2009 : VERS DES CHANGEMENTS STRUCTURELS

Les crises passées ont poussé de nombreux Etats à agir sur la demande éducative. Les programmes d'aide financière directe aux familles peuvent permettre aux populations de traverser la crise économique actuelle avec moins de heurts et de prévenir les stratégies alternatives des familles, comme la déscolarisation ou la réduction des dépenses de santé. Mais pour être réellement efficaces, ces mesures doivent s'accompagner d'une protection des budgets de l'éducation et d'une amélioration de l'offre éducative générale.

Investir dans l'éducation et la formation est en effet un pan essentiel de la reconstruction économique : aux Etats-Unis par exemple, le plan de relance inclut 100 milliards de dollars pour l'éducation, dont 54 milliards seront dédiés à la mise en place d'un fonds pour rénover les écoles existantes. 400 000 emplois liés au domaine de l'éducation ont été préservés grâce à ce plan. Le gouvernement Obama a voulu que les enseignants soient au cœur de la réforme, grâce à des réévaluations de salaire et à la modernisation générale de l'enseignement. Entre février et septembre 2009, plus de 67 milliards de dollars US ont déjà été alloués aux Etats fédérés, qui assurent en moyenne 90% du financement des secteurs primaire et secondaire et 40% de l'enseignement supérieur public.

Lors de la crise de 1998, le gouvernement argentin a pu préserver les taux de fréquentation de l'école primaire en augmentant de 50% le nombre de béné-

ficiaires de bourses d'Etat, en finançant la construction systématique de réfectoires, et en déclarant le budget éducatif « dépense protégée », c'est-à-dire avec interdiction totale de le diminuer. Le cas de l'Argentine prouve qu'il est possible, même en temps de crise, de dégager des ressources afin de protéger les services de base.

En Asie, malgré la crise de 1997, les programmes de redistribution sont rares. Seuls le Cambodge, l'Indonésie et les Philippines ont développé ce type d'actions. Mais d'autres pays de la sous-région, tirant les leçons des crises précédentes, s'avèrent aujourd'hui plus résistants et mieux armés pour faire face à la crise économique mondiale, et certains s'engagent même dans des réformes en profondeur. Le plan fiscal en deux temps de la Thaïlande montre par exemple que le pays s'oriente vers un changement structurel durable (cf .encadré 4).

LES DIFFICULTÉS À MAINTENIR L'OFFRE ÉDUCATIVE : EXEMPLES DE LA GUINÉE ET DE MADAGASCAR

Dans les PMA, l'éducation rencontre des problèmes particuliers en temps de crise globale de l'économie. Par ailleurs, certains de ces pays sont politiquement fragiles ou en situation de conflit ouvert et il est par conséquent difficile de faire la part des choses entre les conséquences de la pauvreté endémique, des crises internes, comme les crises politiques graves, et celles des chocs économiques externes. En revanche, il est certain que les chocs économiques ont des effets bien ciblés et qu'ils aggravent une situation déjà difficile pour des populations particulièrement vulnérables.

Les PMA se caractérisent par un niveau de revenu par habitant inférieur ou égal à 900 dollars US. Ce sont aussi des pays qui souffrent de la faiblesse de leur capital humain. Ces pays sont également plus vulnérables sur le plan économique : leurs économies

⁹⁹ *Entre les classes 6 et 7 : le cycle primaire dure 5 ans, puis le secondaire 3 ans.*

¹⁰⁰ WILLIAMS M.J. *The Social and Economic Impacts of South Africa's Child Support Grant. Arts with Honors in Economics.* Williamstown, Massachusetts : Williams College, 2007, 89p., p. 6-7.

¹⁰¹ CCASE A, HOSEGOOD V. et LUND F. *The reach and impact of Child Support Grants: evidence from KwaZulu-Natal.* *Development Southern Africa*, 2005, volume 22, p. 467-482, p. 469.

¹⁰² *Les mesures pro-cycliques vont dans le sens de la réduction des recettes : elles consistent entre autres en une baisse des dépenses, une stabilisation de la balance financière, une réduction des investissements.*

¹⁰³ *Les mesures contre-cycliques visent à investir plus pour contrer la réduction des recettes et relancer l'économie. Les gouvernements peuvent augmenter les dépenses dans les services publics, investir dans les infrastructures, mener une politique de création d'emplois et de soutien d'industries, ou alléger les taxes.*

¹⁰⁴ COCKBURN J., FOFANA I. et TIBERTI L. *Simulating the impact of economic crisis and policy responses on children in West and Central Africa. Document de travail du Forthcoming Innocenti, intervention pour la conférence. The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response, Londres 9-10 novembre 2009, p. 30-40.*



© MICHELLE LELAIZANT

sont peu diversifiées et souvent dépendantes des produits de base et des matières premières. Face à la crise de leurs exportations, causée par la détérioration des prix et la baisse de la demande, l'aide extérieure devient rapidement le seul moyen de faire face aux besoins des populations. Or, le niveau de l'aide baissera en 2010 et les conséquences de cette diminution sur l'éducation sont majeures.

En Guinée, les effets de la crise économique ont été accentués par la crise politique survenue en décembre 2008. Les aides vers la Guinée ont été partiellement suspendues du fait des sanctions imposées par la communauté internationale. L'Agence Française de Développement a suspendu une grande partie de ses financements, tandis que l'OCDE a limité sa coopération technique avec le pays. Dans un pays porté à bout de bras par les subventions, les aides bilatérales ou l'aide aux ONG, l'arrêt des financements externes compromet gravement le bien-être de la population.

Le secteur de l'éducation a été fortement touché : il devait bénéficier en décembre 2008 d'un don supplémentaire de 10 millions de dollars US de la Banque mondiale. Le pays avait alors décidé d'entamer une réforme en profondeur concernant l'amélioration de l'accès à l'éducation, la couverture scolaire, les conditions d'apprentissages et d'enseignement, ainsi que la gestion du système scolaire. Dans ces conditions, il est très peu probable que cette réforme soit mise en œuvre.

L'initiative Fast Track n'assurera qu'une partie des financements prévus : seuls 10 millions de dollars US seront décaissés la première année sur des activités estimées à fort impact, à moindre risque et bénéficiant directement aux communautés, au lieu des 50 millions initialement prévus¹⁰⁸.

De même, en février 2009, le FMI a suspendu l'examen du dossier de Madagascar, ajournant les aides budgétaires de l'Union européenne, de la Banque mondiale ou encore de l'Agence Française de Développement. Cette suspension est consécutive à une mauvaise gestion des fonds constatée par les bailleurs et à la crise politique que traverse le pays. Pour l'Union européenne, les conditions du déblocage des fonds¹⁰⁹ impliquent le suivi d'une feuille de route menant vers une transition politique stable. Début 2010, faute de parvenir à un accord en faveur d'une solution politique consensuelle, le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain délégué aux affaires africaines, M. Karl Wycoff, a évoqué de nouvelles sanctions à l'encontre de Madagascar, mentionnant que d'autres pays évaluent actuellement l'aide qu'ils lui accordent. Les Etats-Unis ont ainsi suspendu toutes les aides au pays à l'exception de quelques actions humanitaires.

Dans ce contexte, il est de moins en moins envisageable pour l'Etat de financer correctement le secteur public. En Guinée, les progrès du système éducatif ont considérablement régressé. Le budget de l'éducation a chuté de 16,2% en 2002 à 11,8% du PIB en 2007¹¹⁰, alors que la moyenne de la sous-région se situe entre 30% et 50%. En Guinée, 33% à 35% du budget éducatif est dédié à l'éducation primaire. Le plan 2008-2015 du ministère de l'Éducation nationale prévoyait d'augmenter cette proportion à 50%, mais dans les circonstances actuelles, ce chiffre ne semble guère réaliste.

Suite aux crises économique et politique en Guinée, le nombre d'enseignants a considérablement diminué et de nombreuses réformes de l'éducation ont été ajournées. La mise en place de cadres de concertation à l'échelon préfectoral, pour prévoir les réformes et les investissements sur une base triennale, est suspendue¹¹¹. Leur disparition ne per-

4 LE CAS DE LA THAÏLANDE

La Thaïlande a su tirer les leçons de la crise financière de 1997. Cette crise avait provoqué une diminution significative du revenu des ménages de 14% dans les zones urbaines et de 18% dans les zones rurales¹⁰⁵. Dans l'ensemble, ce choc n'a pas eu l'impact escompté : le taux de scolarisation a globalement augmenté de 74,8% à 75,5% entre les années scolaires 1997-1998 et 1998-1999. Cependant, les populations ont été différemment touchées. Les taux d'abandon ont été plus forts dans les zones rurales, et deux fois plus importants pour les enfants de familles pauvres. Le taux d'abandon entre le primaire et le secondaire a atteint 40% pour les plus pauvres, contre 27% chez les familles aisées¹⁰⁶. Les réponses du gouvernement thaïlandais ont été temporaires : les dépenses éducatives ont été maintenues sur 1997 et 1998, l'éducation a été rendue gratuite le temps de la crise, et une première tentative de couverture médicale universelle a été mise en place, sans contribution financière des plus pauvres.

Depuis le dernier trimestre 2008, la crise a des effets similaires et amplifiés. Sur 2009, elle a provoqué la première contraction durable de l'économie thaïlandaise depuis près de dix ans en termes de croissance du PIB. Deux des secteurs cruciaux du PIB de la Thaïlande sont touchés par la récession :
 -le tertiaire, qui représente 6% du PIB, a vu son chiffre d'affaires chuter de 35%.
 -le secteur automobile, qui représente 11% du PIB, a accusé une baisse de la production et des exportations d'environ 30% et 35% en 2009.
 Par ailleurs, les exportations de textiles, secteur employant 25% de la population thaïlandaise, ont diminué de 25% sur 2009.

Deux programmes de relance ont été mis en place pour faire face à ces difficultés. Le premier, entre mars et septembre 2009, a eu pour objectif de mettre en œuvre des mesures immédiates pour réduire le coût de la

vie des familles : en parallèle à un programme de redistribution financière pour les familles les plus pauvres, la population thaïlandaise peut désormais bénéficier de quinze années d'éducation gratuite, contre douze auparavant¹⁰⁷. D'autres mesures de court terme ont été mises en place, comme l'amélioration des capacités d'absorption des communautés, le développement de leur potentiel économique, ou encore la promotion du rôle des volontaires travaillant dans le secteur de la santé.

Ce premier programme a été suivi d'un plan de deux ans jusqu'en septembre 2011, ayant pour objectif de renforcer les capacités du pays sur le long terme. Les moyens financiers les plus conséquents concernent l'amélioration du système agricole et les infrastructures, dont la réhabilitation des établissements scolaires. Le volet éducation prévoit d'améliorer la qualité de l'enseignement et l'efficacité du système d'acquisition des connaissances, de renforcer les capacités d'apprentissage des communautés, de créer des centres éducatifs dans chaque région et sous-région, ou encore de travailler sur la formation des enseignants et la qualité des réformes éducatives. C'est donc l'amélioration de l'offre éducative générale qui est ici concernée.

En tout, 3 milliards de dollars US vont être investis dans l'éducation et la remise à niveau des écoles rurales. Le pays a également choisi d'agir sur le revenu des plus démunis, en offrant une aide aux personnes à faible revenu travaillant dans le secteur formel, à cause des pertes d'emplois, ainsi qu'une aide mensuelle aux personnes âgées. Enfin, le plan thaïlandais prévoit l'amélioration de la qualité des services de santé, de la sécurité alimentaire et énergétique et la création de 1,5 million d'emplois.

On voit donc que le plan de la Thaïlande va bien au-delà d'une réponse à la crise : il

s'agit d'un changement structurel de long terme. Les réformes de 2009 prolongent les mesures temporaires prises en 1997, par exemple la décision de rendre temporairement gratuite l'éducation. De crise en crise, le gouvernement thaïlandais a renforcé ses capacités fiscales internes, et donc sa capacité à répondre aux chocs externes : le plan de relance actuel fait majoritairement appel à des recettes et à des taxes internes, et non aux aides extérieures. Entre 1997 et 2008, les dépenses sociales ont par ailleurs augmenté de 20% jusqu'à hauteur de 35% du budget national.

¹⁰⁵ MOK K.H., LAWLER J. et BOND HINSZ S. *Economic Shocks in Education: Analysis of the 1997 Asian Financial Crisis and Lessons for Today*. *Global Social Policy*, n°9, 2009, p. 158.

¹⁰⁶ ABLETT J. et SLENGESOL I.A. *Education in Crisis: the Impacts and Lessons of the East Asian Financial Shock 1997-1999*. In : *Forum mondial sur l'éducation, Education pour tous, Bilan à l'an 2000 (synthèse globale)*. Paris : UNESCO, 2000, p. 18-19.

¹⁰⁷ *Le cursus thaïlandais se divise entre 6 années de primaire, 3 années de secondaire « junior » et 3 années de secondaire « senior ». Le cursus obligatoire est de 9 ans, et auparavant, le gouvernement thaïlandais finançait les 12 années de cursus. Désormais, trois années supplémentaires s'y ajoutent, qui peuvent être dédiées à 2 ou 3 années de pré- primaire, ou à des années de post-secondaire et/ou de formation professionnelle.*

« A Madagascar, les sanctions prises à l'encontre du pays et le gel temporaire des fonds de l'APD représentent une catastrophe humanitaire. »

54

met pas d'améliorer la participation des parents à la gestion du système éducatif. Par ailleurs, la décentralisation au niveau préfectoral connaît un coup d'arrêt. Au niveau des financements, les directions préfectorales chargées de l'éducation ne reçoivent plus de ressources depuis plus d'un an. Conséquences directes : l'animation communautaire et les cadres d'échange entre parents d'élèves et élus locaux ont été suspendus. La planification des ressources pour l'éducation est au point mort et le soutien pédagogique en direction des enseignants a dû être abandonné.

A Madagascar, les sanctions prises à l'encontre du pays et le gel temporaire des fonds de l'APD représentent une catastrophe humanitaire. Plusieurs projets ont ainsi été suspendus : le Projet de soutien au développement rural, le Fonds d'intervention pour le développement, le Millenium Challenge Account (entraînant une perte d'emploi pour les salariés et une suspension de l'appui pour les bénéficiaires locaux), le Pôle intégré de croissance (60% du personnel a été licencié), etc. Quant à l'APD, les fonds concernés représentent 75% des investissements du secteur public du gouvernement. Autant dire que sans ces aides, l'Etat se retrouve dans l'incapacité de supporter les services sociaux de base, alors que l'économie est au plus mal¹¹².

La récession était déjà perçue comme une menace pour la paix sociale, malgré une croissance positive, et la crise économique est venue freiner cette hausse de la croissance.¹¹³ Entre janvier et octobre 2009, le Groupement des entreprises de Madagascar, principal syndicat du pays, a enregistré de nombreuses annulations de commandes. Le nombre d'entreprises ayant eu recours au chômage technique a plus que doublé. De même, la demande interne est paralysée en raison de la diminution du pouvoir d'achat. La crise politique a aggravé ces problèmes,

en raison des violences et pillages. Sur l'année 2009, le pays enregistre une perte de 228 000 emplois qui pourrait aller jusqu'à 300 000 emplois avec la suspension de l'AGO¹¹⁴ : 78,5% sont des emplois du tertiaire, 21,1% du secondaire, tandis que l'agriculture est jusque là relativement épargnée. A cela s'ajoutent les nombreux autres troubles que connaît Madagascar depuis 2008 : cyclones, sécheresses, chômage... La loi de finances adoptée le 31 décembre 2009 annonce une politique d'austérité et de baisse significative des investissements publics.

Entre 2008 et 2009, les budgets de l'éducation et de la santé avaient déjà enregistré des diminutions respectives de 20% et 16%¹¹⁵. Depuis le début de l'année 2009, le budget de l'éducation a progressivement été diminué pour être ramené à 64% de l'enveloppe initialement fixée. Un financement prévu de 85,1 millions de dollars US en faveur de l'éducation (dans le cadre de l'IFT) a été suspendu par la communauté internationale. Par ailleurs, alors que depuis fin 2008 une initiative pilote était conduite dans 20 circonscriptions scolaires pour passer de cinq à sept années d'éducation primaire, le ministre de l'Education a décidé d'ajourner cette expérience et de ne pas y donner suite.

Plus globalement, les Nations unies prévoient que la grave détérioration des services publics qui a débuté fin 2009 se prolongera tout au long de l'année 2010¹¹⁶.

Des phénomènes de déscolarisation s'observent déjà. Selon les chiffres de l'UNICEF, la scolarité de 10 000 enfants a été interrompue par les deux cyclones successifs qui ont eu lieu au mois de janvier 2009. La crise politique a provoqué la déscolarisation de 116 000 enfants supplémentaires entre janvier et mars 2009, notamment dans les villes les plus affectées par la violence, comme la capitale : les écoles ont fermé temporairement, et même à leur

réouverture, l'absentéisme a atteint 60%. Un taux de 30% a été rapporté dans les zones les moins touchées. Les enquêtes menées par Aide et Action dans plusieurs régions du pays montrent qu'un tiers des familles interrogées ont déscolarisé un ou plusieurs enfants en 2009 suite à leur perte de pouvoir d'achat et à l'augmentation des coûts liés à l'éducation.

Par ailleurs, les écoles manquent cruellement de ressources, puisque les subventions du gouvernement sont allouées en fonction du nombre d'enfants par école. Alors que l'Etat subventionne habituellement les fournitures scolaires et les uniformes, depuis la rentrée 2009 les familles doivent s'acquitter de toutes ces charges. Il est probable qu'en raison de la crise et du gel des aides extérieures, le phénomène de déscolarisation s'aggrave. D'ailleurs, on constate déjà une recrudescence du travail des enfants, notamment dans les rues des grandes villes où les enfants sont de plus en plus nombreux à tenir les petits commerces de beignets ou d'arachide, et les gargotes.

Le ministère de l'Éducation avait annoncé, dans le cadre de l'IFT, l'extension du programme de repas à l'école. Ce décaissement aurait permis d'assurer le repas du midi pour 60 000 élèves supplémentaires, alors que le programme actuel en touche 90 000. L'annonce de l'austérité budgétaire du nouveau gouvernement fait craindre l'annulation de cette réforme. Si le gouvernement la supprime, 150 000 élèves perdront le bénéfice d'un repas gratuit par jour.

Alors qu'il est difficile dans ces contextes de maintenir une offre éducative de qualité en raison des difficultés financières des gouvernements, il est tout aussi compliqué de maintenir la demande éducative, puisque les familles ont un niveau de vie très faible. Dans les pays en proie à des crises internes graves ou face à des intempéries¹¹⁷, la crise

¹⁰⁸ *Rapport Annuel 2009. (IFT), op. cit., p. 9.*

¹⁰⁹ *Les fonds alloués au titre des 9e et 10e Fonds Européens de Développement (l'instrument principal de l'aide de l'Union européenne pour la coopération au développement) s'élèvent à 630 millions d'euros.*

¹¹⁰ *Données de la Campagne mondiale pour l'éducation 2000-2007: <http://www.campaignforeducation.org/fr/guinea> ; données UNICEF pour 1997-2006: http://www.unicef.org/french/infobycountry/guinea_statistics.html#56 (Page consultée le 15/12/2009).*

¹¹¹ *Ces comités préfectoraux de pilotage de l'éducation permettaient aux différents acteurs impliqués – parents d'élèves, ONG locales, fonctionnaires, enseignants – de se rencontrer et de prendre ces décisions ensemble.*

¹¹² *La Banque mondiale a annoncé que Madagascar était entrée en récession depuis le deuxième trimestre 2009 avec un effondrement de la croissance, une baisse des investissements et une réduction de 30% des investissements publics, et une chute des exportations.*

¹¹³ *Les estimations pour 2009 prévoyait une croissance à 7,5% mais les résultats escomptés ne sont pas au rendez-vous avec une croissance à seulement 0,6%.*

¹¹⁴ *AGOA : Africa Growth Opportunity Act. Voté en mai 2000 par le Congrès américain, l'AGOA vise à soutenir l'économie des pays africains en facilitant leur accès au marché américain, sous réserve de respecter certains critères d'éligibilité.*

¹¹⁵ *KLAUS D., ANDRIATSITOAINA A., ANDRIANJAKA N. H., van den BOOGARDE P. et al. Evaluation de la vulnérabilité à Madagascar, New York : Nations Unies [Groupe Inter-agence de suivi de la vulnérabilité], 2009, p. 7.*

¹¹⁶ *Ibid, p.38.*

¹¹⁷ *Les intempéries comme les sécheresses, les inondations, ou les nuisibles (ex : criquets en Afrique de l'Ouest) mettent à mal les récoltes des populations rurales.*



© ANNE-EMMANUELLE THION | WWW.IMAGINPLUS.COM

¹¹⁸ FERREIRA F. H. G. et SHADY N. *Agregate Economic Shocks , Child Schooling, and Child Health.* Washington, DC : Banque mondiale, 2008.

économique en a aggravé et renforcé les impacts socio-économiques. Prises dans le cercle de la pauvreté, les familles ne parviennent plus à faire face aux dépenses de base, tandis que les gouvernements ont peu de moyens de réagir et de protéger les populations les plus exposées. D'autre part, pour de nombreuses familles, l'éducation est difficilement identifiable à un projet porteur d'avenir face à une paupérisation massive et au manque de perspectives.

CONCLUSION

Les pays en développement ont des niveaux de résistance hétérogènes face à la crise actuelle, selon leurs expériences passées et leurs capacités à mettre en œuvre des solutions financières qui permettent de protéger à la fois l'offre et la demande d'éducation des familles. De nombreux pays à revenu intermédiaire ont réussi, tirant parti des crises précédentes, à mettre en place des programmes de redistribution encourageant l'éducation. Mais la situation des pays les plus pauvres est plus précaire : ceux-ci ne disposent ni de programmes préalables, ni des ressources financières nécessaires afin de mettre en place des mesures contre-cycliques.

Si tous les Etats souffrent de la crise économique en termes de ressources disponibles, ses effets sur l'éducation sont plus importants dans les PMA que dans les pays à revenu intermédiaire¹¹⁸, et particulièrement dans les Etats fragiles. Face à cette situation, non seulement l'atteinte des objectifs de l'EPT semble être un rêve inaccessible, mais de plus, il est à craindre qu'une grande partie des progrès réalisés jusqu'ici soit anéantie. Lorsque l'on sait que la plupart des enfants déscolarisés ont peu de chances

d'accéder de nouveau à l'éducation, c'est tout une génération d'enfants dont l'avenir pourrait être ainsi sacrifié. Car si de nombreux pays sont démunis pour protéger leur secteur éducatif, on constate dans le même temps que les familles, dont le niveau de vie baisse, ont perdu la possibilité - ou la nécessité - de scolariser leurs enfants. ■



III. Les familles face à la crise

« La crise est un problème très difficile à régler. Ici, il n'y a pas de travail et pas d'argent. Il y a des familles dans lesquelles ni le père ni la mère ne travaillent. Quand on va à l'hôpital, on voit des personnes qui sont malades mais qui n'ont pas l'argent pour se soigner. »

Sokhna Ndiaye, 9 ans, Sénégal.

« Chez nous il y a la crise, parce qu'il n'y a pas d'argent. La crise rend les gens pauvres. Dans notre famille il y a la crise parce que ma maman ne travaille plus. Moi je pense que la crise n'est pas bonne. »

Elisabeth Mendy, 8 ans, Sénégal.

« L'année passée, il y a eu beaucoup de grèves à l'école de Sindia. Les classes de l'école sont vieilles, nous n'avons pas de fournitures. L'école de Sindia est pauvre. Mais un élève de CM² ne peut pas faire grève. »

Ousseymou Faye, 12 ans, Sénégal.

UN AVENIR HYPOTHÉQUÉ...

Pour les familles les plus vulnérables dont les revenus baissent, il devient difficile de financer l'éducation des enfants. Les trois crises combinées, autrement appelées "la crise des trois F" : *fuel* (crise énergétique), *food* (crise alimentaire), *financial* (crise financière), ont eu des effets dévastateurs sur le niveau de vie des familles des pays à faible revenu, mais aussi des pays à revenu intermédiaire.

Entre décembre 2009 et janvier 2010, Aide et Action a mené de vastes enquêtes dans 8 pays¹¹⁹ auprès de 560 personnes afin de mieux comprendre et identifier les impacts de la combinaison des différentes crises sur l'éducation. Ces enquêtes ont permis d'identifier une diminution générale du niveau de vie des familles et de constater que la priorité était

donnée aux dépenses permettant d'assurer la survie des ménages. Ainsi, le financement de l'éducation apparaît de plus en plus difficile pour de nombreuses familles, d'autant que la qualité de l'offre éducative tend à se dégrader. Les enquêtes ont par ailleurs révélé que la crise économique représentait un coup fatal pour de nombreux ménages faisant déjà face aux conséquences des crises alimentaire et énergétique. Si la crise économique ne peut être rendue seule responsable des difficultés auxquelles font face les populations à l'heure actuelle, il apparaît néanmoins clairement qu'elle renforce l'exclusion durable de l'éducation pour des millions d'enfants et crée des conditions plus que précaires pour leur bien-être physique et émotionnel.

FAUT-IL DÉCIDER DE SCOLARISER SON ENFANT ?

EN TEMPS DE CRISE, les frais liés à l'éducation rivalisent avec les frais liés à la survie des familles. Il est difficile pour les ménages les plus pauvres de maintenir leur niveau de vie, et donc de dégager de l'argent pour d'autres frais que la nourriture. La crise actuelle, en raison de la hausse du chômage et des facteurs de vulnérabilité des ménages, menace l'éducation. Ainsi, l'expérience des crises passées montre que les taux de scolarisation ont tendance à baisser, soit que les familles n'aient plus assez d'argent pour payer les frais liés à l'éducation (droits de scolarité, frais de transport et de matériel scolaire, uniformes, etc.) soit qu'elles aient besoin de dégager un revenu supplémentaire en faisant appel au travail de leurs enfants.

DES DÉPENSES FAMILIALES ORIENTÉES VERS LA SURVIE

Selon les critères de la Banque mondiale, le monde a été en constante progression en matière de réduction de la pauvreté entre 1981 et 2005. Pour mesurer ces changements, la communauté internationale se base sur deux critères (imparfaits) : le seuil de pauvreté est fixé à 2 dollars par jour, tandis que le seuil de l'extrême pauvreté est fixé à 1,25 dollar par jour. En Asie du Sud-Est, le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a diminué de 380 millions, passant de 80% à 18% de la population totale entre 1981 et 2005. En Asie du Sud, ce chiffre est tombé de 60% à 40% sur la même période. Cependant, 600 millions de personnes demeurent en situation de pauvreté dans la région. En Afrique au contraire, le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour a quasiment doublé, passant de 200 millions à 380 millions¹²⁰.

¹¹⁹ Les pays dans lesquels les enquêtes ont été menées sont : l'Inde, Madagascar, le Togo, le Mali, le Sénégal, le Bénin, le Niger et le Burkina Faso. Les enquêtes ont été réalisées à l'aide de questionnaires précédés de focus groupes permettant de préciser le profil des personnes interrogées.

¹²⁰ Chiffres du site de la Banque mondiale : <http://www.banquemonde.org/themes/crise/financiere/> (Page consultée le 07/01/2010).

« Selon la Banque mondiale, la crise économique a poussé entre 50 et 90 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté pour la seule année 2009. »

Les crises successives depuis 2008 ont considérablement aggravé ces chiffres et remis en cause les progrès effectués sur certains continents en matière de lutte contre la pauvreté. Suite à la hausse des prix alimentaires en 2008, on estimait déjà que 100 millions de personnes supplémentaires avaient basculé dans la pauvreté. La crise économique a dégradé ces tendances déjà pessimistes. Selon la Banque mondiale, la crise économique a poussé entre 50 et 90 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté pour la seule année 2009. On constate ainsi dans de nombreux pays que les populations qui étaient parvenues à sortir du cercle de la pauvreté y sont retombées à cause de la crise, et que les personnes vivant auparavant avec moins de 2 dollars par jour ont désormais basculé dans l'extrême pauvreté. L'ensemble des progrès réalisés dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont ainsi remis en question¹²¹.

Certaines populations demeurent plus vulnérables que d'autres face aux chocs économiques. Les critères de vulnérabilité nous permettent d'identifier les ménages les plus touchés par la crise, et ceux dont les enfants sont susceptibles de ne plus avoir accès à l'éducation à cause de la crise. Parmi ces facteurs, le niveau de revenu des familles prédomine, mais leur localisation géographique et leur appartenance à une minorité, ont également une importance significative.

La crise a touché les nombreux pays en développement dont une part importante de la population vit en situation de pauvreté. Si les pays d'Asie du Sud-Est ont réussi à réduire le nombre de personnes vivant dans la pauvreté, les PMA de la région n'ont pas réussi à faire disparaître l'extrême pauvreté : 34% de la population du Cambodge et 26% de celle du Laos vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. Les pays économiquement solides tels que la Thaïlande, la

Malaisie ou l'Indonésie, comptent peu de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Cependant, ils possèdent toujours une part significative de leur population vivant avec moins de 2 dollars par jour. En Indonésie par exemple, cette proportion atteint 52% de la population¹²². De même, les deux pays ayant largement contribué à la réduction mondiale de la pauvreté depuis 20 ans, l'Inde et la Chine, comptent encore respectivement 250 millions et 100 millions de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour¹²³.

Or le risque de déscolarisation d'un enfant est beaucoup plus important lorsque celui-ci fait partie des 20% des familles les plus pauvres par rapport aux 20% des familles les plus riches¹²⁴. Selon le Rapport mondial de suivi de l'EPT 2009 de l'UNESCO, un enfant d'une famille appartenant à la catégorie des 20% les plus pauvres a également plus de risques de ne pas terminer un cycle complet d'études primaires (soit en moyenne, moins de quatre années d'éducation primaire). Dans des pays comme le Cambodge, l'Inde, le Bénin, le Burkina Faso ou Madagascar, le risque de ne pas achever quatre années d'éducation primaire double pour les 20% les plus pauvres par rapport au reste de la population¹²⁵. Les familles frappées de plein fouet par la crise et vivant désormais en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté perdent donc également la possibilité de pouvoir investir dans le capital humain.

Les familles les plus pauvres dépensent en effet plus de la moitié de leur revenu pour des dépenses de survie, notamment la nourriture. Elles sont donc particulièrement vulnérables à la hausse des prix des denrées de base et à l'inflation. Au Bangladesh par exemple, suite à la crise alimentaire de 2008, la moitié des ménages avait réduit les dépenses éducatives pour faire face à la flambée des prix de l'alimentation¹²⁵. Dans ces circonstances, les familles diminuent considérablement voire suppriment complètement

leurs dépenses liées à l'éducation. A Madagascar, la moitié des familles interrogées par Aide et Action dans le cadre des enquêtes menées en décembre 2009 et janvier 2010, et mentionnant une brusque dégradation de leur niveau de vie, déclarent ainsi avoir supprimé toutes les dépenses non vitales comme les habits, les chaussures ou la scolarisation des enfants les plus âgés. On constate également qu'elles sont nombreuses à favoriser une scolarisation partielle, le reste de la journée des enfants étant consacré à un travail d'appoint.

Les impacts des crises précédentes et de la crise économique se sont donc cumulés et ont accentué une situation déjà précaire. La crise économique a surtout eu des conséquences sur le travail, en raison de la baisse de la demande mondiale en exportations, laissant de nombreux travailleurs pauvres au chômage. Ces effets sur l'emploi ont été différents dans les zones urbaines et les zones rurales, ainsi que pour les populations migrantes. Ils se sont plus fortement répercutés sur les femmes et sur la situation de leurs enfants.

LES FEMMES : PREMIÈRES VICTIMES DE LA CRISE

Dans son *Rapport Mondial annuel 2009*, l'Organisation internationale du travail (OIT) a annoncé la perte de 20 millions d'emplois depuis le début de la crise économique et financière mondiale. Le nombre de personnes au chômage dans le monde est ainsi passé de 190 millions à 210 millions. Quant au nombre de travailleurs pauvres, c'est-à-dire les travailleurs dont le revenu est inférieur à 2 dollars par jour, il pourrait augmenter de plus de 200 millions pour atteindre 1,4 milliard, soit 45% de la population active mondiale ayant un emploi. Or, 60% de ces travailleurs pauvres sont des femmes.

Les pertes d'emploi ont plus fortement concerné les populations urbaines, dans des domaines spécifiques

¹²¹ *Averting a Human Crisis during the Global Downturn*, op. cit., p. 13.

¹²² Mehrotra S., *The Poor in East and South East Asia in the Time of Financial Crisis*, UNICEF, Document de travail pour la conférence de l'UNICEF sur les Iles du Pacifique et de l'Asie de l'Est, 6-7 janvier 2009, Singapour, p. 8.

¹²³ Jayshree Bajoria, *Financial crisis may worsen poverty in China and India*, <http://www.cfr.org/publication/17812/>

¹²⁴ *Averting a Human Crisis During the Global Downturn*, op. cit.

¹²⁵ UNESCO, op. cit., Chapitre 3, p. 140-141.

¹²⁶ *Rising Food and Fuel Prices: Addressing the Risks to Future Generations*, op. cit.



tels que la manufacture, le textile ou encore la construction. Dans l'ensemble des pays en voie de développement, le secteur manufacturier a perdu 4% d'emplois au premier trimestre 2009 par rapport à l'année précédente, avec une très légère reprise sur la fin de l'année¹²⁷.

Les femmes sont les premières à souffrir du chômage et à endosser les effets de la crise. Dans son rapport *Tendances mondiales de l'emploi des femmes* publié en mars 2009, l'OIT prévoyait pour l'année 2009 un taux de chômage pouvant atteindre jusqu'à 7,4% pour les femmes contre 7% pour les hommes. Par ailleurs, le taux mondial de l'emploi vulnérable pourrait varier de 50,5 à 54,7% pour les femmes, contre 47,2 à 51,8% pour les hommes. Les femmes sont en effet surreprésentées dans les emplois non-qualifiés ou semi-qualifiés et constituent plus de la moitié des travailleurs des secteurs d'exportation les plus touchés par la crise¹²⁸.

En Asie et en Amérique latine également, les industries d'exportation concentrent une grande majorité d'emplois féminins. Le tableau 8 montre cette prédominance : les femmes représentent, en 2009, 80 à 85% de la main d'œuvre des industries textiles au Cambodge, 85% au Laos et 80% au Vietnam. Pour la seule année 2009, l'industrie textile cambodgienne a subi la fermeture de 77 usines et la perte de près de 30 000 emplois. Ces pertes s'élèvent entre 30 000 à 40 000 emplois au Sri Lanka¹²⁹ pour l'année 2009. Au Laos et en Thaïlande, le secteur du tourisme a subi de lourds dommages sur la même période : le Laos a perdu 4 000 emplois dans ce secteur, dont 50% étaient occupés par des femmes, tandis que 260 000 emplois sont menacés en Thaïlande sur 2010.

En Amérique centrale, beaucoup d'emplois ont été perdus dans les *maquiladoras* – ou *maquila industry* – c'est-à-dire les zones de traitement pour l'exportation¹³⁰. Or, dans beaucoup de pays d'Amérique centrale, les femmes constituent la grande majorité de ces travailleurs : 82% au Salvador, 75% au Guatemala et 71% au Nicaragua. Au dernier trimestre 2008, 27 000 femmes ont perdu leur emploi dans les zones d'exportations du Nicaragua, dont beaucoup sont des femmes jeunes, seules, avec enfants à charge.

Les femmes sont parmi les premières victimes de la crise économique car elles concentrent de nombreux facteurs de vulnérabilité : taux d'activité plus faible, moindres rémunérations, concentration dans l'emploi informel ou vulnérable, maîtrise plus rare des ressources (terre, capital). En Afrique de l'Ouest par exemple, les femmes exploitent souvent les terres et sont largement investies dans l'agriculture, mais elles ne peuvent être propriétaires des biens fonciers, soit parce qu'elles sont exclues du crédit, soit parce que les taux d'intérêt pratiqués sont particulièrement dissuasifs. Pourtant, une augmentation de 10% de l'emprunt des femmes a des effets extrêmement positifs sur le bien-être des ménages : au Bangladesh, cela permet de réduire de 11,6% les retards de croissance chez les filles, alors qu'ils augmentent de 4,9% lorsque c'est l'homme qui emprunte¹³¹.

Les femmes possèdent donc moins d'atouts que les hommes pour résister à une baisse des revenus familiaux. Pourtant, ce sont elles qui supportent les dépenses familiales, y compris celles qui relèvent de la santé et de l'éducation des enfants. Rhoda Peace Tumasline, Commissaire en charge de l'agriculture pour l'Union africaine déclare ainsi : « *Les femmes ont toujours été là. Elles s'affament pour nourrir leurs maris. Elles s'affament pour nourrir leurs enfants, et*

TABEAU 8. PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES DIFFÉRENTS SECTEURS ÉCONOMIQUES DES PAYS D'ASIE DU SUD-EST (EN %), 2009.

	Cambodge	Laos	Thaïlande	Vietnam
Agriculture	52,5	54	44,3	51,6
Manufacture	53,5	38	54,1	51,7
Vêtements	80-85	85	75	80
Services	27	57	50	50
Tourisme	55	50	65,1	70
Petites entreprises	62	63	N/A	41,1

SOURCE : ATEEF S. (POUR LA BANQUE ASIATIQUE DU DÉVELOPPEMENT). GENDER IMPLICATION OF GLOBAL RECESSION: GMS CONTEXT KEY THEMES AND STRATEGIC WAYS FORWARD. INTERVENTION POUR LA CONFÉRENCE THE IMPACT OF THE GLOBAL ECONOMIC SLOWDOWN ON POVERTY AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN ASIA AND THE PACIFIC, 28-30 SEPTEMBRE, HANOI, VIETNAM.

elles s'affament pour s'occuper des malades, pour prendre soin des malades du SIDA dans les hôpitaux. Sans les femmes, je pense, nous serions nulle part. »¹³²

Dans un environnement moins propice, les femmes ne peuvent plus jouer ce rôle, et certains enfants abandonnent l'école par manque de ressources financières. Elles sont souvent contraintes de cumuler plusieurs emplois – souvent peu rémunérateurs -, de travailler davantage, de s'orienter vers des emplois dangereux et dégradants, comme la prostitution. Ce phénomène est d'autant plus inquiétant que de nombreuses études ont démontré une corrélation positive entre le travail dangereux des parents, surtout celui de la mère, et la probabilité qu'un enfant exerce à son tour un travail dangereux. La crise a ainsi favorisé la multiplication d'emplois aux conditions dévalorisantes, menaçant directement ou indirectement l'intégrité psychique et physique des enfants.

Les femmes sont aussi parfois forcées de confier leurs enfants à un membre plus ou moins éloigné de la famille pour partir chercher du travail ailleurs, ce qui impacte fortement le bien-être physique et émotionnel de leurs enfants. En 2008, au Laos, dans le district de Sikottabong, une petite fille de 5 ans racontait : « Mes parents nous ont laissés mon

¹²⁷ http://www.ilo.org/public/libdoc/jobcrisis/download/statistics/2009-12/o-global_trends_dec09.pdf (Page consultée le 08/01/2010).

¹²⁸ *Including Children in Policy Responses to Economic Crises: Lessons from the Past and Policies for a Sustainable Future*, op. cit., p. 46.

¹²⁹ EMMET B. *Paying the price of the economic crisis*. Oxford, UK : Oxfam International Ed., 2009.

¹³⁰ *Les maquiladoras importent matériaux et pièces afin de les traiter, les assembler et les réexporter. Ce sont des zones hors taxes.*

¹³¹ HARPER C., JONES N., MCKAY A. et ESPEY J. *Children in times of economic crisis: past lessons, future policies*. Londres : Overseas Development Institute, 2009.

¹³² « *The women have always been there and they starve in order to feed their husbands. They starve in order to feed their children, and they starve in order to look after the sick, to look out for the HIV people in the hospitals. Without women, I don't think, we would be anywhere.* »

frère et moi chez mes grands-parents pour aller travailler en Thaïlande. Puis ma grand-mère est morte. Il ne nous reste plus que notre grand-père qui a 68 ans et qui s'occupe de nous. Mais il ne travaille pas, il doit ramasser et vendre des ordures pour nous acheter à manger. Parfois je l'accompagne pour avoir plus d'argent. »

De nombreux témoignages recueillis au Cambodge montrent que les femmes récemment au chômage sont facilement approchées par des trafiquants qui leur proposent de travailler en Europe. L'analyse de la mission d'étude sur le trafic humain des Nations-unies corrobore ces informations et observe que de plus en plus de femmes ayant recours à la prostitution en 2009 avaient auparavant un emploi dans l'industrie vestimentaire¹³³. Licenciées, celles-ci se retrouvent souvent sans indemnités et sans couverture sociale. Les femmes constituent donc l'une des cibles prioritaires pour tenter d'amoinrir les effets de la crise économique. Le soutien à l'entreprenariat des femmes, le développement d'activités génératrices de revenus, la mise en œuvre d'actions de santé en direction des femmes (notamment les femmes enceintes et les mères de jeunes enfants), l'organisation de lieux d'accueil des enfants (notamment en zones urbaines), la prévention des violences, constituent quelques-unes des actions nécessaires dans le contexte actuel afin de protéger les femmes et leurs enfants.

MIGRANTS : ACCOMPAGNER LES RETOURS DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES

Les travailleurs migrants nationaux et internationaux sont également particulièrement vulnérables aux effets de la crise. En Asie du Sud-Est, 200 000 Indonésiens travaillant en Malaisie ont été obligés de retourner dans leur pays d'origine en 2008 à cause de la récession, pour la plupart des femmes originaires des zones rurales. 6 000 travailleurs sont

également rentrés aux Philippines au premier trimestre 2009, en majorité des femmes travaillant dans les fabriques d'électroniques à Taiwan, et des hommes travaillant dans la construction dans les pays du Golfe¹³⁴.

En Chine, on observe une perte d'emplois manufacturiers dans les régions côtières, une réduction de la production des usines qui a provoqué un retour dans les campagnes de 20 millions de migrants internes, soit 15,3% des 130 millions de ruraux qui travaillent en zones urbaines. Pour les familles rurales, le fardeau économique de ce retour migratoire massif est difficile à contenir. Alors que celles-ci perdent les revenus migratoires, qui représentaient en 2007 près de 40% des revenus des ménages ruraux, les migrants représentent une charge supplémentaire, car ils ne possèdent plus d'économies ni de couverture sociale, et n'ont pas encore de droits d'usage sur la terre pour cultiver¹³⁵.

Les zones urbaines ne sont donc pas les seules touchées. La crise risque également de provoquer une pauvreté chronique pour beaucoup de familles rurales. En Afrique et en Asie, 60% d'entre elles possèdent une activité dans le secteur agricole. Dans les provinces du Niger où Aide et Action a conduit des enquêtes, 98% des parents interrogés n'ont d'autres revenus que les produits agro-pastoraux, alors que la crise alimentaire et une mauvaise saison des pluies ont déjà réduit à néant leurs revenus. Un tiers des enseignants de la commune de Tessoua mentionne un risque de migration des familles les plus pauvres avec leurs enfants vers les zones urbaines pour trouver une autre source de revenu.

Une attention particulière doit être apportée à la question migratoire. L'accompagnement du retour des migrants est indispensable pour ne pas pertur-

ber un équilibre déjà instable. Renforcement des capacités d'absorption des communautés, formation professionnelle, accès aux soins, aides directes conditionnelles et prévention des tensions liées à ces retours, sont incontestablement des actions à privilégier.

VAGUES DE DÉSCOLARISATION ET TRAVAIL DES ENFANTS

Même si certains pays ont instauré la gratuité de l'éducation, celle-ci représente des frais supplémentaires pour de nombreuses familles. Les coûts de transports, de fournitures scolaires et d'uniformes par exemple demeurent très élevés. Ces coûts sont assumés par les familles, avec des choix d'arbitrage entre les différentes dépenses. Ainsi, au Bangladesh, la hausse des prix de la nourriture en 2007 et 2008 a forcé la moitié des ménages pauvres à retirer leurs enfants de l'école, afin de réduire les dépenses¹³⁶. Au Ghana et en Zambie, les ménages les plus pauvres ont réduit sur l'année 2009 leurs dépenses de santé et d'éducation¹³⁷.

Au Togo, les enquêtes menées par Aide et Action révèlent que les trois-quarts des parents dépensent au moins un tiers de leurs revenus pour les frais liés à l'éducation, malgré la gratuité de l'école instaurée à la rentrée scolaire 2008 : 29% des parents interrogés disent dépenser la moitié de leurs revenus familiaux pour les dépenses scolaires, tandis que 43% disent en dépenser le tiers. Ainsi, les frais annexes représentent encore un coût important pour les familles. Au Burkina Faso, 98% des enfants scolarisés dans les écoles de Witooghin et Bendogo confirment que leurs parents achètent la majorité des fournitures (et assument parfois également les frais de cantines). Les enfants déscolarisés évoquent l'absence de moyens de leurs parents comme raison de leur déscolarisation. Le problème est le même au Niger, où les seules ressources des écoles sont les

¹³³ *Paying the price of the economic crisis*, op. cit., p. 5.

¹³⁴ FIX M., PAPADEMETRIOU D.G., BATALOVA J. et al. *Migration and the Global Recession*. Washington, DC : Migration Policy Institute, 2009, p. 43.

¹³⁵ MONTEIL A. *Les conséquences sociales de la crise économique en Chine*. Paris : Sciences Po, 2009, p. 2.

¹³⁶ EFA Global Monitoring Report 2010, op. cit., Chapitre 3, p. 167.

¹³⁷ EFA Global Monitoring Report 2010, op. cit., Chapitre 1, p. 24.



cotisations parentales, et dans certaines, les jardins potagers dans lesquels les enfants travaillent. Or les parents doivent également acheter les fournitures et prévoir un repas, car aucun enfant ne déclare pouvoir manger à l'école.

Les crises successives mettent donc en péril l'accès des familles à l'éducation. Les dépenses éducatives deviennent souvent trop onéreuses, soit parce que le coût de l'éducation augmente, soit parce que les revenus des familles diminuent en termes absolus ou relatifs à cause du chômage et/ou de l'inflation. Par ailleurs, les crises précédentes montrent que les chocs économiques ont tendance à favoriser l'arbitrage des familles en faveur du travail.

Analysant les effets de la crise économique actuelle sur la scolarisation et le travail des enfants au Burkina Faso, au Ghana et au Cameroun, une étude du *Poverty and Economic Policy Research Network* indique que les impacts négatifs les plus forts se ressentent au niveau de l'éducation primaire (6-10 ans). Le Burkina Faso, qui possède déjà le taux de scolarisation le plus bas des trois pays, est le plus affecté : la crise économique y a provoqué une diminution de 0,8% de la scolarisation et une augmentation de 1,2% du travail des enfants¹³⁸. Par ailleurs, les effets positifs enregistrés en cas de redistribution financière en faveur des familles les plus pauvres (cf. impacts des programmes de transferts monétaires conditionnels *in* chapitre 2)¹³⁹ montrent que l'arbitrage des familles entre le travail des enfants et l'éducation se trouve conditionné par la somme d'argent disponible au sein du ménage.

Au Burkina Faso, les enquêtes menées par Aide et Action en décembre 2009 et janvier 2010 permettent de constater une augmentation de l'abandon des élèves et le développement de la « débrouillardise » des enfants, surtout au secondaire : les en-

fants sont déscolarisés afin d'exercer de petits métiers (apprenti mécanicien, soudeur, vendeur de kleenex...) et compléter ainsi le revenu familial. Un membre du bureau du comité communal d'éducation explique à ce sujet : « *La déscolarisation se constate déjà. Par exemple, les familles les moins nanties (qui sont les plus nombreuses d'ailleurs) ne font plus l'effort de réinscrire les enfants qui échouent à leurs examens. Elles préfèrent les orienter vers l'apprentissage d'un métier (soudure, mécanique, couture...) auprès des artisans.* » Tous les élèves scolarisés interrogés ont constaté depuis l'année précédente des abandons d'enfants qui aident désormais leurs parents pour des travaux domestiques ou qui travaillent à l'extérieur.

Au Bénin, dans la commune de Nikki, le président de l'association des parents d'élèves et la représentante des femmes de la commune expliquent que les enfants sont rapidement mis au travail, à la fois dans les petits commerces et dans l'agriculture. L'enseignement maternel et primaire étant gratuit depuis la rentrée 2006, la déscolarisation touche essentiellement les élèves du secondaire, mais le niveau primaire n'est pas épargné. Les dépenses liées à l'éducation représentent en effet entre un quart et un tiers de leur revenu : en temps de diminution du revenu familial et d'augmentation du coût de la vie, ces dépenses sont parmi les premières à être sacrifiées.

A Madagascar, un tiers des enfants (moyenne d'âge : 12 ans et demi) interrogés par Aide et Action déclare ne plus aller à l'école depuis cette année, essentiellement parce qu'ils doivent travailler pour aider leur famille (activités agricoles comme le repiquage du riz ou le gardiennage des troupeaux, vente de beignets, etc.). La moitié des enfants ayant encore accès à l'éducation est toutefois scolarisée dans des classes à double-flux et travaille la demi-journée restante. La quasi-totalité des enfants encore scolarisés a constaté des abandons au cours de l'année 2009, dont la moi-

> 1997 : LA VAGUE DE DÉSCOLARISATION INDONÉSIE

En Indonésie, la crise de 1997 a provoqué une vague très forte de déscolarisation, touchant les enfants appartenant aux familles les plus pauvres. Entre 1997 et 1998, le taux de déscolarisation dans le primaire était ainsi passé de 1% à 3,4% pour les garçons, et de 1,2% à 3,8% pour les filles. Les zones rurales ont été les plus affectées : le taux de déscolarisation y a augmenté de 4,1% contre 0,4% en zone urbaine ; les dépenses éducatives en proportion du budget des familles ont diminué de 30% dans les campagnes contre 10% dans les villes¹⁴⁰. En zones urbaines également, on a constaté que les ménages les plus pauvres n'étaient plus en mesure de continuer à payer pour l'enseignement secondaire, à cause du chômage et de la dévaluation des salaires. Ainsi, la déscolarisation des garçons en zone urbaine a été très importante : les écoles secondaires ont enregistré des baisses de leurs effectifs de -6,3% sur l'année 1996-1997 et jusqu'à -6,9% en moyenne sur 1997-1998¹⁴¹.

Parallèlement au programme de bourses touchant 6 580 000 élèves, le pays a mis en place une campagne publique d'information pour convaincre les parents de maintenir leurs enfants à l'école¹⁴². Ceci a permis de réduire le taux d'abandon dans le secondaire de 3%¹⁴³. Onze ans après, l'Association des enseignants de la République d'Indonésie a obtenu à la rentrée 2008 le respect de l'obligation constitutionnelle de consacrer 20% du budget national à l'éducation. Par ailleurs, le salaire des enseignants a augmenté de 15% et le gouvernement s'est engagé à allouer 27% du budget de l'éducation pour leurs traitements en 2009. Ces mesures rendent peu probable une nouvelle vague de déscolarisation en Indonésie suite à la crise économique actuelle.

tié serait attribuée au fait que les enfants ayant abandonné devaient travailler pour aider leur famille.

En Guinée, on constate également un regain du travail des enfants dans les activités agricoles, surtout dans les régions qui dépendent des transferts migratoires. Si plus de 5 millions de Guinéens vivent à l'extérieur des frontières, certaines régions comme le Fouta, au nord du pays, se caractérisent par la devise « échanger pour manger » : il s'agit de familles qui vivent des fonds envoyés par les migrants, et échangent des devises étrangères contre des francs CFA pour assurer leur survie. Or depuis la crise, ces familles accusent une perte substantielle de leurs revenus. Dans ces régions, les enfants ont nécessairement besoin de participer aux activités liées à la survie de la famille et travaillent souvent comme leurs parents dans les activités de pêche, d'agriculture ou d'orpillage. La crise politique et le chômage dont souffre le pays ont étendu ces pratiques à l'ensemble du territoire.

¹³⁸ *Simulating the impact of economic crisis and policy responses on children in West and Central Africa*, op. cit., p. 30.

¹³⁹ *Au Burkina Faso, les projections réalisées démontrent qu'un programme de redistribution mis en place par le gouvernement permettrait de contrer presque intégralement les impacts négatifs de la crise économique sur la scolarisation.*

¹⁴⁰ *Averting a Human Crisis During the Global Downturn*, op. cit., p. 9.

¹⁴¹ *Education in Crisis : the Impacts and Lessons of the East Asian Financial Shock 1997-1999*, op. cit., p. 11.

¹⁴² *Ibid*, p. 14.

¹⁴³ *Economic Shocks in Education: Analysis of the 1997 Asian Financial Crisis and Lessons for Today*, op. cit., p. 157: le budget de l'éducation indonésien avait alors baissé de 12% en 1997-1998, puis de 30% en 1998-1999.

« Ce monde est fait pour les riches. Gardez votre école et laissez-nous notre rue pour nous débrouiller. »

En Inde, l'Association SEWA¹⁴⁴ a publié un rapport sur les effets de la crise économique sur les femmes les plus pauvres des bidonvilles. Confrontées à une baisse de 50% du prix de revente des déchets qu'elles collectent (chutes d'acier, journaux, plastiques), elles sont contraintes d'emmener leurs enfants avec elles pour collecter davantage. Les enfants sont ainsi déscolarisés pour être impliqués dans une activité rémunérée¹⁴⁵.

Dans les zones rurales de l'Inde, si la situation est tout aussi difficile, les enfants semblent davantage partager leur temps entre travail et école. Les enquêtes menées par Aide et Action dans les Etats du Tamil Nadu et du Madhya Pradesh révèlent que 40% des parents mentionnent le travail ponctuel de leurs enfants dans l'agriculture et autres petits travaux manuels. 55% d'entre eux assurent que ce travail est essentiel afin de compléter leurs revenus et subvenir aux besoins de la famille, tandis que 24% expliquent ne pas avoir assez d'argent pour payer les frais de scolarité. En effet, environ deux-tiers des parents ont le sentiment que les frais de scolarité ont augmenté ces dernières années. Les trois-quarts des parents ayant un enfant qui travaille expriment leur impossibilité à payer les frais de scolarité pour tous leurs enfants : ainsi, ils ont décidé de financer l'éducation de certains en faisant travailler les autres. Mais si presque les trois-quarts des enfants disent ne pas aller à l'école tous les jours, des stratégies de scolarisation partielle émergent également des réponses : 72% des enfants qui travaillent disent partager leur temps entre leur travail et l'école, tandis que les autres travaillent à plein temps.

Les données collectées montrent donc que les familles mettent en place des stratégies différentes : école à temps partiel, retrait de certains enfants de l'école, retrait ponctuel correspondant aux regains saisonniers d'activité, etc. Un rapport de l'OIT de juin 2009 rapporte que les filles pourraient être les principales perdantes de la crise économique. En

période de crise, nombreuses sont en effet les familles qui favorisent la scolarisation des garçons au détriment de celle des filles, qui constituent déjà 54% des enfants non scolarisés. Les données de la crise au Brésil montrent qu'une perte soudaine de l'emploi du chef de famille augmente la probabilité de mise au travail des filles de la famille de 50%¹⁴⁶. Au Pakistan, les chocs économiques augmentent le risque de déscolarisation des filles et non des garçons¹⁴⁷. Dans certains pays, on constate également que les familles peuvent avoir de nouveau recours au mariage précoce de leurs filles pour diminuer les frais liés à l'alimentation.

Or, bien souvent, la déscolarisation a des effets irréversibles. Un enfant ayant quitté l'école a très peu de chances d'y retourner et après 12 mois de vie active en moyenne, il est difficile d'envisager la re-scolarisation. Dans les années à venir, on risque donc d'observer une augmentation du nombre d'enfants qui n'iront plus jamais à l'école et deviendront adultes sans avoir achevé le cycle d'éducation primaire. En Indonésie après la crise de 1997, la moitié des enfants déscolarisés n'a pas réintégré l'école par la suite. Par ailleurs, la moitié de la pauvreté indonésienne en 2002 pouvait être interprétée comme une conséquence de la crise économique de 1997¹⁴⁸.

Par ailleurs, les retours attendus de l'école par les familles, en termes de travail et de revenu, s'amouindrissent dans un contexte de crise. L'école représente un coût d'opportunité pour les parents : elle coûte cher par rapport au rendement d'un enfant qui ne va pas à l'école mais travaille. Cet enfant contribue à la survie de la famille, alors qu'il est considéré comme « non productif » à l'école. Or, les crises accentuent cette perception négative de la scolarisation. Face à un chômage croissant et une scolarité qui offre peu de perspectives, les parents ne doutent pas de l'importance de l'éducation, mais de son utilité à court et moyen terme.

En Afrique de l'Ouest, lors des enquêtes conduites par Aide et Action, il n'était pas rare d'entendre les parents dire que leurs enfants n'étaient pas inscrits à l'école parce qu'ils n'y croyaient plus faute de débouchés. Le témoignage d'un père de famille burkinabé est très révélateur : « *Imaginez-vous un chef de famille qui se débrouille et qui a plusieurs enfants à l'école dont les premiers n'ont pas glané un seul franc de leur école, pensez-vous qu'au rythme actuel de la vie où tout est cher, qu'il aura les moyens pour inscrire celui qui se laisse renvoyer ? Je pense que ce monde est fait pour les riches. Gardez votre école et laissez-nous notre rue pour nous débrouiller.* »

Au Sénégal, les familles rapportent qu'être admis à l'entrée en sixième était auparavant synonyme d'espoir et de changement social, parce que cette réussite permettait d'obtenir une bourse. Désormais, la déscolarisation indique que le type de formation est inadapté aux réalités, que les diplômés ne sont pas en adéquation avec les offres du marché du travail. Les diplômés viennent grossir les rangs des chômeurs. Les parents ne croient plus en l'école. Une contre-performance d'un enfant aux examens est perçue comme une raison de déscolarisation. Il est donc nécessaire de sensibiliser les parents sur les conséquences de la déscolarisation des enfants, mais aussi de continuer de réfléchir sur les alternatives éducatives et les modes de participation des familles permettant de rapprocher l'école de son milieu.

Les différents entretiens menés avec les familles au cours de focus groupes organisés entre décembre 2009 et janvier 2010 ont permis d'identifier quelques mesures permettant de soutenir l'éducation des enfants des familles les plus vulnérables en situation de crise :

¹⁴⁴ *Self Employed Women's Association, association de femmes pauvres et à leur compte d'Ahmedabad, en Inde.*

¹⁴⁵ *SEWA..Draft Paper on Financial Crisis Based On Experiences of Self Employed Women's Association.Gujarat, Inde : 2009, p. 2-3.*

¹⁴⁶ *Rising Food and Fuel Prices: Addressing the Risks to Future Generations, op. cit., p. 8.*

¹⁴⁷ *EFA Global Monitoring Report 2010, op. cit., Chapitre 3, p. 167.*

¹⁴⁸ *Ibid*

« D'ici 2020, l'Afrique abritera un quart des enfants en situation de malnutrition, contre un cinquième aujourd'hui. »

- Soutenir financièrement les familles pour les aider à maintenir l'éducation de leurs enfants, notamment pour les familles les plus vulnérables.
- Subventionner l'acquisition du matériel scolaire (fournitures, uniformes, etc.) et du transport, qui coûtent en général plus cher que les frais d'inscription.
- Améliorer la qualité de l'éducation : de nombreuses familles ne voient pas l'intérêt de l'éducation si celle-ci est de faible qualité. La formation des enseignants, l'adéquation entre le niveau d'enseignement qu'ils assurent et leur formation, et le nombre d'élèves par enseignant sont les facteurs les plus fréquemment mentionnés par les parents.
- Offrir davantage de débouchés à l'éducation, et notamment, développer la formation professionnelle pour permettre aux jeunes de disposer d'un emploi décent.
- Développer les cantines scolaires gratuites semble également constituer une mesure attractive en temps de crise puisque cela permet aux enfants de bénéficier d'au moins un repas complet par jour et allège les dépenses des familles.

LES ENFANTS PEUVENT-ILS ENCORE APPRENDRE À L'ÉCOLE ?

LES CHOCS ÉCONOMIQUES ont également des impacts prouvés sur la santé infantile. Les crises successives apparues depuis 2008 ont obligé les ménages à adapter leurs stratégies financières, en dépensant moins pour la nourriture et pour les soins de santé. Par conséquent, les enfants sont susceptibles de souffrir de nombreux problèmes de santé pendant et après la crise : ils mangent moins et moins bien pendant une période cruciale de leur croissance mentale et physique. Ils sont peu ou pas suivis médicalement, augmentant le risque de décès

précoces. Enfin, ils vivent dans un bien-être psychologique précaire, souvent empreint de violence, de stress et de traumatismes liés à l'atmosphère familiale ou aux conditions de travail.

MANGER MOINS ET MOINS BIEN

Dès 2008, face à la hausse des prix de l'alimentation, les familles les plus pauvres ont dû arbitrer en faveur des aliments les moins chers. Cela se traduit notamment par l'abandon de denrées protéinées telles que la viande, le poisson et les œufs, pour des aliments beaucoup plus pauvres en nutriments essentiels, comme les céréales. Malheureusement, la hausse des prix touche dans beaucoup de pays la nourriture de base des populations (riz, maïs, blé). Ainsi la diminution nutritionnelle des aliments s'accompagne le plus souvent d'une diminution des portions. Les familles adoptent alors des stratégies qui ne suffisent pas à protéger la santé des enfants. La malnutrition a touché plus d'un milliard de personnes en 2009. En Afrique subsaharienne, le pourcentage de personnes souffrant de la faim était passé de 32% en 1990 à 28% en 2004. Mais suite à la crise alimentaire de 2008, ce taux est remonté à 29% sur le continent, et des grèves contre la hausse des prix se sont rapidement propagées en Afrique, notamment au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Sénégal¹⁴⁹.

Depuis 2008 et les « émeutes de la faim », les prix des céréales se sont stabilisés à la hausse. Dans la plupart des pays, les petits producteurs n'ont pas eu les moyens d'investir davantage dans l'agriculture locale et d'améliorer leur productivité afin de permettre aux populations africaines de moins dépendre des importations de nourriture. Les pays d'Afrique subsaharienne sont par exemple loin d'être autosuffisants. Ils ne réussissent pas encore à garantir la sécurité alimentaire pour leurs populations. Les projections de l'IFPRI¹⁵⁰ nous montrent

que l'Afrique subsaharienne verra sa consommation de calories par habitants diminuer de 10% d'ici 2020, ce qui représente un supplément de 16 millions d'enfants souffrant de malnutrition sur le continent. D'ici 2020, l'Afrique abritera donc un quart des enfants en situation de malnutrition, contre un cinquième aujourd'hui¹⁵¹.

Le Cambodge a été l'un des pays d'Asie les plus vulnérables à la hausse des prix de 2008. Le prix du riz a doublé en l'espace d'un an et les prix du poisson et de la viande ont augmenté entre 30 et 60%. Ce pic a aggravé l'insécurité alimentaire, en particulier pour les 20% de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Le nombre d'enfants vivant en zone urbaine et en situation de malnutrition chronique a atteint un taux de 15,9% en 2008, contre 9,6% en 2005. Les familles ont en effet été obligées de restreindre leurs dépenses en nourriture¹⁵². La situation du Cambodge est d'ailleurs jugée « alarmante » selon le Global Hunger Index (GHI) ou Index Mondial de la Faim (IMF)¹⁵³.

Dans les îles du Pacifique, la baisse des revenus familiaux peut mener de nombreuses familles à choisir de ne consommer que deux repas par jour au lieu de trois¹⁵⁴. De même, les stratégies familiales sont graduées en fonction de la sévérité de la crise. Une étude réalisée sur les ménages les plus pauvres au Bangladesh et en Ethiopie classe ces stratégies, en fonction de leur fréquence d'utilisation par les familles¹⁵⁵ :

1. Diminuer les rations du plat de base
2. Diminuer le nombre de repas par jour
3. Emprunter de l'argent à des parents pour acheter la nourriture et chercher un emploi en zone urbaine ou dans d'autres zones rurales (ex : agriculture, services de transport)
4. Emprunter de la nourriture à des parents ou des voisins

¹⁴⁹ BAKRANIA S. et LUCAS B. *The Impact of the Financial Crisis on 73 Conflict and State Fragility in Sub-Saharan Africa*. Birmingham, UK : Governance and Social Development Resource Centre, 2009, p. 6-10.

¹⁵⁰ International Food Policy Research Institute.

¹⁵¹ *The Impact of the Financial Crisis on Conflict and State Fragility in Sub-Saharan Africa*, op. cit., p. 7-8.

¹⁵² Banque asiatique de développement. *Protecting Cambodia's Most Vulnerable From Food Crisis*. Mandaluyong City, Philippines : Banque asiatique de développement, 2008.

¹⁵³ Le Global Hunger Index est un indice créé par l'IFPRI afin de mesurer les progrès faits en matière de lutte contre la faim. Pour le classement des pays: <http://www.ifpri.org/publication/2009-global-hunger-index>

¹⁵⁴ Banque asiatique de développement. *Taking the Helm. A policy brief on a response to the global economic crisis*. Mandaluyong City, Philippines : Asian Development Bank, Pacific Studies Series, 2009, p. 15.

¹⁵⁵ URAGUSHI Z.B. *Food Price Hikes and Food Security in Agrarian Societies: Assessing Children's Vulnerability in Households, Cases from Bangladesh and Ethiopia*. Intervention pour la conférence *The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009.



« Les élèves ne sont pas dans de bonnes conditions de travail car ventre creux n'a point d'oreille. »

5. Cueillir et/ou manger de la nourriture sauvage
6. Ne pas manger pendant un jour entier pour les adultes de la famille
7. Envoyer les enfants manger chez des parents ou des voisins
8. Limiter la portion de nourriture des enfants
9. Consommer des réserves de grains prévues pour la saison prochaine
10. Eviter de manger à l'ensemble de la famille pendant un jour entier
11. Mendier

On voit donc l'impact direct de cette situation et des stratégies mises en place par les familles pour y faire face, puisque cela se traduit par une diminution de la ration calorique journalière, y compris pour les enfants, à un moment essentiel de leur développement physique et cognitif. Ces stratégies alternatives ne sont pas nouvelles puisqu'on les constate déjà lorsque des problèmes liés aux saisons et aux cultures apparaissent. Ceci étant, cette diminution de la ration calorique journalière était ponctuelle et ne s'étendait pas sur le long-terme. Dans le cas de la crise actuelle, le nombre de ménages utilisant ces stratégies a augmenté, ainsi que la durée sur laquelle elles sont utilisées¹⁵⁶.

Se priver de nourriture apparaît de plus en plus comme une nécessité pour les familles interrogées par Aide et Action. Au Togo, 30% des parents consultés mentionnent avoir diminué la quantité de nourriture, et 32% la qualité de leur nourriture, et ce en raison de la hausse des prix et des dépenses familiales. Dans la commune de Kombomloaga, un parent agriculteur explique que le coût de la vie a augmenté brutalement cette année, et par conséquent, que les membres de la famille ne mangent plus qu'une fois par jour. Un père de famille cultivateur nous raconte que le manque de travail et de surface cultivable, la pénurie et le coût élevé des denrées alimentaires, sont

les raisons pour lesquelles sa famille se prive des repas du matin et du midi. A Dapaong, un père de famille, fonctionnaire à la retraite, a décidé de réduire les dépenses en supprimant le petit-déjeuner et certains aliments chers, comme le riz.

La situation est similaire en Inde, dans les États du Tamil Nadu et du Madhya Pradesh. 53% des familles déclarent ainsi avoir diminué la quantité de nourriture consommée sur une journée, tandis que 47% indiquent choisir des aliments de moindre qualité nutritionnelle.

Au Kenya, la qualité et la quantité de nourriture consommée ont diminué dans les communautés les plus vulnérables. On constate que les familles s'adaptent de sorte à ce que les femmes mangent moins et en dernier¹⁵⁷. Cette stratégie est également observée dans de nombreux pays d'Asie, ce qui met particulièrement en danger la santé des femmes enceintes et de leur futur bébé. Si ces conséquences de la crise ne sont pas prises en compte, dans les pays de l'Asie et du Pacifique, les cas d'anémie maternelle pourraient augmenter de 10% à 20% et ceux d'insuffisance pondérale à la naissance de 5% à 10%¹⁵⁸.

Pour les enfants nés pendant et après la crise alimentaire, les problèmes de malnutrition, de développement physique et intellectuel, sont donc critiques. Cette situation risque d'avoir des conséquences sur le long-terme, puisque les dommages causés par le manque de nourriture adéquate, qu'ils soient de l'ordre d'un retard intellectuel ou d'un sous-développement physique, sont souvent irréversibles¹⁵⁹. Les enfants âgés de moins de 2 ans, ainsi que les femmes enceintes ou en période d'allaitement, sont les plus susceptibles de souffrir d'un manque en termes de quantité et de qualité de la nourriture. Des actions spécifiques devraient donc être développées à leur profit.

De même, des actions concrètes peuvent être entreprises rapidement et à moindre coût en direction des enfants scolarisés. Le niveau d'acquisition et de maîtrise des apprentissages des enfants est en effet moindre lorsque la nourriture vient à manquer. Cette situation est surtout révélée lorsque les cantines scolaires sont absentes des écoles. Le témoignage d'un enseignant du Burkina Faso à ce sujet est saisissant : « A une certaine heure, les enfants ne suivent plus les cours. Une fois, j'ai demandé à un élève pourquoi il dormait. Il m'a répondu qu'il ne dormait pas mais qu'il pensait à ce qu'il allait manger au déjeuner, car depuis cette rentrée, on ne préparait pas de repas à midi chez lui. Vous voyez, les élèves ne sont pas dans de bonnes conditions de travail car ventre creux n'a point d'oreille comme le disait l'autre. »

On constate une raréfaction des cantines scolaires communautaires suite à l'augmentation du prix des denrées de base et cette disparition est devenue un facteur de déscolarisation, notamment dans les pays qui souffrent déjà d'une crise alimentaire grave. C'est le cas des familles agro-pastorales au Niger et au Mali, qui ont vu leurs revenus se réduire nettement à cause des mauvaises saisons de pluie succédant à la hausse des prix de l'alimentation. Dans ces circonstances, les cantines permettent non seulement de soulager la pauvreté des familles, de les encourager à envoyer leurs enfants à l'école, mais également de protéger les capacités cognitives de ces derniers¹⁶⁰.

Au Mali, les enquêtes menées dans les municipalités de Sio, Bankass, Sévaré et Fatoma indiquent que les enfants viennent souvent de villages lointains. Ils doivent parcourir de nombreux kilomètres pour arriver jusqu'à l'école. Alors qu'ils viennent étudier dans les chefs lieux de commune, les parents essaient de livrer quelques kilogrammes de céréales pour les déjeuners. Mais cette dotation ne suffit plus et les cantines scolaires financées par des parte-

¹⁵⁶ *UFood Price Hikes and Food Security in Agrarian Societies: Assessing Children's Vulnerability in Households, Cases from Bangladesh and Ethiopia*, op. cit.

¹⁵⁷ *The Impact of the Financial Crisis on Conflict and State Fragility in Sub-Saharan Africa*, op. cit., p. 8.

¹⁵⁸ *Governance and Social Development Research Centre. Helpdesk Research Report: Humanitarian Impact of the Global Economic Crisis on the Asia/Pacific Region*. Birmingham, UK : GSDRC Ed., 2009, p. 2.

¹⁵⁹ *Rising Food and Fuel Prices: Addressing the Risks to Future Generations*, op. cit., p. 3-4.

¹⁶⁰ *Averting a Human Crisis during the Global Downturn*, op. cit., p. 13.

naires extérieurs n'arrivent plus à satisfaire les besoins de tous les enfants. Dans la commune de Sio (région de Mopti), les partenaires des cantines se sont partiellement retirés en 2009, laissant aux communautés la responsabilité d'apporter les céréales pour soutenir les cantines et s'engageant seulement à livrer des ressources pour l'achat des condiments. Les enquêtes menées auprès des élèves de Fatoma montrent que 80% d'entre eux ne bénéficient pas d'un repas à l'école. On constate également que de nombreux enfants préfèrent rester à la maison pour être sûrs d'avoir un repas (la plupart déclarent qu'autrement il ne reste plus rien à manger lorsqu'ils rentrent chez eux). Cette situation a provoqué de nombreux abandons scolaires en 2008 et 2009 et une augmentation du travail des enfants afin de se procurer des revenus à investir directement. Dans ce contexte, il est intéressant de saluer la décision du Burkina Faso « d'adopter un programme de couverture nationale des écoles en cantines scolaires [...] dans le cadre des mesures d'atténuation des effets de la crise alimentaire, financière et économique. »

PROTÉGER LA SANTÉ DE SON ENFANT EN TEMPS DE CRISE ?

A cause d'un manque de nourriture avant la naissance ou pendant les premières années de leur vie, les enfants sont susceptibles de souffrir de graves problèmes de santé. Les chocs économiques ont des effets durables sur le développement des enfants, et la crise économique risque d'avoir des impacts au-delà de 2009 et de 2010. Les estimations en termes de mortalité infantile (décès d'enfants de moins d'un an) sont très pessimistes en cas de choc économique ou politique, et de grandes disparités existent dans la vulnérabilité des enfants aux chocs économiques (niveau d'éducation de la mère, niveau de revenu de la famille, lieu de résidence, sexe de l'enfant).

Des recherches récentes ont montré que dans la zone Asie/Pacifique, la crise pourrait être à l'origine d'une augmentation de 3% à 7% des retards de croissance futurs, ainsi que d'une augmentation de 8% à 16% du nombre d'enfants en situation d'insuffisance pondérale¹⁶¹. Or les retards de croissance apparaissent généralement avant l'âge de deux ans et ont des effets souvent irréversibles, notamment des retards du développement moteur et des fonctions cognitives qui empêchent une scolarisation efficiente.

L'insuffisance pondérale est quant à elle un facteur de surmortalité avant l'âge de cinq ans¹⁶². Les pays à faibles revenus sont les plus durement touchés. Durant la crise asiatique de 1997, l'Indonésie a connu une augmentation de 3% de la mortalité infantile¹⁶³. Ce taux de 3% constitue également une moyenne pour l'Afrique subsaharienne entre 1975 et 2005, lorsque les différents pays du continent ont été soumis à de nombreux chocs économiques¹⁶⁴. Ainsi entre 2009 et 2015, entre 200 000 et 400 000 décès supplémentaires d'enfants de moins d'un an pourraient avoir lieu chaque année.

Une étude effectuée depuis l'indépendance à Madagascar (1960) montre que les chocs économiques, mais également politiques, sont corrélés avec une hausse de la mortalité infantile. Au pic de la crise économique et alimentaire en 1986, l'espérance de vie générale avait baissé de 13 ans. Par ailleurs, les enfants de moins de cinq ans étaient les plus menacés : la mortalité infantile avait augmenté de 10% pour les garçons et de 15% pour les filles. Des taux très élevés ont aussi été relevés pour les enfants entre 5 et 10 ans. Parmi les causes de décès les plus fréquentes, on compte les maladies infectieuses et les déficiences nutritionnelles¹⁶⁵. En 2009, l'UNICEF rapportait que les infections graves étaient à l'origine de 36% des décès de nouveaux-nés¹⁶⁶.

Une étude réalisée par le Centre de recherche de la Banque mondiale pour le développement humain a pu quantifier l'impact de la crise actuelle sur la mortalité infantile en Afrique subsaharienne. On estime ainsi entre 30 000 et 50 000 le nombre de décès supplémentaires directement provoqués par la crise économique sur ce continent¹⁶⁷. Basée sur des prévisions économiques du FMI, les chiffres pourraient même être en-deçà de la réalité en cas de baisses particulièrement importantes des PIB africains. Des chutes de 6% du PIB et de 10% du PIB, entraîneraient respectivement jusqu'à 160 000 et 320 000 décès supplémentaires.

De grandes disparités existent dans la vulnérabilité des enfants aux chocs économiques. La hausse de la mortalité est en grande partie due à des décès d'enfants de sexe féminin. Les chiffres présentent une grande hétérogénéité liée au genre, soulignée dans de nombreuses études. En Afrique, la variation d'1% du PIB provoque une hausse de la mortalité de +0,33% chez les garçons, alors qu'elle est de +0,62% chez les filles¹⁶⁸. Il en est de même en ce qui concerne l'accès à l'alimentation, puisque les familles arbitrent plutôt en faveur des garçons en cas de pénurie. Ce ratio entre filles et garçons n'est pas le même partout. Au Mexique, les garçons sont les plus vulnérables : un déclin d'1% du PIB entraîne sur 1 000 naissances des décès supplémentaires chiffrés à 1,97 pour les filles et 2,58 pour les garçons. Au Pérou la différence entre les sexes est minime¹⁶⁹.

On constate également des corrélations divergentes entre le lieu de résidence et la santé infantile dans les PMA et dans les pays à revenu intermédiaire. Dans certains pays très touchés par la crise alimentaire, comme les pays d'Afrique et certains pays asiatiques comme le Cambodge, les familles rurales ont été touchées de plein fouet par la hausse des prix de la nourriture. Ainsi, dans les PMA il est plus proba-

¹⁶¹ Helpdesk Research Report, op. cit., p. 2-9.

¹⁶² http://www.unicef.org/progressforchildren/2007n6/index_41505.htm

¹⁶³ *Rising Food and Fuel Prices: Addressing the Risks to Future Generations*, op. cit., p. 4.

¹⁶⁴ *De la crise immobilière à la hausse du taux de mortalité en Afrique*, <http://www.afrik.com/article16395.html>

¹⁶⁵ Waltisperger D. & Meslé F., *Economic Crisis and Mortality: The Case of Antananarivo, 1976-2000*, *Population* 2005/3, 60^e année, p. 199-229.

¹⁶⁶ UNICEF, *Situation des enfants dans le monde 2009*.

¹⁶⁷ Friedman J. & Schady N., *How Many More Infants Are Likely To Die in Africa as a Result of the Global Financial Crisis?*, *Policy Research Working Paper*, Development Research Group, World Bank, août 2009.

¹⁶⁸ *Ibid*

¹⁶⁹ Fernandez A. & Lopez-Calva L.F., *Transitory Shocks, permanent effects: Impact of the Economic Crisis on the Well-Being of Households in Latin America and the Caribbean*, PNUD, présentation lors la conférence ODI/UNICEF, 9 novembre 2009, Londres.



ble que les enfants des zones rurales soient les plus fortement affectés par une augmentation de la mortalité et des maladies infantiles, notamment sur le continent africain.

Au Mali et au Niger, où les populations interrogées sont essentiellement rurales, les groupes de parents interrogés donnent des résultats significatifs : 100% d'entre eux mentionnent n'aller chez le médecin, ou y emmener leurs enfants, que quelques fois dans l'année. Ils sont 90% à affirmer ne pas pouvoir assurer un suivi médical correct à leurs enfants, et également 75% à consulter les médecins traditionnels, en pensant que ceux-ci peuvent soigner à moindre coût. Dans l'incapacité de faire face à leurs dépenses de santé, les parents maliens de Fatoma mentionnent qu'ils font appel aux guérisseurs et aux « pharmacies par terre », à savoir les vendeurs ambulants de médicaments non homologués et trafiqués. Au Togo, 85% des parents interrogés disent consulter des médecins traditionnels et adopter différentes stratégies en raison de leur impossibilité à faire face aux frais de santé : utilisation de plantes médicinales (racines d'arbres, tisanes) autrement appelée « tradithérapie », automédication, achat partiel des médicaments prescrits, aides des parents, ou encore prières. Seulement 36% d'entre eux disent emmener leurs enfants chez le médecin à chaque fois que ceux-ci sont malades, tandis que 57% déclarent ne les soigner que quelques fois dans l'année.

A l'inverse, les pays basés sur l'exportation de produits manufacturés sont plus touchés par le chômage dans les villes. La baisse des revenus a par conséquent tendance à être plus forte dans les zones urbaines, et les enfants des villes sont plus susceptibles de souffrir d'un manque de soin, malgré la présence plus importante d'hôpitaux que dans les zones rurales. L'état, l'éloignement et le prix des centres de santé sont d'autres paramètres à prendre en compte lorsque l'on

considère les soins pédiatriques et les taux de mortalité infantile. Pour agir sur la protection des plus vulnérables, une analyse par pays est donc essentielle.

Protéger les systèmes de santé de base en temps de crise est essentiel. Le rapport de l'UNICEF sur la *Situation des enfants dans le monde 2009* montre l'importance de prendre en considération la santé maternelle et néonatale. Le cinquième objectif du Millénaire pour le développement, à savoir réduire de trois-quarts la mortalité maternelle, est celui qui a le moins progressé de tous les OMD et qui jusqu'ici reçoit le moins de financements. Les budgets des plannings familiaux par exemple baissent de manière constante depuis les années 1990. Sur le continent africain, moins de 50% des femmes reçoivent des soins prénatals adéquats et près de la moitié des naissances ne sont pas assistées d'un personnel médical qualifié. Ainsi, l'Afrique concentre à elle seule 50% des décès maternels¹⁷⁰.

Or en temps de crise, les femmes enceintes et les jeunes mères devraient être les premières cibles de projets de prévention, puisque la nutrition de la mère, par exemple, a un impact sur le poids et le développement du cerveau de l'enfant à la naissance. Si les mères doivent donc être prises en charge sur le plan alimentaire, elles doivent également faire l'objet d'un suivi en matière d'hygiène, de prise en charge du nouveau-né et de son suivi médical. Ces mesures permettraient de protéger la santé des femmes et des jeunes enfants, tout particulièrement en temps de crise, et de réduire à la fois la mortalité maternelle et infantile.

BIEN-ÊTRE PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE DES ENFANTS

L'équilibre psychologique de l'enfant, en cas de crise économique ou politique majeure, est également mis en danger. Le travail, dans des conditions dan-

gereuses ou fatigantes, peut avoir des répercussions sur le bien-être physique et psychologique. Le travail des enfants se concentre en effet dans l'économie informelle : aides domestiques, travailleurs agricoles, vendeurs sur les marchés, etc. Ainsi, ils ne bénéficient d'aucune protection sociale, ni d'aucun recours contre les violences ou mauvais traitements qu'ils peuvent subir dans le monde du travail¹⁷¹.

L'OIT estime que sur les 100 millions de filles âgées de 5 à 17 ans qui travaillent dans le monde, 53 millions exercent un travail aux conditions précaires et dangereuses. Parmi celles-ci, 20 millions ont moins de douze ans¹⁷². Les dangers de ces types de travail sont importants. Les travaux agricoles, dans lesquels beaucoup sont impliquées, entraînent de nombreux accidents (fractures, plaies ouvertes, amputations), de l'épuisement, des douleurs musculaires et articulaires, une exposition trop importante aux produits chimiques, etc. De même, les tâches domestiques peuvent être le lieu d'exposition à des violences de la part des employeurs. Les enfants sont peu payés et n'ont quasiment pas accès à l'éducation. En Haïti par exemple, le phénomène des enfants « Restavec » est largement documenté et très difficile à régler : ces enfants sont placés par leurs parents, qui ne peuvent pas les prendre en charge, auprès d'une famille d'accueil, dans lesquelles ils deviennent esclaves, échangeant leur travail contre de la nourriture et le logement.

Or, en temps de crise, les nécessités économiques poussent les familles à mettre leurs enfants au travail, mais surtout, à accepter que les enfants travaillent dans des conditions dangereuses et dégradantes. La crise de 1997 montre qu'en Thaïlande, le nombre d'enfants des rues a augmenté de 10% à 15% sur cette période. Au Laos, pendant la même période, le nombre de filles engagées dans la prostitution, afin d'aider leurs parents ou de payer les études de leurs frères, a beaucoup augmenté.

¹⁷⁰ *Rapport 2009 sur les objectifs du Millénaire pour le développement, Communiqué de presse. [en ligne]. Disponible sur : <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/2009report.shtml>. (Page consultée le 09/10/2009).*

¹⁷¹ *Bureau International du Travail. Give Girls a Chance. Tackling child labour, a key to the future. Genève : BIT Ed., 2009, p. 21.*

¹⁷² *Ibid, p. 10.*

« Mes parents ne peuvent plus payer la scolarité. (...) Maintenant je suis obligée de rester à la maison. »

Dans les pays en situation de conflit, les enfants sont particulièrement oubliés. On constate pour eux des taux supérieurs de malnutrition (50%), de mortalité infantile (20%) et des taux d'achèvement primaire de 18% plus bas que la moyenne des PMA¹⁷³. Ils sont particulièrement exposés à la violence quotidienne. Depuis le début de la crise politique à Madagascar, le climat de peur constant (manifestations, démonstrations de force excessives par les forces de l'ordre, disparitions) et le niveau inhabituel de violence enregistré dans les grandes villes, dont Antananarivo, ont provoqué stress et angoisse parmi les enfants. On constate une augmentation de l'absentéisme, des violences scolaires et de la délinquance juvénile, parallèlement à la fermeture de nombreuses écoles¹⁷⁴. Lorsque les ressources et le travail sont rares, la violence quotidienne tend à augmenter, surtout lorsque les jeunes ne peuvent pas trouver de travail et qu'ils n'ont pas d'autre choix que la criminalité.

La violence domestique, plus difficile à documenter, est également en hausse lors des crises économiques. La baisse des revenus, la perte d'emploi, le retour des migrants entraînent des tensions intra-familiales importantes. L'augmentation du travail des femmes, à la maison comme à l'extérieur, diminue le temps consacré aux enfants, notamment aux plus petits. Il n'est pas rare que les plus grands gardent les plus jeunes, notamment dans les zones urbaines où vivent de plus en plus de femmes seules. Dans les capitales d'Afrique australe, comme Harare ou Lusaka, de nombreuses femmes issues de zones rurales vendent leurs produits sur les marchés. Or le regain de travail demandé, lors d'une perte de revenu, a un effet désastreux sur ces familles monoparentales dans lesquelles les enfants sont, dans la journée, soit livrés à eux-mêmes, soit pris en charge par d'autres personnes plus ou moins proches.

Une seule étude s'est concentrée sur les effets psychologiques de la crise financière de 1997¹⁷⁵. Celle-ci montre que l'empreinte psychologique de la crise a été très importante, dans l'immédiat de la crise mais aussi jusqu'à la période d'amélioration en 2000. Ce mal-être (stress, anxiété, dépressions, maladies psychiques) a surtout été ressenti chez les groupes de population ayant le moins accès à l'éducation, et dans les régions les plus touchées par la crise, comme les campagnes. Ce phénomène est particulièrement dû aux sentiments d'insécurité, de climat social incertain et de rupture soudaine (les conflits et les catastrophes naturelles sont des situations dans lesquelles l'anxiété et le stress post-traumatique sont courants). Ces changements ont des effets disproportionnés sur les enfants entre 0 et 9 ans, dont la compréhension de l'environnement est moindre, mais dont l'interaction avec l'entourage est un élément fondamental du développement cérébral, cognitif et émotionnel. Une interaction négative, emprunte de violence, de stress et de négligence, a des effets à long terme sur la construction de l'enfant, de l'adolescent, puis de l'adulte.

Enfin, les crises affaiblissent les ressources dont peuvent bénéficier les générations futures, et ce à très long terme. En période de crise alimentaire et économique, les familles rurales sont obligées de puiser dans leurs réserves agricoles et de vendre leurs derniers biens et troupeaux. Les familles urbaines ont quant à elles plutôt tendance à s'endetter, ou à utiliser toutes leurs économies. Or la reconstitution progressive de ce patrimoine économique prend beaucoup de temps et réduit les chances de bien-être des générations suivantes¹⁷⁶.

En Thaïlande par exemple, lors de la crise de 1997, les taux de scolarisation sont restés à peu près stables en raison de l'importance donnée à l'éducation par la société thaïlandaise. Cependant, les familles des classes moyenne et aisée ont redoublé d'efforts

pour maintenir leurs enfants à l'école, tandis que les familles pauvres ont été obligées de réduire leurs dépenses éducatives. Les familles thaïlandaises ont dû emprunter, vendre leurs biens ou utiliser leurs économies pour faire face aux dépenses éducatives. Durant cette période, 12% des familles endettées ont contracté un emprunt supplémentaire pour payer la scolarisation de leurs enfants¹⁷⁷.

La situation est similaire dans d'autres pays. A Koubdo Saboua par exemple, commune rurale du Niger, une adolescente de 15 ans, Souweyba Mahamane ne va plus à l'école depuis 2009 et explique : « *Mes parents ne peuvent plus payer la scolarité. Ils ont vendu un bœuf pour payer les frais de scolarité de mon frère et moi. [L'argent du bœuf est épuisé.] J'ai été exclue à partir du collège, au niveau de la cinquième, avec mon frère. Maintenant je suis obligée de rester à la maison.* » Les ventes de bétail ou d'autres biens sont courantes, notamment pour assurer les dépenses de santé : plus de la moitié des familles interrogées vendent de petits animaux pour faire face aux dépenses de soins et d'hospitalisation. Les autres stratégies possibles sont la contraction de crédits auprès des commerçants et producteurs (50%), la mise au travail journalier de membres de la famille (30%), et les crédits auprès de parents (30%).

CONCLUSION

Les enquêtes menées par Aide et Action en décembre 2009 et janvier 2010 nous montrent que les phénomènes macroéconomiques ont un impact direct sur l'accès et la qualité de l'éducation des enfants : ceux-ci sont plus facilement déscolarisés lorsque les revenus des familles baissent. Ils peuvent être mis au travail, ou simplement retirés de l'école à cause des frais liés à l'éducation, ou encore partagent parfois leur temps entre le travail et l'école. Les stratégies des familles pour faire face à la baisse de revenus sont diverses. Mais de nombreux fac-

teurs contribuent également à rendre l'apprentissage des enfants plus difficile. En temps de crise, les enfants souffrent davantage de malnutrition, de sous-alimentation, d'un manque de soins important. De nombreuses familles pauvres ne peuvent plus se nourrir ou se soigner correctement. Par ailleurs, les enfants sont soumis à des facteurs de stress, liés au travail ou à l'atmosphère pesante qui règne dans les familles.

Ces conséquences sont profondes et s'impriment durablement dans le corps et l'esprit des enfants, de manière parfois irréversible. Alors que la reprise économique semble engagée dans plusieurs pays, le chômage et la baisse des revenus des familles risquent de perdurer encore plusieurs années. Et d'hypothéquer pour longtemps encore l'avenir de millions d'enfants...

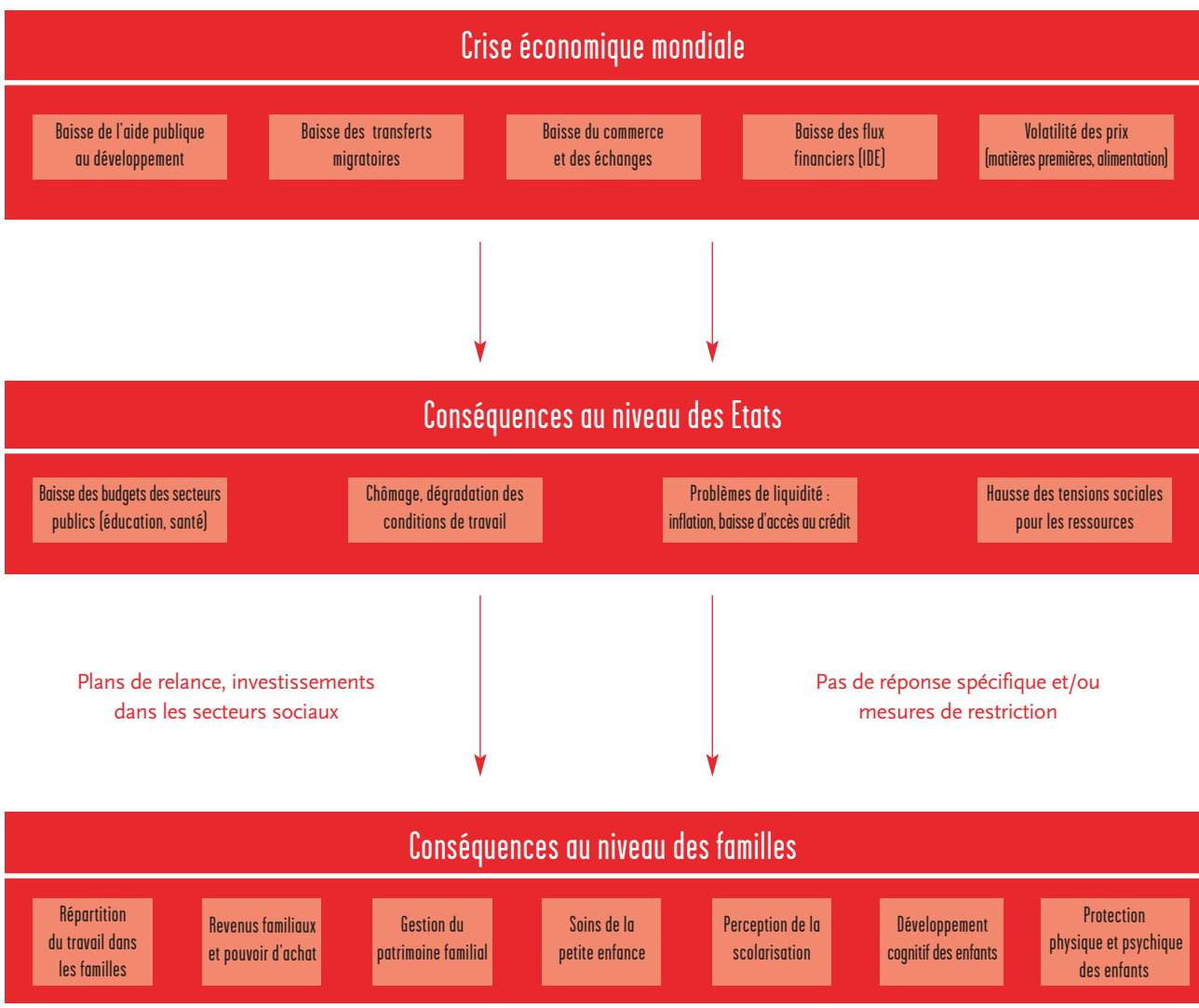
¹⁷³ *News and Broadcast (Fragile and Conflict-affected countries)*, World Bank: <http://web.worldbank.org/> (Page consultée le 28/09/2009).

¹⁷⁴ *Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. Madagascar Flash Appeal 2009. In : OCHA. [en ligne]. Disponible sur : <http://ochaonline.un.org/humanitarianappeal/webpage.asp?Page=1774>. (Page consultée le 11/12/2009).*

¹⁷⁵ FRIEDMAN J. et THOMAS D. *Psychological Health Before, During and After an Economic Crisis: Results from Indonesia, 1993-2000*. Washington, DC : Banque mondiale, 2007.

¹⁷⁶ *Rising Food and Fuel Prices: Addressing the Risks to Future Generations*, op. cit., p. 3.

¹⁷⁷ Mok K.H., Lawler J. & Bond Hinsz S., op. cit., p. 159.



PERSPECTIVES...

POUR COMPRENDRE LES IMPACTS de la crise économique mondiale sur l'éducation dans les pays en développement, il importe de bien saisir les mécanismes par lesquels la crise s'est transmise et comment les différentes économies ont été touchées. Une première constatation s'impose : il est impossible de généraliser des situations diverses tant il est vrai que les impacts de la crise économique et les réponses des pays en développement dépendent de leur situation spécifique et de facteurs multiples (espace fiscal, systèmes de protection sociale, expériences passées face aux crises, rôle des institutions financières internationales dans les pays, etc.).

Les pays disposant d'un espace fiscal plus large ont été en mesure d'adopter des mesures contre-cycliques focalisant notamment sur la création d'emploi, le soutien de la demande et l'investissement dans les secteurs sociaux pour encourager la reprise. Les systèmes de protection sociale en place dans certains pays ont également permis aux populations d'être en capacité d'absorber plus facilement les effets de la crise. Globalement, les dispositifs déjà en place ont fonctionné de manière plus ou moins automatique, sans devoir attendre de la part de gouvernements sous pression des réponses rapides, à application immédiate.

A contrario, les pays ne disposant pas de ressources internes ont été contraints d'arbitrer entre les différentes dépenses. Tirant sans doute les leçons des plans d'ajustement structurels, les coupes dans les budgets sociaux sont encore mineures à l'heure actuelle. On note toutefois que certaines réformes ont été ajournées alors qu'elles auraient pu permettre d'améliorer l'accès à l'éducation pour les populations les plus vulnérables, et d'en améliorer la qualité. On remarque également que la période est propice à l'application de recettes toutes faites en matière de réformes éducatives, sans prise en

compte des spécificités nationales. Si la situation au niveau étatique semble être plus ou moins stabilisée, les effets de la crise économique mondiale impacteront encore pour longtemps les systèmes d'éducation et la vigilance devra s'exercer sur le long terme.

Ceci semble d'autant plus vrai que de nombreux pays semblent déjà se désengager des plans de relance initiés il y a un an. Or, les premières données que nous avons pu recueillir montrent d'ores et déjà que la baisse des revenus et la hausse des prix de l'alimentation contraignent les familles à arbitrer entre les différentes dépenses : elles suppriment celles qui ne sont pas vitales et privilégient celles liées à la nourriture. Nous avons également constaté que toutes les populations ne sont pas touchées de la même manière : les populations les plus pauvres et les femmes sont particulièrement fragilisées par la crise. Cela semble évident ; pourtant, sur le terrain, on constate aujourd'hui que rares sont les dispositifs permettant de cibler les populations les plus vulnérables et que les actions spécifiquement orientées vers elles sont peu nombreuses. Il s'agit donc de veiller non seulement à la pertinence des diagnostics réalisés et à la cohérence des politiques identifiées. De nombreuses réponses à la crise n'intègrent pas, par exemple, la dimension genre : alors que l'industrie textile a été très largement touchée par la crise et que ce secteur employait principalement des femmes, des avantages fiscaux ont été concédés au secteur du bâtiment, employant majoritairement des hommes...

Dans ce contexte, que faire pour protéger l'éducation de millions d'enfants ? Comment faire en sorte que l'éducation puisse jouer un rôle protecteur pour les plus vulnérables ? Comment aider les pays et les populations à rebondir après la crise ?

Les enquêtes réalisées montrent que les pays ayant levé les contraintes économiques pesant sur l'éducation sont ceux dans lesquels la déscolarisation est la moins importante. Aide et Action développe des actions visant à sécuriser l'éducation et prévenir la rupture éducative, notamment à :

> Identifier les besoins immédiats des populations les plus vulnérables : cibler les difficultés des populations vivant dans les pays les moins avancés et les Etats politiquement fragiles ou en situation de crise interne ; compléter l'action des gouvernements en identifiant les populations qui ont le moins accès aux programmes d'aide ; favoriser la mise en place d'un dispositif d'identification des exclus grâce à des recueils de données, des enquêtes auprès des ménages, etc.

> Alléger les contraintes économiques : réduire ou subventionner les frais de scolarité et les coûts indirects liés à l'éducation (transport, fournitures scolaires, etc.), favoriser la création de coopératives parentales pour les achats supplémentaires, subventionner la mise en place de cantines scolaires en encourageant leur pérennisation au niveau local à travers un appui communautaire.

> Mettre en œuvre des dispositifs adaptés aux enfants contraints de travailler afin de favoriser leur retour à l'école à moyen terme : écoles passerelles, cours du soir, sensibilisation des parents.

> Accorder une attention accrue aux filles et aux enfants de migrants à travers le développement de programmes adaptés : appuyer les programmes de bourses pour les filles, développer des infrastructures spécifiques (latrines séparées, transport, etc.), encourager le recrutement de femmes enseignantes, favoriser les écoles mobiles, penser de nouveaux espaces éducatifs adaptés, etc.

> Protéger les dépenses liées aux secteurs sociaux, notamment en ce qui concerne l'éducation, en assurant un financement suffisant pour l'éducation de base et la formation professionnelle.

Dans les réponses des Etats à la crise, une faible attention a été apportée aux enfants. Les résultats des enquêtes menées par Aide et Action montrent pourtant que la grande majorité des familles n'est plus en capacité d'assurer un suivi médical correct aux enfants, y compris aux plus jeunes. Dans ce contexte, Aide et Action développe des actions visant à :

> Permettre la prise en charge des enfants des familles les plus vulnérables durant le temps scolaire et extrascolaire (lieux d'accueil, d'écoute, permettant aux enfants de bénéficier d'un repas et d'un suivi de santé de base).

> Favoriser le soutien psychologique dans le cadre scolaire et extrascolaire concernant le stress, les violences familiales, les situations de travail contraint, etc., notamment à travers la mise en place d'espaces d'échanges et de soutien, et la formation des enseignants dans le dépistage des stress post traumatiques pour une prise en charge appropriée par les centres d'appui psychosocial.

> Développer les programmes de santé et de nutrition en direction des enfants, notamment des très jeunes enfants : mettre en œuvre les programmes de petite enfance, appuyer la mise en place de cantines scolaires, etc.

> Lutter contre le travail dangereux des enfants : surveillance des réseaux préalablement identifiés, sensibilisation accrue auprès des familles dans les zones de départ connues, accueil des enfants exer-

çant un travail dangereux en vue d'une réorientation professionnelle.

A plus long terme, Aide et Action s'attache d'ores et déjà à accompagner les populations les plus vulnérables pour les aider à renforcer leurs capacités de résilience face à la crise. La question de la dépréciation de l'éducation est également extrêmement préoccupante, tant il est vrai que de nombreuses familles ont perdu la capacité de scolariser leurs enfants. Pour accompagner au mieux la sortie de crise, Aide et Action développe des actions visant à :

> Renforcer les capacités économiques des femmes : alphabétisation, formation professionnelle adaptée, soutien à l'entrepreneuriat féminin, plaidoyer pour encourager l'accès des femmes au crédit, etc.

> Développer la formation professionnelle pour accroître le revenu familial, maximiser les capacités des familles et leur offrir des perspectives éducatives motivantes.

> Renforcer les capacités des communautés et des acteurs de l'éducation à rebondir : soutenir les organisations communautaires, encourager les solutions locales valorisantes qui minimisent la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure, former les leaders, etc.

> Privilégier les actions citoyennes et les programmes d'éducation à la paix, et renforcer le leadership communautaire dans ces deux domaines : appuyer les programmes d'éducation à la paix notamment dans les zones de migration importante, identifier les bonnes pratiques, former les leaders, etc.

> Repenser l'organisation et les finalités des systèmes d'éducation : favoriser les politiques nationales plus adaptées aux contextes spécifiques,

encourager la création d'espaces éducatifs alternatifs, encourager la participation des citoyens à la définition des politiques éducatives en lien avec les finalités de l'éducation, etc.

Les effets de la crise économique et les témoignages recueillis nous poussent inévitablement à nous interroger sur le modèle de développement qui prévaut à l'heure actuelle : comment les pays peuvent-ils se développer de manière durable ? Le modèle économique que préconisent les institutions financières est-il encore valable ? L'intégration à marche forcée dans l'économie mondiale protège-t-elle mieux ces pays ? Comment redonner aux Etats le pouvoir de décider des politiques qu'ils veulent mener ? Comment garantir la participation de tous les citoyens, notamment de ceux qui sont exclus pour des raisons économiques ou sociales, à la définition des politiques publiques ?

De nouveaux défis apparaissent, liés notamment au changement climatique, et il paraît peu probable de penser que cette crise sera la dernière. L'enjeu aujourd'hui est double : soutenir les pays les plus fragiles dans leurs réponses face à la crise et en tirer les leçons pour renforcer les capacités des populations des pays en développement à faire face aux chocs extérieurs et à rebondir après les crises. Pour cela, trois axes de travail sont pour nous essentiels : redonner aux Etats la possibilité de choisir leur développement et de concevoir leurs politiques ; permettre aux populations de prendre part à la définition des politiques les concernant ; faire connaître et valoriser les solutions locales innovantes et performantes.

Il ne s'agit donc pas seulement de colmater les brèches mais bien de tirer les leçons de la crise actuelle, pour mieux préparer le futur et répondre aux enjeux qui apparaissent déjà.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

SOURCES GÉNÉRALES

- Alternatives internationales. *L'Etat de la Mondialisation 2010*, Alternatives économiques, Hors-série n°7 Alternatives Economiques, décembre 2009.
- Banque mondiale. *Averting a Human Crisis during the Global Downturn*. Washington, DC : World Bank, 2009 [Conference Edition].
- Banque mondiale. *Swimming against the Tide: How Developing Countries Are Coping with the Global Crisis?* Document de travail pour la réunion des ministres des Finances du G20 et la Banque centrale, Horscham, UK, 13-14 mars 2009.
- Banque mondiale. *Rising Food and Fuel Crisis: Addressing the Risk to Future Generations*. Washington, DC: World Bank, 2008.
- BURNETT N. *Investing out of the crisis: the education dynamic*. Intervention pour le Futures Forum, 2 mars 2009, Paris. [en ligne] Disponible sur : http://www.unesco.org/education/burnett_future_forum.pdf (Page consultée le 24/08/2009).
- CALI M., MASSA I. et TEVELDE D.W. *The Global Financial Crisis: financial flows to developing countries set to fall by one quarter*. Londres : Overseas Development Institute, 2008.
- Campagne mondiale pour l'éducation. *Education on the brink*. In : Global Campaign for Education. [en ligne] Disponible sur : <http://www.campaignfor-education.org/docs/reports/EDUCATION%20ON%20THE%20BRINK%20%20ofinal%5B1%5D.pdf> (Page consultée le 06/10/2009).
- CNUCED. *Rapport sur l'investissement dans le monde*. New York et Genève : Nations unies, 2009.
- CNUCED. *Rapport 2008 sur les Pays les Moins Avancés. Etat, gouvernance et développement*. New York et Genève : Nations unies, 2009.
- CNUCED. *Rapport 2008 sur les Pays les Moins Avancés. Croissance, pauvreté et modalités du partenariat pour le développement*. New York et Genève : Nations unies, 2009.
- CONCORD. *Lighten the Load. In a time of crisis, European aid has never been more important*. Bruxelles : CONCORD, 2009.
- Coordination Sud. *Fragilité des Etats et des sociétés: Quels enjeux pour les acteurs de la solidarité internationale ?* Actes du séminaire du 6 novembre 2008, Paris, 2008.
- Coordination Sud. *Analyse du PLF 2009 et budget pluriannuel 2009-2011*. In : Coordination Sud. [en ligne] Disponible sur : http://www.coordination-sud.org/IMG/pdf/Analyse_du_PLF_2009_-_Coordination_SUD.pdf (Page consultée le 05/10/2009).
- Fonds Monétaire International. *Perspectives de l'économie mondiale. Soutenir la reprise*. Washington, DC : FMI, 2009.
- HARPER C., JONES N., McKAY A. et ESPEY J. *Children in times of economic crisis: past lessons, future policies*. Londres : Overseas Development Institute, 2009.

- HARPER C., JONES N. et McKAY A. *Including Children in Policy Responses to Economic Crises: Lessons from the Past and Policies for a Sustainable Future*. Intervention pour la conférence *The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009.
 - IIEP Newsletter. *Education and the economic crisis*. Volume XXVII n°2, mai-août 2009.
 - Internationale de l'Éducation. *La crise économique mondiale et son impact sur l'éducation*. In : Internationale de l'Éducation. [en ligne] Disponible sur : <http://www.ei-ie.org/handsup/fr/download.php> (Page consultée le 26/08/2009).
 - MILLET D. et TOUSSAINT E. (pour le CADTM). *Les chiffres de la dette*, 2009. Paris : Les Editions du Cerisier, 2009.
 - PLAN UK. *Understanding the impact of Food Prices on Children*. Londres : Overseas Development Institute / Plan UK Ed., 2008.
 - Population Reference Bureau. *Fiche de données sur la population mondiale 2009*. In : Population Reference Bureau. [en ligne] Disponible sur : http://www.prb.org/pdf09/09wpds_fr.pdf (Page consultée le 08/01/2010).
 - TE VELDE V.W. *The global financial crisis and developing countries. Which countries are at risk and what can be done?* Londres : Overseas Development Institute, 2008.
 - UNESCO. *EFA Global Monitoring Report 2009. Overcoming inequality: why governance matters*. Paris : UNESCO Ed., 2009.
 - UNESCO. *EFA Global Monitoring Report 2010. Reaching the marginalized*. Paris : UNESCO Ed./Oxford University Press, 2010.
 - UNICEF. *Situation des enfants dans le monde 2009*. New York : UNICEF Ed., 2009.
- POUR EN SAVOIR PLUS PAR RÉGION**
- > AFRIQUE**
- ARIEFF A., WEISS M.A. et JONES V.C. *The Global Economic Crisis: Impact on Sub-Saharan Africa and Global Policy Responses*. Washington, DC : Congressional Research Service, 2009.
 - BAKRANIA S. et LUCAS B. *The Impact of the Financial Crisis on Conflict and State Fragility in Sub-Saharan Africa*. Birmingham, UK : Governance and Social Development Resource Centre, 2009.
 - Banque africaine de développement. *Africa and the Global Economic Crisis: Strategies for Preserving the Foundations of Growth*. Intervention pour la réunion annuelle de la Banque africaine de développement, Dakar, 13-14 mai 2009.
 - CASE A, HOSEGOOD V. et LUND F. *The reach and impact of Child Support Grants: evidence from*

KwaZulu-Natal. *Development Southern Africa*, 2005, volume 22, p. 467-482.

- COCKBURN J., FOFANA I. et TIBERTI L. *Simulating the impact of economic crisis and policy responses on children in West and Central Africa*. Document de travail du Forthcoming Innocenti, intervention pour la conférence *The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009.

- Export-Import Bank of the United States. *Impact of the Global Financial Crisis on Sub-Saharan Africa*. Washington, DC : Export-Import Bank of the United States Ed., 2009

- Fonds Monétaire International. *Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne*. Washington, DC : FMI Ed., 2009

- KLAUS D., ANDRIATSITOAINA A., ANDRIANJAKA N. H., van den BOOGAERDE P. et al. *Evaluation de la vulnérabilité à Madagascar*. New York : Nations unies [Groupe Inter-agence de suivi de la vulnérabilité], 2009.

- Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. *Madagascar Flash Appeal 2009*. In : OCHA. [en ligne] Disponible sur : <http://ochaonline.un.org/humanitarianappeal/webpage.asp?Page=1774> (Page consultée le 11/12/2009).

- SUMNER A. *The Global Economic Crisis, public budget and child-sensitive protection in Sub-Saharan Africa*. Intervention pour la conférence *The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009.

> ASIE DU SUD-EST

- Banque asiatique de développement. *Protecting Cambodia's Most Vulnerable From Food Crisis*. Mandaluyong City, Philippines : Banque asiatique de développement, 2008.

- Banque asiatique de développement. *Taking the Helm. A policy brief on a response to the global economic crisis*. Mandaluyong City, Philippines : Asian Development Bank, Pacific Studies Series, 2009.

- Governance and Social Development Research Centre. *Helpdesk Research Report: Humanitarian Impact of the Global Economic Crisis on the Asia/Pacific Region*. Birmingham, UK : GSDRC Ed., 2009.

- MEHROTRA S. *The Poor in East and South East Asia in the Time of Financial Crisis*. Intervention pour la conférence de l'UNICEF sur les Iles du Pacifique et de l'Asie de l'Est, Singapour, 6-7 janvier 2009.

- UNICEF. *Impact of the Global Economic Crisis on Children in East Asia and the Pacific: a mid-year update on UNICEF Policy and Programme responses*. New York : UNICEF Ed., 2009.

> AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

- FERNANDEZ A. et LOPEZ-CALVA L.F. (PNUD) *Transitory Shocks, permanent effects: Impact of the Economic Crisis on the Well-Being of Households in Latin America and the Caribbean*. Intervention pour la conférence *The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009.

> ASIE DU SUD

- Banque mondiale. *Impact of the Global Financial Crisis on South Asia*. Washington, DC : Banque mondiale Ed., 2009.
- JAYSHREE B. *Financial crisis may worsen poverty in China and India*. In : Council on Foreign Relations. Disponible sur : <http://www.cfr.org/publication/17812/> (Page consultée le 15/01/2010).
- KUMAR R., DEBROY B., GHOSH J., et al. *Global Financial Crisis: Impact on India's Poor. Some initial perspectives*. Inde : PNUD, 2009.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES CRISES PASSÉES

- ABLETT J. et SLENGESOL I.A. *Education in Crisis: the Impacts and Lessons of the East Asian Financial Shock 1997-1999*. In : Forum mondial sur l'éducation, Education pour tous, Bilan à l'an 2000 (synthèse globale). Paris : UNESCO, 2000.
- FRIEDMAN J. et THOMAS D. *Psychological Health Before, During and After an Economic Crisis: Results from Indonesia, 1993-2000*. Washington, DC : Banque mondiale, 2007.
- ISLAM M.M, SIWAR C. et KARIM M.A. *The impact of the financial crisis on the living standard: an empirical investigation*. UNITAR E-Journal, 1997, vol.3, n°1.
- MOK K.H., LAWLER J. et BOND HINSZ S. *Economic Shocks in Education: Analysis of the 1997 Asian Financial Crisis and Lessons for Today*. *Global Social Policy*, n°9, 2009.

- OKONJO-IWEALA O., KWAKWA V., BECKWITH A. et al. *Impact of Asia's Financial Crisis*. *Finances et Développement*, septembre 1999, n°48, p.48-51.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES MIGRATIONS

- AWAD I. *The global economic crisis and migrant workers: Impact and response*. Genève : Bureau international du travail, 2009.
- Banque mondiale. *Migration and Remittance Trends 2009. Migration and Development Brief 11*. [en ligne]. Disponible sur : <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/MigrationAndDevelopmentBrief11.pdf> (Page consultée le 16/11/2009).
- CORTINA J. *Survival in Mexico: Remittances and Social Assistance among Children and Women Left-behind*. Intervention pour la conférence *The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009.
- FIX M., PAPADEMETRIOU D.G., BATALOVA J. et al. *Migration and the Global Recession*. Washington, DC : Migration Policy Institute, 2009.
- IOM-Guatemala (en collaboration avec l'UNICEF). *Survey on Remittances 2009. Childhood and Adolescence*. Guatemala : IOM, 2009.
- MONTEIL A. *Les conséquences sociales de la crise économique en Chine*. Paris : Sciences Po, 2009.
- SHARMA K. *The Impact of Remittances on Economic Insecurity*. DESA Working Paper n°78, New York : Nations unies, 2009.

- SONGCO M.R International Labour Migrations and Remittances in the Philippines. Intervention pour la conférence The Impact of the Global Economic Slowdown on Poverty and Sustainable Development in Asia and the Pacific, Hanoi, Vietnam, 28-30 septembre 2009.
- MASTNY L., Les risques associés à une population jeune. *L'Etat de la planète Magazine*, septembre-octobre 2004, n°17, p.21-25.
- RICHARDS P. *Fighting for the Rain Forest. War, Youth and Resources in Sierra Leone*. Oxford, UK : James Currey, 1996.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA SITUATION DES FEMMES ET DES FILLES

- EMMET B. *Paying the price of the economic crisis*. Oxford, UK : Oxfam International Ed., 2009.
- Bureau international du travail. *Give Girls a Chance. Tackling child labour, a key to the future*. Genève : BIT Ed., 2009.
- SEWA. *Draft Paper on Financial Crisis Based On Experiences of Self Employed Women's Association*. Gujarat, Inde : 2009.
- LATEEF S. (pour la Banque asiatique de développement). *Gender Implication of Global Recession: GMS Context Key Themes and Strategic Ways Forward*. Intervention pour la conférence *The Impact of the Global Economic Slowdown on Poverty and Sustainable Development in Asia and the Pacific*, 28-30 September, Hanoi, Vietnam.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA SITUATION DES JEUNES

- ASHFORD L.S. *La population jeune en Afrique : risque ou opportunité ?* Washington, DC : Population Reference Bureau, 2007.
- JIMENEZ E.I. et MURTHI M. La jeunesse, un atout des pays en développement. *Finances et Développement*, septembre 2006, n°4, p.40-43.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES RÉPONSES APPORTÉES AUX CRISES

- FISZBEIN A. et SCHADY N. *Conditional Cash Transfers. Reducing present and future poverty*. Washington, DC : Banque mondiale, 2009.
- Fonds catalytique de l'Initiative Fast Track. *Rapport Annuel 2009*. Préparé par le secrétariat de l'Initiative Fast Track pour la Réunion du Comité du Fonds Catalytique (Rome, 5 novembre 2009). [en ligne] Disponible sur : http://www.educationfasttrack.org/media/library/Rome_2009/CF_Annual_Status_Report_Nov2009_French.pdf (Page consultée le 04/12/2009).
- Initiative Fast Track *The Road to 2015: Reaching the Education Goals. Annual Report 2008*. Washington, DC : Banque mondiale, 2008.
- KHAMMAN S. *The impact of the global fuel, food and financial crises and policy responses: a child-sensitive approach*. Intervention du Bureau national du Conseil de Thaïlande pour le développement économique et social lors de la conférence *The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009.
- WILLIAMS M.J. *The Social and Economic Impacts of South Africa's Child Support Grant*. Arts with Ho-

nors in Economics. Williamstown, Massachusetts : Williams College, 2007, 89 p.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA DÉSCOLARISATION

- FERREIRA F. H. G. et SHADY N. *Aggregate Economic Shocks , Child Schooling, and Child Health*. Washington, DC : Banque mondiale, 2008.
- GUARCELLO L., KOVROVA I. et ROSATI F. *Child labour as a response to shocks: evidence from Cambodian villages*. Rome : UCW, 2008.
- GUARCELLO L., MEALLI F. et ROSATI F. *Household vulnerability and child labour: the effect of shocks, credit rationing and insurance*. Rome : UCW, 2002.
- LOPEZ BOO F. *How do crises affect schooling decisions? Evidence from changing labour market opportunities and a policy experiment*. Washington, DC : Banque mondiale, Banque inter-américaine de développement, 2008.
- MEALLI F., PUDNEY J. et ROSATI F.C. *Measuring the vulnerability of children in developing country: an application to Guatemala*. Rome : UCW, 2004.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA SANTÉ DES ENFANTS EN TEMPS DE CRISE

- BAIRD S., FRIEDMAN J. et SCHADY N. *Aggregate Income Shocks and Infant Mortality in the Developing World*. Washington, DC : Banque mondiale, 2007.

- BHUTTA Z.A., AHMAD BAWANY F., FERROZE A. et al. *The impact of the food and economic crisis on child health and nutrition*. Intervention pour la conférence de l'UNICEF sur *Les Iles du Pacifique et de l'Asie de l'Est*, Singapour, 6-7 janvier 2009.
- FRIEDMAN J. et SCHADY N. *How Many More Infants Are Likely To Die in Africa as a Result of the Global Financial Crisis?* Washington, DC : Banque mondiale, 2009.
- Organisation mondiale de la santé. *The Financial Crisis and Global Health*. Genève : OMS Ed., 2009.
- Von GREBMER K., NESTOROVA B., QUISUMBING A. et al. *Global Hunger Index 2009. The challenge of hunger: focus on financial crisis and gender inequality*. Bonn, Washington, Dublin : IFPRI, 2009.
- SCHADY N. et SMITZ M. *Aggregate Economic Shocks and Infant Mortality: New Evidence for Middle-Income Countries*. Washington, DC : Banque mondiale, 2009.
- URAGUSHI Z.B. *Food Price Hikes and Food Security in Agrarian Societies: Assessing Children's Vulnerability in Households, Cases from Bangladesh and Ethiopia*. Intervention pour la conférence *The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009.
- WALTISPERGER D. et MESLE F. *Economic Crisis and Mortality: The Case of Antananarivo, 1976-2000*, Paris : Institut National d'Etudes Démographiques, Populations 2005, volume 60, n°3, p. 199-229.

SITES CONSULTÉS

- UNICEF : http://www.unicef.org/progressforchildren/2007n6/index_41505.htm
et <http://www.unicef.org/french/infobycountry>
- La Campagne mondiale pour l'éducation :
<http://www.campaignforeducation.org/fr>
- La Banque mondiale :
<http://www.banquemondiale.org/themes/crise-financiere/> et <http://web.worldbank.org/>
- Les Nations unies : <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/2009report.shtml>
- L'Internationale de l'éducation:
<http://www.ei-ie.org>
- Concernant les budgets de l'Inde :
<http://www.infodriveindia.com/Budgetmain.aspx>
- Site de l'Initiative Fast Track :
www.fasttrackinitiative.org
- Population Reference Bureau : www.prb.org

Éducation, les cours chutent !

Impacts de la crise économique mondiale sur l'éducation

Depuis le début de la crise économique au dernier trimestre de l'année 2008, les journaux, les ondes radio, les écrans de télévision ont été saturés d'informations relatant le sauvetage des banques, les plans de relance nationaux, les réunions du G20 et du G8.

Mais peu d'informations nous sont parvenues sur la manière dont cette crise se propageait dans les pays en développement et ses impacts sur les secteurs sociaux de ces pays. Il faut dire qu'à première vue, on conçoit difficilement comment les déséquilibres macroéconomiques et la crise de la finance peuvent impacter l'éducation ou la santé d'enfants se trouvant à des milliers de kilomètres, dans un monde qui semble souvent, à tort, peu intégré à l'économie mondiale. Il n'en est rien.

Le rapport publié aujourd'hui par Aide et Action montre au contraire à quel point la situation des pays en développement et la vie de millions de personnes vulnérables sont en effet intrinsèquement liées aux nôtres.